

Questioni



Questionnements. Frågor. Ερωτήματα. Cuestiones. Questões.

Fragen. Mistoqsijet. Questions. Kysymykset. Въпроси. Vragen. Zagadnienia.

**CHANGER
LE MONDE À
L'ÉPOQUE DE LA COVID**

DAVIDE
LEONE

Graphic design: Davide Leone

Magazine du Parti de la Gauche Européenne

N°1

 European**LEFT**

Quistioni

Magazine du Parti de la Gauche Européenne

Directeur

Paolo Ferrero

Comité éditorial

Walter Baier

Luis Fazenda

Pierre Laurent

Jean-Pierre Michiels

Anna Mikkola

Margarita Mileva

Natasa Theodorakopoulou

Rédacteur en chef

Giorgio Riolo

Bureau de rédaction

Daniele Brunetto

Directeur responsable

Romina Velchi Pellecchia

Conception de la couverture

Davide Leoni

Conception et mise en page

Elena Coperchini

Dario Marini Ricci

Cher lecteur, Chère lectrice,

Ce que vous lisez est le premier des deux numéros tests de *Quistioni*, le magazine trimestriel en trois langues du Parti de la Gauche Européenne. Notre objectif est de créer un espace public de discussion et de débat entre ceux et celles qui veulent construire l'alternative à ce monde néolibéral. Pour cette raison, il comprendra des contributions des partis membres du PGE, des intellectuels et des mouvements.

Le magazine s'intitule *Quistioni* (en référence à la manière dont Antonio Gramsci indiquait les sujets, les problèmes), car dans chaque numéro monographique du magazine, nous voulons aborder un problème et contribuer, de cette manière, à la construction d'un projet commun d'alternative au niveau européen.

Nous sommes très intéressés par votre avis, vos retours et suggestions. Vous pouvez nous écrire à magazinepge@libero.it.

Paolo Ferrero

Contacts

✉ magazinepge@libero.it

🌐 www.europeanleftmagazine.eu

Index

Éditoriaux

Heinz Bierbaum - <i>L'avenir de l'Europe est en jeu</i>	5
Paolo Ferrero - <i>Changer le monde à l'époque du Coronavirus</i>	8

Articles

Walter Baier - <i>Cinquante nuances de brun. Remarques sur la lutte contre la droite néo-fasciste</i>	14
Marc Botenga - <i>Brisons l'emprise des multinationales sur notre santé</i>	18
Vincent Boulet - <i>Pour changer le monde au temps de la Covid : asseoir des majorités sociales et politiques populaires</i>	21
Eva Brenner - <i>Culture, Corona et ses Mécontents. Un regard critique sur le rôle de la culture en temps de pandémie</i>	24
François D'Agostino - <i>Autocritique et option socialiste claire comme réponse à la crise du Coronavirus</i>	28
Ángel de la Cruz - <i>Peur ou confiance : la bataille de fond pour les classes populaires en crise</i>	31
Felicity Dowling - <i>Un gouvernement cruel et malhonnête</i>	34
Bernard Duterme - <i>Les quatre dilemmes Nord-Sud de la crise écologique</i>	39
Esquerra Unida i Alternativa - <i>Changer le monde en temps de Covid</i>	43
Tolly Kulczycki - <i>Nous ne marcherons plus seuls</i>	46
Birgit Mahnkopf - <i>La voie de l'Europe vers le capitalisme numérique - nivelée par la crise de la Covid 19</i>	50

Amelia Martínez-Lobo and Andrea Peniche - <i>Crise pandémique et son impact sur la vie des femmes</i>	54
Catarina Martins - <i>Au-delà de la peur</i>	60
Mirko Messner - <i>Quelques faits marquants sur la situation en Autriche en février 2021</i>	63
Judit Morva - <i>La concurrence par les bas salaires à l'intérieur de l'Europe: la Hongrie de Viktor Orbán</i>	67
Riccardo Petrella - <i>La vaccination "mondiale" contre la pandémie de la covid-19. De l'hypocrisie sur le droit à la vie ("personne ne sera laissé de côté") à l'évaporation sans scrupule de la souveraineté du peuple</i>	70
Vijay Prashad - <i>Pourquoi le monde après Covid ressemblera au monde avant Covid</i>	76
Enrique Santiago - <i>Un nouveau cadre pour les relations mondiales</i>	79
Liisa Taskinen - <i>Changer le monde en temps de Covid</i>	82
Marilisa Xenogiannakopoulou - <i>Changer le monde à l'époque de Covid</i>	86
Gheorghîță Zbăganu - <i>La pandémie de coronavirus à l'époque néolibérale. Le cas de la Roumanie</i>	88

Essais

European Left - <i>La crise du Coronavirus et les conséquences pour les politiques européennes</i>	94
Adoración Guamán, Guillermo Murcia López, and José Miguel Sánchez Ocaña - <i>Coronavirus, travailleurs et précarité : Les défis d'une sortie fondée sur le renforcement du travail</i>	99

L'avenir de l'Europe est en jeu

Heinz Bierbaum

L'Europe est toujours sous le choc de la pandémie de la Covid-19. La pandémie détermine en grande partie nos conditions de travail et de vie. Les effets économiques et sociaux de la crise provoquée par la coronavirus sont dramatiques, touchant en particulier les pauvres et les personnes travaillant et vivant dans des conditions précaires. Les statistiques ne montrent pas la dimension réelle du problème, car les mesures d'urgence comme le chômage partiel atténuent les effets de la pandémie. Le chômage va augmenter considérablement et la pauvreté aussi. Et dans cette situation, les inégalités sociales s'accroissent. Selon une étude récente d'Oxfam, il existe un énorme fossé entre les pauvres et les riches.

Les riches deviennent encore plus riches et les pauvres plus pauvres. La Gauche Européenne a très tôt développé une plateforme sur la question "Comment sortir socialement de la crise". Des activités globales dans cinq domaines ont été demandées : protection de la population, reconstruction économique et transformation socio-écologique, défense de la démocratie, paix et désarmement, solidarité internationale. ("La crise de la Covid-19 et les conséquences pour la politique européenne")

Dans la situation actuelle, caractérisée par un confinement à l'échelle européenne, il convient avant tout de tout faire pour protéger les citoyens. Le PGE soutient fermement l'initiative citoyenne européenne "Right2Cure", pour un accès gratuit et universel aux vaccins et pour faire du vaccin un bien commun. La capacité opérationnelle des systèmes de santé doit être améliorée. En tant que PGE, nous demandons la création d'un Fonds européen pour la santé financé par la BCE. Et nous avons lancé

une campagne sous le slogan "Protéger les personnes, pas le système". La population doit être protégée, socialement et économiquement. Nous avons besoin d'un plan de sauvetage pour les travailleurs et leurs familles. En cas de perte de revenus, une compensation financière est nécessaire.

Nous avons besoin d'un changement fondamental dans la politique européenne. La crise a mis en évidence que la politique néolibérale prédominante n'est pas en mesure d'aborder la crise de manière adéquate. Par conséquent, certains éléments essentiels de la politique d'austérité européenne doivent être abandonnés. Le pacte de croissance et de stabilité doit être suspendu. Le Recovery Fund "Next Generation", adopté par la Commission européenne et les gouvernements après une longue et controversée négociation, représente un changement remarquable de la politique financière européenne, donnant pour la première fois de l'argent sous forme de subventions et non plus seulement de crédits aux États. Mais il est clair que la Commission européenne et la majorité des gouvernements européens veulent revenir à l'ancienne politique d'austérité néolibérale lorsque la crise sera terminée. C'est le rôle de la gauche de rendre permanents les changements qui ont été faits pour combattre la crise. Ces changements doivent être pris comme point de départ pour un changement radical de la politique européenne. Le Growth and Stability Pact doit être aboli et pas seulement suspendu. Et il faut éviter que le Recovery Fund soit lié au semestre européen et que les moyens financiers des différents pays soient soumis à des conditions restrictives. L'effet du Recovery Fund dépend de la manière dont il sera mis en

œuvre. Il y a des discussions controversées comme on peut le voir par exemple en Italie. L'objectif de ce Fonds n'est pas seulement de répondre aux besoins sociaux, mais aussi d'être utilisé en même temps pour soutenir la transformation écologique et la numérisation.

Un élément central de la future politique européenne est le Green New Deal. La Commission européenne fait campagne pour un "Green Deal européen". L'objectif est que l'UE soit neutre sur le plan climatique en 2050. Les principaux éléments sont les investissements dans des technologies respectueuses de l'environnement, la décarbonisation du secteur énergétique, l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports privés et publics plus propres et plus sains. La question est cependant de savoir si le "Green Deal" européen, tel que proposé par la Commission européenne, adhère au dogme néolibéral, ce qui est à craindre. Et le concept de la Commission est certes insuffisant en termes d'objectif et de portée, mais il mérite néanmoins d'être traité. La PGE est impliquée dans le débat sur le Green New Deal et veut jouer un rôle majeur en proposant un concept global axé sur le bien-être.

Nous avons besoin d'investissements publics dans les infrastructures, les services sociaux comme les soins de santé, le logement social, l'éducation et la culture. Une transition verte de l'industrie est nécessaire. Mais nous devons également protéger les travailleurs et les employés touchés par ce processus. Pour la Gauche, le lien entre les exigences écologiques et les besoins sociaux est crucial. La "Transition Juste", promue par l'Ituc, est un concept visant à combiner la transition écologique et la protection sociale. Le concept de gauche d'un Green New Deal doit aller de pair avec l'extension des droits des travailleurs. Mais il ne faut pas seulement renforcer les droits des travailleurs, il faut aussi inclure directement les travailleurs eux-mêmes dans une nouvelle politique industrielle. Un Green New Deal de gauche doit être combiné avec la démocratie économique.

Une "Conférence sur l'Avenir de l'Europe"

est en cours de préparation. Cette conférence vise à réunir les responsables politiques, la société civile et les citoyens afin de repenser le processus d'intégration et d'examiner comment l'UE devrait être remodelée à la lumière de la crise actuelle et des immenses défis tels que le changement climatique. Le début de la conférence, initialement prévu pour mai 2020, a été reporté en raison de la pandémie, et elle est maintenant prévue pour mai 2021. Elle devrait commencer par une déclaration commune, sur laquelle les institutions européennes et le Conseil de l'UE travaillent. Cette conférence devrait également être l'occasion pour le PGE de présenter sa vision de l'avenir de l'Europe. C'est l'occasion de discuter des conséquences à tirer de la crise.

La façon dont la conférence sera organisée est d'une importance capitale. Elle doit être large et ouverte et impliquer en particulier les représentants de la société civile comme les ONG et les syndicats. Nous sommes d'accord avec la Confédération Européenne des Syndicats (CES) pour dire que la « Europe Sociale » doit être au centre de la conférence. Il est nécessaire que le pilier des droits sociaux, adopté par la Commission européenne, soit transformé en droits sociaux contraignants sous la forme d'un "Protocole Social" faisant partie des traités européens. Et bien sûr, les Traités eux-mêmes et la manière dont ils doivent être modifiés pour réaliser une autre Europe doivent être un sujet de débat.

Il ne fait aucun doute qu'un débat large et intensif sur l'avenir de l'Europe est nécessaire. Le PGE est engagée dans ce débat. Le European Forum, organisé par le PGE avec d'autres forces progressistes et écologiques, est une plate-forme pour un tel débat à l'échelle européenne. C'est également le cas cette année avec de nombreux panels intéressants qui abordent des thèmes très importants comme la lutte contre l'inégalité sociale croissante, la transformation socio-écologique ou une politique sur la migration humaine, y compris des assemblées de femmes, de syndicalistes et de jeunes.

Nous voulons intensifier nos discussions

politiques. Nous sommes dans un profond bouleversement social qui contient des menaces mais aussi des opportunités pour une autre politique européenne. Pour une politique européenne plus sociale, plus démocratique, plus écologique et plus pacifique qui doit être menée par la gauche.

Le magazine *Quistioni* est conçu comme une plate-forme pour le débat politique

indispensable, ne se limitant pas au PGE lui-même, mais impliquant d'autres politiciens et intellectuels progressistes.

Heinz Bierbaum est président du Parti de la Gauche Européenne. Il est sociologue et économiste.

Changer le monde à l'époque du Coronavirus

Paolo Ferrero

Ce premier numéro du magazine *Quistioni* traite de la façon de faire de la politique au temps de la Coronavirus.

En fait, nous pensons que cette épidémie a un caractère de périodisation, qu'il y ait un avant et un après et nous proposons donc de considérer 2020 comme l'année qui marque un tournant entre deux époques.

Naturellement, toute périodisation est toujours discutable et les éléments de continuité se chevauchent avec ceux de rupture. Utiliser la pandémie comme un tournant dans l'histoire de la modernité est donc un choix politique. Un choix que nous faisons et que nous nous proposons de faire délibérément, en toute lucidité.

Nous faisons cette proposition parce que la coronavirus n'est pas seulement une catastrophe en soi mais, selon les mots de Walter Benjamin, c'est un "avertisseur d'incendie". La crise de la coronavirus a montré clairement, au niveau mondial, que la barbarie est inhérente aux rapports sociaux capitalistes et à la relation qu'ils ont établie entre l'humanité et la nature. Ce qui est apparu avec la pandémie en cette année 2020 est la falsification flagrante de tous les grands récits qui ont caractérisé l'après-guerre.

a. Le grand récit de la mondialisation néolibérale a été complètement démystifié. Toutes les choses qui ont été magnifiées au cours des 30 dernières années n'ont pas fonctionné : du marché libre à la privatisation, de la liberté d'entreprise aux réseaux mondiaux de production, elles n'ont servi à rien. D'autre part, toutes les choses

décriées et combattues au cours de ces dernières décennies ont constitué la seule barrière contre l'épidémie : la santé publique, les employés publics, les écoles publiques, les réseaux de solidarité communautaire. L'État et les relations libres de solidarité ont tenu bon là où le marché libre et la concurrence ont échoué. Même au niveau mondial, les nations amies de l'OTAN se sont volé leurs masques respectifs tandis que le petit Cuba vilipendé s'est lancé dans une grande opération de solidarité internationaliste.

b. Le progressisme développementaliste a été démystifié. Il est en effet évident que la destruction progressive de l'habitat naturel est à l'origine de la Covid-19, comme d'autres pandémies apparues ces dernières années (grippe aviaire, Ebola, etc.). Cet ennemi public numéro un n'est donc pas un produit étranger mais - comme le plus lent réchauffement climatique - est le fruit mûr d'une action humaine. C'est le développementalisme capitaliste qui a posé les conditions de l'existence de la COVID, de son efficacité mortelle et de sa rapidité effrénée. L'idée que nous pouvons rester en bonne santé pendant que nous détruisons l'habitat naturel a pleinement montré son erreur. Non seulement l'idée de développement, mais aussi l'idée de progressisme sont écartées par cette pandémie.

c. Le concept d'humanisme qui s'est formé un lendemain de la guerre en réaction à l'horreur du nazisme et de l'Holocauste a été enterré. L'idée de la sacralité de la vie humaine, dans ses dimensions physiques et relationnelles, a été radicalement remise en question. Dans

divers pays, des protocoles médicaux ont été produits qui, en sélectionnant les patients, donnaient différentes indications en fonction de l'espérance de vie et de la possibilité de surmonter la crise. On dira que face à la modicité des moyens, on ne pouvait pas faire autrement. Seulement que la limitation des moyens était un choix délibéré fait au cours de décennies de destruction systématique de la santé publique. Dans les discours officiels, la seule limite au combat pour la vie est le développement des connaissances scientifiques et de la technologie. Ici, au contraire, nous touchons de nos propres mains comment des politiques concrètes ont décidé d'augmenter les risques de mort en échange de la création de profits privés. La catégorie "banalité du mal" proposée par Hannah Arendt me vient à l'esprit.

La crise du grand récit occidental

Le grand récit de l'Occident capitaliste de ces dernières décennies est donc incapable de donner une réponse à l'avenir de l'humanité : la Coronavirus a mis en évidence le trait régressif du capitalisme actuel.

Face à ces échecs, il y a eu des réactions importantes tant de la part de la société civile que de la gauche politique et syndicale. De la plateforme "Protégeons notre avenir" lancée par le Parti de la Gauche Européenne à l'action du mouvement syndical contre les licenciements, de la forte poussée dans chaque pays pour le renforcement de la santé publique, à la campagne "No profit on pandemic" concernant le vaccin comme bien commun.

Ces réactions n'ont cependant pas pris la connotation d'une proposition alternative déployée, d'un "autre monde possible" réel et viable. Cette absence d'alternatives affecte également la perception de la réalité et c'est pourquoi l'échec du libéralisme et du capitalisme réel, dont nous avons été témoins en direct, n'est pas devenu une acquisition au sens commun des masses. Elle n'est pas devenue immédiatement

"vraie" pour des milliards de personnes. La crise a ouvert des perspectives de réflexion et d'action, mais en soi, non seulement la crise ne résout pas le problème, mais elle n'aide même pas nécessairement à le focaliser correctement. Il suffit de penser aux lectures nationalistes, négationnistes et racistes qui sont faites de la coronavirus...

Cette même recherche du vaccin met en évidence les croisés qui se trouvent devant l'humanité. D'une part, la recherche publique et une petite communauté ouverte de scientifiques se sont engagés à découvrir le vaccin comme un bien commun de l'humanité. D'autre part, la course entre les grandes multinationales pharmaceutiques, qui ont breveté le vaccin et font maintenant chanter les États en vendant les vaccins au plus offrant. Cette alternative, à la fois morale et politique, souligne la centralité de la relation entre la recherche scientifique et le pouvoir, qui, des banques de semences au génie génétique, aboutit à la question de la brevetabilité de la vie. La recherche comme bien commun, non commercialisable ou, au contraire, sa réelle subordination au capital se manifeste comme un point décisif dans le choc politique qui se déroule aujourd'hui.

Soit dit en passant, la campagne "Pas de profit sur la pandémie" concernant le vaccin est également importante à cet égard. Cette campagne, qui est officiellement promue selon les règles de l'UE, obligera la Commission européenne à soumettre au Parlement européen et au Conseil européen une proposition visant à modifier radicalement les règles d'application des brevets sur les médicaments dans l'UE. Pour parvenir à ce résultat, comme l'exige le règlement Ice (Initiative Citoyenne Européenne), il est nécessaire de recueillir un million de signatures dans toute l'Europe. Sur le site web : <https://noprofitonpandemic.eu/>, vous pouvez signer et obtenir toutes les explications sur la campagne. Le Parti de la Gauche Européenne a rejoint la campagne et nous nous engageons donc à recueillir des signatures dans chaque pays d'ici novembre prochain.

Agir sur l'espace politique ouvert par la crise

La coronavirus a ainsi mis en évidence un échec et ouvert une brèche qui nous permet de poser la question de l'alternative. Pour être efficace, il ne peut s'agir d'une répétition de ce que nous avons dit hier, mais doit tenir compte de la nouveauté et du caractère dramatique de la réalité.

C'est pourquoi nous voulons orienter ce magazine vers l'identification des voies par lesquelles construire une alternative au libéralisme et au capitalisme. Une alternative à l'état actuel des choses comme débouché nécessaire et souhaitable pour la majorité des hommes et des femmes. C'est un magazine européen mais la recherche est mondiale, car tel est le défi : dans le capitalisme mondialisé, la crise de la coronavirus a placé toute l'humanité face à un même ennemi. Nous voulons partir de ce défi mondial en indiquant quelques premiers points de recherche.

1. À l'ère de l'anthropocène, dans laquelle l'humanité est capable de modifier le cours de la nature, le thème du respect de la nature acquiert une importance fondamentale. La lutte pour la construction d'une relation harmonieuse et non destructive entre l'humanité et la nature est donc un point décisif de notre combat politique. Comme l'a souligné Marx, les sources de richesse sont le travail et la nature, qui sont tous deux exploités par le capital et qui doivent tous deux être libérés de la domination du profit. Il n'y a donc pas de libération du travail qui ne soit aussi le respect de la nature. De même qu'il n'y a pas de libération du travail productif sans libération du travail reproductif et le dépassement de son caractère sexiste. Libérer le travail productif ainsi que le travail reproductif, réduire le temps de travail pour un même salaire et donc redistribuer le travail productif ainsi que le travail reproductif. Les différentes faces d'une même pièce de monnaie dans laquelle le dépassement des divisions de classe est lié au

dépassement des rôles sociaux et des hiérarchies définies sur la base de l'appartenance à un sexe.

2. La Covid a montré en toute clarté l'interdépendance qui lie tous les hommes et les femmes, la fragilité humaine, la centralité des soins et de la reproduction. Le contraire de ce qu'on nous dit avec l'exaltation des esprits animaux du capitalisme, de la concurrence effrénée à l'idée que nous pouvons nous sauver nous-mêmes. Le thème de la coopération et des soins acquiert donc une très forte centralité et la transformation sociale doit aujourd'hui être repensée autour de ces concepts. Il ne s'agit pas seulement d'un raisonnement politique, mais aussi culturel et anthropologique, car la nouvelle humanité qui coopère en interne et qui a une relation harmonieuse avec la nature ne peut être formée que par de nouvelles femmes et de nouveaux hommes.

3. Contrairement à ce que l'on nous dit depuis des décennies, il n'y a pas de pénurie de biens ou d'argent. Au contraire, nous sommes dans une crise de surproduction et les banques centrales inondent les marchés de monnaie bon marché. Il s'agit donc aujourd'hui d'identifier la manière dont cette immense quantité d'argent ne vise pas à reproduire les mécanismes de l'accumulation capitaliste mais, au contraire, à développer la sphère publique, les biens communs, le bien-être et la réduction du temps de travail. La richesse est là et elle est énorme, il s'agit d'ouvrir une discussion fondamentale sur son utilisation.

4. La phase actuelle est caractérisée par un gigantesque processus de concentration des entreprises, de construction de monopoles mondiaux aux pouvoirs énormes. Cela pose un problème lié au modèle de développement et de démocratie, qui doit être abordé en posant le problème de la socialisation des moyens de production, de la propriété publique et d'un contrôle démocratique et participatif des grands choix économiques et sociaux. Il est nécessaire de construire un espace public qui valorise la

dimension de l'État, de l'autogestion, de la communauté. La démocratisation de la société et de la production, le thème de la reconversion environnementale et sociale de l'économie reprend celui du rapport entre l'intervention de l'État et l'autogestion sociale, pose le thème du contrôle des travailleurs, des biens communs, du rapport au territoire, de la croissance de la communauté.

5. La mondialisation néo-libérale a radicalement changé le cadre dans lequel les conflits de classe avaient eu lieu en Europe après la Seconde Guerre mondiale. La relation entre conflit, négociation, changements législatifs, a été remise en question par la réticence des entreprises à négocier réellement. Les rapports de force sociaux ont été inversés en faveur des patrons. Trop souvent, l'action des syndicats et de la gauche s'est limitée à une action de résistance méritoire et parfois héroïque : rarement a-t-on identifié de nouvelles voies capables de construire l'hégémonie sociale. Plus généralement, les formes historiques d'agrégation populaire ont disparu sans que de nouvelles ne soient produites. Ils s'agit de dépasser et d'explorer les nouvelles voies d'agrégation, de résistance et de lutte pour appréhender les nouvelles formes de construction de la subjectivité antagoniste. Dans la conscience que chaque génération de travailleurs s'exprime socialement, culturellement et politiquement sous des formes différentes de celles des générations précédentes.

6. La crise de la démocratie et des formes de politique nées après la Seconde Guerre mondiale sont évidentes dans de nombreux pays européens. Les institutions de la démocratie représentative, vidées de leur pouvoir par le haut et donc perçues comme inefficaces par le bas, connaissent une crise structurelle. Dans ce domaine également, notre action a été caractérisée par une défensive méritoire, mais insuffisante pour inverser la tendance. La recherche des moyens de renforcer la démocratie et des voies de participation politique qui

permettent l'expression du protagonisme populaire sera donc un point central de la recherche du magazine.

7. Dans la crise de la démocratie et de la désintégration sociale produite par les politiques néolibérales, les idéologies et les formations politiques d'extrême droite se développent en Europe. Pour la plupart, il ne s'agit pas de phénomènes nostalgiques, mais de réactions à une crise sociale et existentielle qui n'a pas d'issue positive. Nous voulons consacrer beaucoup d'attention à l'analyse et à la compréhension de ces phénomènes, à l'identification des moyens les plus efficaces pour assécher l'eau du marais dans lequel poussent les partisans de la droite.

8. L'affaire de la Coronavirus a fortement contribué à la crise - déjà en cours - de la mondialisation néolibérale. C'est un élément structurel qui marquera la prochaine étape. Il nous semble que loin de représenter un "retour en arrière", un pur retour à l'État-nation, la tendance qui se dégage est celle du renforcement des macro-espaces régionaux. Les États-Unis, la Chine et la Russie travaillent dans cette direction depuis un certain temps, et la nouvelle gouvernance européenne va également dans ce sens. Comprendre les caractéristiques du capitalisme post-Covid-19, analyser les nouvelles tendances de la gouvernance européenne, est un point décisif pour rouvrir le jeu de l'alternative. Nous avons compris certaines choses sur la mondialisation, mais nous n'avons pas été capables d'en avoir un impact significatif. Il y a vingt ans, un grand mouvement mondial commençait à faire ses premiers pas à partir de Porto Alegre et c'est pour cette raison qu'il a été attaqué à Gênes en 2001 par une répression furieuse et incivile. Il s'agit aujourd'hui de saisir la nouveauté qu'offre cette phase pour essayer de comprendre les modifications du capital, d'identifier ses contradictions et de faire un raisonnement sur les voies possibles de l'alternative. Nous essaierons de donner notre

Éditoriaux

contribution également sur ce point, sachant que le niveau politique des luttes doit toujours être mesuré avec le niveau du capital... Parce que nous voulons le surmonter.

Paolo Ferrero, directeur de Quistioni, est vice-président du Parti de la Gauche Européenne. Il a été secrétaire national du Partito della Rifondazione Comunista, Italie, et Ministre du Bien-être dans le deuxième gouvernement Prodi.

Articles

Cinquante nuances de brun. Remarques sur la lutte contre la droite néo-fasciste

Walter Baier

L'Europe est composée d'environ 50 États, dont 27 sont membres de l'Union européenne. Ainsi, ce que nous voyons à l'extrême droite, ce sont pour ainsi dire 50 nuances de "brun".

Il est peu probable qu'une seule et même notion puisse s'appliquer à un si large éventail de phénomènes. Cependant, la notion de "populisme de droite" est encore plus contestable, ce qui soulève immédiatement la question de l'existence d'un "populisme de gauche".

Les sciences politiques classiques résument sous le terme de "populisme de droite" les partis politiques d'une nouvelle race, qui défient avec succès l'hégémonie libérale. Si cette observation est correcte, et je pense qu'elle l'est, alors ce type de nouvelle droite exprime une rivalité entre différentes fractions des élites capitalistes, qui se battent pour savoir comment gouverner dans des circonstances de crise politique et économique de plus en plus graves. Il est vrai que le succès des partis populaires de gauche n'est pas moins la conséquence de la crise de l'hégémonie libérale. Pourtant, la solution de la crise, qu'ils s'efforcent de trouver, consiste à donner au peuple les moyens de réaliser un véritable progrès social et écologique. C'est exactement le contraire de ce que visent les populistes dits de droite.

De toute évidence, la définition sous-jacente du populisme en tant que style de politique, disponible pour la droite et la gauche, passe à côté de la différence essentielle entre la droite et la gauche en raison de son caractère purement formel.

Alors, qu'est-ce que c'est ?

À l'extrême droite, nous avons des partis comme le Fidesz de Hongrie ou le Parti du Droit et de la Justice (PiS) de Pologne, qui ont exploité efficacement la douloureuse transformation du système de type soviétique en néolibéralisme brutal, un processus qui, ironiquement, s'est déroulé sous la direction de partis postcommunistes, qui se sont transformés en sociaux-démocrates néolibéraux. On trouve des partis de masse néofascistes en France (Rassemblement national) ou en Italie (Lega) qui profitent du désenchantement vis-à-vis de la social-démocratie, tandis que dans certains des pays riches de l'UE (Scandinavie, Allemagne, Autriche), les partis de droite exploitent les craintes des classes moyennes qui ont légitimement peur du déclin social.

Nous devons utiliser le terme fascisme avec beaucoup de prudence, tant en général que dans ces cas particuliers. Premièrement, parce que ce serait une expression de désespoir que de qualifier de "fasciste" 20 % de l'électorat d'un pays. Le fascisme est un terme historique. Il ne peut être dissocié de la Shoah, de la guerre et de tous les crimes féroces que les fascistes ont commis partout où ils sont arrivés au pouvoir. Pourtant, il y a un autre côté de la médaille. Si vous lisez les textes classiques des années 20 et 30, par exemple ceux d'Arthur Rosenberg, d'Otto Bauer, de Walter Benjamin, de Käthe Leichter, de Léon Trotsky et d'autres, vous serez stupéfait de voir à quel point les mouvements fascistes avant l'arrivée au pouvoir ressemblaient au phénomène que la science politique actuelle appelle le populisme de droite.

En effet, le fascisme historique a été le produit d'une crise du capitalisme sans précédent. Des parallèles inquiétants avec la situation actuelle en Europe se dessinent à cet égard. L'Europe se trouve dans un processus de transformation pour lequel elle n'est ni économiquement ni politiquement ni mentalement préparée. La crise touche la société tout entière, car elle érode également les fondements des États providence sur lesquels repose le compromis de classe, dont les sociaux-démocrates faisaient partie.

Dans cette conjoncture particulière, deux options politiques se cristallisent parmi les élites : La première est la tentative de s'en sortir par des adaptations progressives et un équilibre prudent entre les intérêts nationaux et la nécessité d'une gouvernance européenne renforcée. L'autre est la sortie autoritaire de la crise, le renforcement des États-nations, qui engendre nécessairement le nationalisme et l'antieuropéisme, risquant de faire réapparaître les vieux clivages impérialistes entre les États européens. La question de savoir lequel de ces concepts prévaudra finalement demeure en suspens.

Cela n'a rien à voir avec des conspirations entre les classes dominantes, mais plutôt avec une compétition entre différents partis bourgeois, dont ceux d'extrême droite, pour s'assurer le soutien financier et médiatique des élites. Comme je l'ai dit, parler de fascisme n'est pas politiquement utile, mais la notion analytique de fascisme est pertinente, car elle clarifie le fait que la variable indépendante dans l'équation qui détermine les fortunes de l'extrême droite est le poids relatif des intérêts et des alliances de fractions particulières au sein de la classe dirigeante.

La distinction réside ici dans la relation avec l'État. Tout mouvement, qui est fasciste dans son essence, vise à changer le caractère et la structure de l'appareil d'État. Cela peut se produire d'une "manière révolutionnaire" comme en Allemagne en 1933 ou par un changement institutionnel progressif, comme on peut le voir aujourd'hui en Pologne et en Hongrie. L'objectif, en tout cas, est de paralyser l'État de droit, de réduire et d'abolir l'espace d'une opposition politique et culturelle

organisée afin de protéger le pouvoir du groupe de kleptocrates capitalistes autour du "leader national".

Qu'en est-il de la classe ouvrière ?

Le rôle de la classe ouvrière est une question importante et idéologiquement controversée, en particulier en France. Depuis la montée de l'extrême droite (Rassemblement national, initialement Front national) et le déclin du Parti communiste, on est tenté de conclure que ce sont les anciens électeurs communistes qui sont responsables de la force du RN.

Cependant, il s'agit d'une mauvaise interprétation d'une corrélation statistique. Même la notion de "classe ouvrière" est trompeuse, puisque dans le comportement électoral il existe des différences considérables entre les électeurs dits de la classe ouvrière en raison du sexe, des régions, des niveaux d'éducation, des secteurs industriels et de la qualité de la sécurité de l'emploi.

Il existe des recherches empiriques dont les résultats sont remarquables. Premièrement, l'échange de votes prétendument direct entre l'extrême droite et le parti communiste est une exception négligeable. Le cas typique est que les électeurs de gauche, déçus par les gouvernements formés par le PS et le PC, se sont abstenus, alors que le Rassemblement national a recueilli les votes de droite de la classe ouvrière, qui avait toujours existé.

Lorsque l'on affine l'analyse, on constate des distinctions politiques et idéologiques nettes entre les travailleurs qui sont enclins à voter pour le RN et ceux qui votent pour la gauche. La gauche n'est pas devenue la droite et la droite n'est pas devenue la gauche.

Dans un sondage réalisé par *Espaces Marx* le jour du premier tour des élections présidentielles de 2016, dans lequel Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen ont obtenu un score presque égal de 20 %, un net clivage droite-gauche a fait surface. Si les électeurs de Le Pen ont déclaré que la «sécurité» et l'«immigration» étaient leurs

motifs électoraux décisifs, les préoccupations concernant “la santé”, “l’environnement” et “la sécurité sociale” ont été les principaux déclencheurs des électeurs de J.-L. Mélenchon. Sur le plan national, Luc Mélenchon surclasse Marine Le Pen parmi les femmes, les électeurs issus de l’immigration et les personnes ayant un emploi précaire.

Cependant, il est intéressant de noter que dans le nord de la France, particulièrement touché par la crise, trois paramètres structurels semblent distinguer leurs électors. 1. Le niveau d’éducation, plus les travailleurs étaient instruits, plus ils votaient pour Mélenchon ; 2. la stabilité du contrat de travail, plus les contrats de travail étaient stables, plus l’inclination à voter à gauche était forte ; et enfin, plus une région ou une branche industrielle était exposée aux marchés mondiaux, plus l’inclination des travailleurs à voter pour Le Pen était forte. En un mot, l’allégation selon laquelle la classe ouvrière française est devenue d’extrême droite est une simplification excessive et ne résiste pas à un examen empirique.

Réponses de la gauche

La manière dont la gauche répond au défi de l’extrême droite diffère selon les courants politiques et les traditions nationales.

On peut typiquement distinguer trois types de démarches. Une sorte d’antifascisme spontané et anarchiste naît de la confrontation avec des groupes militants fascistes marginaux. L’objectif déclaré est ici de leur refuser l’accès à l’espace public et même de les confronter physiquement lorsqu’ils tentent d’y pénétrer. Le néo-fascisme est ici souvent compris comme faisant partie intégrante de l’État bourgeois, qui lui-même pourrait être frappé en combattant son fer de lance, le fascisme. L’antifascisme et l’anticapitalisme tendent à être considérés comme synonymes, ce qui explique pourquoi les alliances politiques plus larges sont réfutées. L’inversion de cette position est celle de l’opposition modérée de gauche contre l’extrême droite. Elle la perçoit comme une pathologie sociale, générée par des dirigeants

populistes irresponsables qui font appel aux instincts humains les plus bas des sous-classes prétendument non éduquées. Pourtant, aucun lien n’est établi avec le capitalisme et la politique néolibérale, c’est pourquoi l’ultima ratio est considéré comme le renforcement des partis du centre politique comme le “moindre mal”, c’est-à-dire des partis qui, malheureusement, glissent de plus en plus vers la droite, augmentant ainsi le mal lui-même.

La question qui se pose objectivement est celle de la relation entre les questions socio-économiques de classe et les luttes pour les droits de l’homme, la solidarité avec les réfugiés, la démocratie, l’égalité des sexes et la transformation écologique de notre civilisation. Je pense qu’il est erroné de résumer et de dévaloriser cette dernière sous le terme de “politique d’identité”, car la lutte pour la dignité humaine de tous est une lutte qui est dans l’intérêt objectif de la classe ouvrière. Le contraste parfois évoqué entre politique de classe et politique d’alliance rappelle fatalement l’opposition” dans les années 1930 entre les stratégies de “classe contre classe” et de “front populaire”.

Il ne sert à rien de négliger l’un de ces aspects, mais plutôt de trouver une juste combinaison entre la politique de classe moderne et la volonté de conclure les alliances politiques les plus larges possibles, en embrassant le féminisme, la solidarité avec les réfugiés, ainsi que les mouvements écologiques qui s’attaquent à la question essentielle de notre civilisation.

Il n’y a aucune raison de penser que l’union, sur la base de valeurs humanistes, pourrait entraver la conscience de classe. Au contraire, elle pourrait même aider à comprendre que la classe ouvrière d’aujourd’hui est multinationale, multiethnique, féminine, au chômage, indépendante, vivant dans des conditions précaires, travaillant dans le secteur des soins, dans le secteur privé ainsi que dans les services publics.

Rappelons que l’antifascisme a toujours été un mouvement culturel également. Il devrait l’être d’autant plus aujourd’hui que le néolibéralisme n’a cessé d’éroder la solidarité sociale et les valeurs humanistes, ouvrant ainsi la voie à toutes sortes de nationalismes et de fascismes.

La culture - entendue au sens large - représente une immense ressource d'humanisme et d'unité puisqu'elle peut explorer les germes d'un nouveau mode de vie solidaire.

Walter Baier était le coordinateur de Transform! Europe. De 1994 à 2006, il a été président fédéral du KPÖ (Kommunistische Partei Österreichs). Il est l'auteur de nombreux livres et essais.

Brisons l'emprise des multinationales sur notre santé

Marc Botenga

«Sur le marché, les firmes pharmaceutiques ont un monopole et on est totalement dépendants». Après presque un an de pandémie, l'aveu du ministre belge de la santé, Frank Vandembroucke, était aussi déconcertant qu'il n'était indiscutable. La toute-puissance de Pfizer et consorts était apparue particulièrement flagrante quand en décembre Pfizer avait communiqué à la Belgique ne pouvoir livrer qu'environ la moitié des 600.000 doses prévues pour janvier, tandis qu'en Israël les livraisons tournaient à plein régime. Qu'Israël payait le double du prix, et aurait en outre partagé certaines données médicales, n'était sans doute pas étranger à ce fait.

Une toute-puissance réaffirmée début janvier, quand Pfizer décida unilatéralement de diminuer la quantité de flacons à livrer à l'Union européenne. La raison ? D'un seul flacon pouvaient être tirées non pas cinq, mais six doses du vaccin. Dans un monde normal, il s'agirait d'une très bonne nouvelle qui permettrait d'augmenter le rythme de vaccination, et signifierait en outre une belle économie pour les budgets. La domination du secteur pharmaceutique par la logique du marché et du profit poussait par contre dans une autre direction. Pfizer faisait remarquer que les contrats d'achat avaient été négociés en doses et non pas en flacons. Par conséquent, comme le prix de production par flacon restait pareil, en diminuant le nombre de flacons à livrer, la multinationale américaine voyait l'opportunité de s'octroyer une marge bénéficiaire supplémentaire de 20 %. La Commission européenne proposait ce qui devait passer pour un compromis gagnant-gagnant. Pfizer livrerait tout de même le nombre de flacons initialement prévus, mais serait payé pour les

doses supplémentaires. Plus qu'à un accord, cette proposition ressemblait singulièrement à une capitulation devant le chantage de la multinationale.

Le mot capitulation paraît fort, mais possède un avantage indéniable. Capituler implique un choix. L'impuissance des autorités publiques face aux multinationales pharmaceutiques ne relève en effet nullement d'une quelconque fatalité. La Commission européenne avait été mandatée pour négocier au nom de 27 États-membres. Le raisonnement avait du sens. Une négociation collective devait permettre un minimum d'équité dans la distribution intra-européenne des vaccins. En négociant tous ensemble, les États, représentant un marché de 450 millions de citoyens, devaient aussi obtenir des conditions plus favorables qu'en négociant chacun séparément.

En réalité, il n'en a donc rien été. Depuis le début des négociations avec l'industrie pharmaceutique, la Commission européenne s'est montrée particulièrement ouverte aux demandes du secteur pharmaceutique. Elle avait par exemple cédé à la demande de l'industrie de transférer le risque financier en cas d'effets collatéraux dus à des vices cachés vers les États-membres, chose exceptionnelle en Union européenne. Le premier contrat publié, en version expurgée par la Commission européenne, montrait aussi que toute la propriété intellectuelle, les brevets, resteraient aux mains de l'entreprise. Contrairement à ce qui s'était passé aux États-Unis pour le vaccin de Moderna, la Commission européenne cédait donc tous les droits sur le vaccin au secteur privé, bien que la collectivité avait, en plus du prix d'achat, financé la recherche et développement, l'expansion de la capacité de production et même le risque

financier en cas de vices cachés. Cela signifie qu'en fin de compte, c'est l'entreprise qui décide des prix et des quantités, en considérant, en premier lieu, sa marge bénéficiaire. Une clause de confidentialité garantissait que même les eurodéputés n'auraient pas accès aux contrats. En plus, des fuites indiquent que les États-membres de l'Union européenne payent plus ou moins le prix fixé unilatéralement par l'industrie, il est objectivement difficile de parler d'autre chose que de capitulation.

Quand le ministre belge Vandebroucke s'en prend à la toute-puissance des multinationales pharmaceutiques, il oublie bien volontiers qu'il peut y faire quelque chose. En avril 2020, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, Emmanuel Macron et Angela Merkel avaient tous les trois appelé à faire du vaccin un bien commun. Cela aurait impliqué de refuser un brevet monopolistique sur le vaccin et aurait comporté une série d'avantages, ne fût-ce qu'au niveau de la production. Parce que, soyons clairs, ne pas faire du vaccin un bien public, coûte des vies. Oxfam remarquait que respecter le modèle traditionnel des brevets, signifiait nier à soixante-dix pays l'accès à une vaccination de masse en 2021. En partageant les technologies, nous aurions pu plus ou moins rapidement augmenter le nombre de sites de production et donc la quantité de vaccins disponibles. Cela signifierait donner priorité à la vie, pas aux profits de quelques actionnaires. Les outils techniques existent. L'Union européenne aurait pu, en amont, attacher des conditions aux fonds publics pour la recherche et le développement ou négocier la question des brevets lors des accords de pré-achat. Elle ne l'a pas fait et aucun gouvernement national a insisté pour qu'elle le fasse. Les gouvernements nationaux disposent d'ailleurs d'un autre outil, les licences contraignantes. Il s'agit d'imposer à l'entreprise détentrice du brevet d'offrir à d'autres entreprises une licence permettant de produire le vaccin. En brisant le monopole, on contribue ainsi à élargir la production à l'échelle nécessaire et à un coût abordable. Ces licences contraignantes relèvent de la compétence des États membres, mais la Commission européenne peut faciliter les

choses en assouplissant les règles européennes sur l'exclusivité des données.

La plateforme d'échange de technologies mise en place par l'Organisation mondiale de la santé (Oms) est quant à elle restée volontaire. L'Union européenne aurait pourtant pu imposer aux industries pharmaceutiques un partage des technologies via ce mécanisme. Résultat : en janvier 2021, la plateforme n'avait pas reçu une seule contribution. L'Inde et l'Afrique du Sud se battent eux aussi, à la tête d'une coalition d'une centaine de pays, pour une suspension des brevets sur les vaccins Covid-19, mais à l'Organisation mondiale du Commerce, l'Union européenne y est farouchement opposée. Le contraste avec des pays comme Cuba ou la Chine, qui promettent d'offrir leur vaccin au monde entier, est véritablement colossal.

Même dans une situation aussi exceptionnelle qu'une pandémie, l'Union européenne s'obstine donc à défendre les brevets et les profits privés des grandes multinationales pharmaceutiques. Blâmons les lobbies ? La Commission européenne et le Parlement européen sont indéniablement poreux à toutes sortes de lobbies d'entreprises. Le choix de Richard Bergström, ancien directeur du lobby pharmaceutique européen Efpia, comme négociateur pour les contrats européens avec l'industrie pharmaceutique n'aura que réconforté ce fait. Face au pouvoir des lobbies, la mobilisation citoyenne #Noprofitonpandemic, qui veut contraindre la Commission européenne à faire du vaccin un bien public, mérite donc un plein soutien.

Toutefois, l'obstination de l'Union européenne a des racines bien plus profondes. Nous le savons depuis les rapports du puissant lobby de la Table Ronde des Industriels européens (ERT) dessinant la voie à suivre en vue du Traité de Maastricht. La construction européenne a pour mission première de soutenir la compétitivité mondiale des grandes entreprises européennes. Les PDG européens le décrivaient ouvertement dans leur rapport *Reshaping Europe* de 1991. Il fallait un instrument puissant pour façonner le monde puisque «aucun pays européen ne peut à lui seul influencer de manière décisive la forme du monde.» Sans un marché plus grand, une

monnaie unique et un appareil d'État européen, les multinationales européennes ne seraient pas en mesure de faire face à la concurrence mondiale. Avec cet objectif, la logique économique et industrielle européenne a été articulée autour de la compétitivité des grandes entreprises. Cela vaut aussi pour la transition climatique. Sur le papier, la transition climatique est au cœur des objectifs de l'Union. En réalité, on s'aperçoit qu'il est surtout question d'aider les multinationales européennes à devenir des «championnes» dans le domaine des technologies vertes. L'argent public servira à subventionner de grosses sociétés européennes pour leur permettre d'être les plus compétitives à l'échelle internationale. Comme l'écrit Peter Mertens : «Le néolibéralisme ne repose pas sur la relation entre le marché et l'État, mais sur l'asservissement total de l'État au capital.»¹ Cette même logique, qui défend le monopole des multinationales pharmaceutiques au nom de leur compétitivité, agit aujourd'hui à travers la protection des brevets, comme un frein à l'accès rapide et large à un vaccin. Supposons en revanche qu'un consortium public ait préparé la stratégie de vaccination. Il déciderait probablement de développer non pas un vaccin mais plusieurs, afin de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Les différents vaccins pourraient être testés dans le monde entier et comparés entre eux. Lorsque des vaccins seraient au point, on pourrait décider de les appliquer à des groupes cibles prioritaires tout

en poursuivant les essais avec d'autres vaccins candidats. Tout qui en aurait la possibilité pourrait produire le vaccin, n'importe où dans le monde. Et si, à l'avenir, de meilleurs vaccins étaient développés, on pourrait prendre de nouvelles directions. Ainsi pourrait-on garantir que l'ensemble de la population soit protégé de la manière la plus sûre, la plus efficace et la moins coûteuse possible.

Il est temps de retirer le vaccin des mains des multinationales pharmaceutiques. Et de penser à un pôle public pharmaceutique européen pour les médicaments essentiels. Cela présente un avantage supplémentaire. Le scepticisme à l'égard des vaccins tient moins à un manque de confiance dans la science ou dans le médecin traitant qu'à une méfiance vis-à-vis d'une industrie pharmaceutique qui fait passer le profit avant la santé. Quand il s'agit de vacciner des millions de personnes, la confiance est primordiale. Le fait de mettre le vaccin sous contrôle public et d'indiquer clairement que personne n'en tirera profit peut contribuer à renforcer la confiance.

1. Peter Mertens, Ils nous ont oubliés, Anvers, EPO, 2020.

Marc Botenga est député européen du Parti du Travail de Belgique (PTB, en flamand, Partij van de Arbeid van België, PVDA). Membre des commissions parlementaires de l'industrie et de la recherche et des affaires sociales. Promoteur de la campagne Right2Cure.

Pour changer le monde au temps de la Covid : asseoir des majorités sociales et politiques populaires

Vincent Boulet

Il n'est plus nécessaire de revenir sur l'ampleur de la crise qui se cristallise autour de la pandémie de la Covid-19. Elle révèle et accélère la crise de la mondialisation capitaliste, tant dans sa dimension économique, avec la remise en cause de l'ensemble de la chaîne de valeur, que dans sa dimension des rapports de forces inter-impérialistes, que dans le modèle idéologique néolibéral qui y est associé. L'ampleur et la conjonction des crises sociales et politiques, ainsi que des crises d'Etat que l'on voit dans plusieurs pays européens, alliés aux sentiments de déclassement et d'impuissance que peuvent ressentir la population face à l'incapacité des gouvernements à la sortir de la crise, peuvent provoquer des mouvements politiques de régressions très graves.

L'économie de la planète devrait subir une perte cumulée de 12.500 milliards de dollars sur 2020 et 2021. L'OCDE estime à 30 millions d'emplois détruits en 2020 pour ses 37 pays membres. Il s'agit bien d'une crise de civilisation dont les conséquences politiques peuvent se traduire une aggravation des courants autoritaires, légitimés par l'état d'urgence permanent, et xénophobes, légitimés par la fermeture sine die des frontières et l'assimilation, à tort, de l'étranger à une menace sanitaire potentielle.

Pour autant, 2020 aura également montré que les travailleurs et travailleuses dites de « première ligne » sont bien les piliers des nations. Leur rôle moteur aura été amplement souligné alors que les quarante années de politiques libérales ont partout et avec constance cherché à les rendre invisibles, ont fortement affaibli leurs

droits, leurs salaires, leurs retraites, et écrasé leurs mobilisations sociales. Il y a encore un an, qui aurait pensé qu'il soit possible de se donner un rendez-vous quotidien pour les applaudir ? Qui aurait pensé que la question de faire du vaccin un bien commun de l'humanité soit aussi prégnante aujourd'hui ? Qui aurait pensé que le fonctionnement de l'industrie pharmaceutique, véritable précipité du capitalisme, soit autant pointé du doigt ?

Mais dire cela ne signifie nullement que nous sommes à la veille d'une révolution socialiste. Ni que le capitalisme en soi soit mis au banc des accusés. Nous en sommes même très loin. La crise atteint une acuité telle alors que les grands mouvements populaires sont en recul. Les grandes mobilisations contre l'austérité de la première moitié des années 2010 ont marqué le pas depuis plusieurs années. Dire cela ne signifie pas que les luttes sont absentes, comme par exemple celles s'opposant aux délocalisations.

Pour que la gauche soit à la hauteur de la situation, pour qu'elle soit un acteur qui puisse changer le monde, il importe de se poser plusieurs questions, en partant des préoccupations populaires : quel changement du monde ? Sur quels rapports de force ? Et comment faire évoluer ces derniers ?

La gauche est mise au défi de travailler à une formule politique qui permette de redonner confiance au monde du travail. Cette formule doit associer la question sociale, la question écologique et la question de la souveraineté démocratique des peuples, en partant du niveau

réel de la conscience de classe et en essayant de le pousser un peu plus loin. Autrement dit, il s'agit de co-construire des «revendications transitoires», pour reprendre cette expression qui appartient à l'histoire du mouvement ouvrier, c'est-à-dire des axes de batailles politiques et sociales qui correspondent à l'état réel des peuples, qui soient tout autant des outils réalistes et largement compréhensibles à une échelle de masse et qui offrent des perspectives réelles d'ouvrir des brèches dans la domination capitaliste pour remettre en cause le système.

Ces revendications doivent donc, dans leur contenu, poser in fine la question du pouvoir. Comme le disait le 3^e congrès de l'Internationale Communiste (1921) : «A la place du programme minimum [...], l'Internationale Communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, [...] dont chacune en particulier donne son expression à un besoin des larges masses [...]». Les formules sont celles du contexte de l'époque, mais l'orientation générale est assez actuelle.

Voici quelques exemples de ce que la gauche pourrait mettre dans le débat, que l'on peut regrouper en trois batailles principales :

- En premier lieu, la bataille de classe. Les bourgeoisies européennes ne vont pas abandonner le capital qu'elles ont concentré, grâce aux politiques menés par les gouvernements successifs en Europe, ni leurs outils de domination si facilement. Elles vont s'employer à sortir de la crise par des moyens traditionnels, à savoir faire payer la crise aux peuples. Les déclarations sur la nécessité de rembourser les dettes souveraines, et celles contractées par l'Union Européenne, de la part de la BCE ou du FMI ne sont pas sans évoquer les pires heures de l'autoritarisme austéritaire qui a écrasé les peuples européens. Mais il n'est pas certain que les classes dirigeantes européennes aient réellement le rapport de force nécessaire pour agir de la sorte.

- En deuxième lieu, la bataille démocratique,

c'est-à-dire la confrontation avec les logiques de la mondialisation capitaliste, en d'autres termes avec la globalisation. Autrement dit le fait de réduire les habitants de la planète à un marché tout puissant et de faire des Etats des outils du marché. La nécessité de garantir la souveraineté démocratique des peuples implique donc, entre autres de sécuriser tous les moments de la vie des individus, de reconstruire et de démocratiser des services publics répondant aux besoins les plus essentiels des citoyennes et citoyens, de s'appropriier les secteurs stratégiques de l'économie, de prendre le pouvoir sur les banques afin de réorienter l'argent en direction d'investissements sociaux et environnementaux et de relocaliser les productions et d'opérer une véritable reconquête industrielle trouvant sa dynamique nouvelle dans la conversion écologique de l'outil productif.

Il s'agit de mettre en débat l'avancée vers la démocratie économique et sociale, qui mobilise vraiment la société, qui réoriente l'industrie et ses filières en fonction des besoins, pour un grand mouvement de planification de la production, qui intervienne sur le pouvoir des banques, qui fasse au quotidien appel à l'expertise des travailleurs. Cette bataille n'est pas une bataille de repli. C'est une condition pour mettre en place des coopérations solidaires en Europe, tenant compte de l'interdépendance des nations. Ce n'est pas non plus une bataille déconnectée des exigences populaires réelles. Les luttes portant sur la question de la souveraineté industrielle en témoignent.

- En troisième lieu, la bataille pour un autre ordre du monde, qui appelle une rupture avec les règles libérales de la construction européenne qui ont montré leur totale impéritie à répondre aux exigences des peuples car elles sont intrinsèquement liées à la logique de la mondialisation capitaliste. La revendication du vaccin et d'un traitement qui soit un bien commun de l'humanité met en exergue le fait que les lois du capitalisme de la concurrence libre et non faussée et celles du profit ne sont pas une solution, et qu'une rupture est nécessaire avec de telles logiques. Cette question n'est

pas seulement une question européenne. C'est une question internationale, posée du Brésil à l'Afrique du Sud, et avancée par l'OMS et par la Chine.

En résumé, de telles propositions permettent d'appréhender un concept qui est revenu sur le devant de la scène, celui de la «souveraineté». Le Brexit a montré combien son utilisation pouvait être dévoyée par les forces xénophobes et ethnicistes. A l'inverse de ces tendances nauséabondes, nous ne parlons pas de la souveraineté d'un groupe qui s'affirmerait face aux autres, mais bien de la souveraineté démocratique des peuples et des nations dans leur ensemble. Et de la manière dont ces peuples et ces nations souveraines s'associent pour répondre aux défis qui leur sont communs. Autrement dit, la souveraineté des peuples et des nations a un réel contenu transformateur, économique, social et démocratique.

Poser un tel contenu pour changer le monde implique d'aborder la question de la base sociale, de la base de classe, de l'alliance de classes, nécessaire pour rendre ces ruptures effectives et que de telles propositions pourraient rassembler. Autrement dit, à qui s'adresse-t-on ? La crise

montre bien que le salariat, les travailleurs, sont la force propulsive de ce bloc qui va des travailleurs indépendants, des précaires, à des secteurs du petit patronat sensible à la question de la reconstruction du capital productif. Ils sont la majorité de la société et représentent la base pour des majorités sociales et politiques. Point n'est besoin ici d'aller fantasmer sur un «Peuple» essentialisé et réifié, en faisant fi des contradictions qui le traverse ; il s'agit au contraire de travailler à partir des rapports de force réels. Car c'est bien la question d'un front populaire du 21e siècle qui est posée ici. C'est une union dans l'action, Les axes qu'il mettra en avant, à partir des luttes de résistance et de conquête aux plans local ou sectoriel, en cherchant à les faire converger en une contre-offensive politique en faveur d'un autre modèle de développement, socialement juste et écologiquement soutenable.

Vincent Boulet est membre du Conseil National du PCF et du secteur international, responsable aux questions européennes. Il est aussi membre du secrétariat politique du PGE.

Culture, Corona et ses Mécontents. Un regard critique sur le rôle de la culture en temps de pandémie

Eva Brenner

“Toutes les formes d’art sont au service du plus grand de tous les arts : l’art de vivre.”

- Bertolt Brecht

1. Pas d’avenir sans culture

Le Concert du Nouvel An 2021 a offert un spectacle unique : pour la première fois de sa longue histoire depuis la Seconde Guerre mondiale, le maestro Riccardo Muti a dirigé l’Orchestre philharmonique de Vienne” devant des sièges vides dans la célèbre salle dorée du Musikverein de Vienne. Ce fut vraiment l’un des spectacles culturels les plus tristes depuis le déclenchement de la pandémie de la Corona en 2020, ce qui résume bien la dimension de la crise culturelle actuelle. Tout en envoyant des messages de “bonne année” à des millions de téléspectateurs dans plus de 90 pays du monde entier, il a profité de l’occasion pour ajouter quelques mots de politique personnelle, soulignant le rôle vital de la culture comme élément important pour la santé mentale d’une société : “La musique n’est pas un simple divertissement, elle a aussi pour mission d’améliorer la société, d’apporter la paix, l’espoir et l’amour au monde”. Cet événement particulier survient à un moment où les artistes du monde entier ne sont pas autorisés à travailler et se retrouvent pour la plupart sans revenus ni perspectives d’avenir.

Dans un contexte plus large, les sociétés démocratiques ont besoin de toute urgence d’une réévaluation radicale de l’art et de la culture si

nous voulons progresser en tant qu’artistes - que nous travaillions dans le milieu bourgeois des ateliers isolés ou au sein de réseaux de mouvements et de partis progressistes de gauche. Nous devons réévaluer les réalisations et les échecs des politiques culturelles existantes dans nos pays respectifs, et développer de nouveaux concepts socialement fondés pour une scène artistique et culturelle qui touche plus de gens que les 1 à 2 % traditionnels. Cela inclurait des directives politiques pour les structures de financement de la culture, la distribution et les médias, ainsi que pour les travaux universitaires - qui, en Autriche, ont tous, depuis des décennies, largement bénéficié de la culture classique ou “haute”, mis en œuvre par les stratégies sociales-démocrates dominantes.

2. La culture néolibérale en temps de pandémie

“Les enseignes lumineuses qui surplombent nos villes et éclipsent la lumière naturelle de la nuit avec les leurs sont des comètes qui annoncent la catastrophe naturelle de la société, sa mort gelée.”

- Theodor W. Adorno

De mon point de vue d’artiste autrichien “freelance”, nous devons examiner les changements au sein du cadre politico-culturel qui ont influencé la gauche progressiste (gauche), l’avant-garde, le féminisme, le

multiculturalisme, ainsi que l'industrie artistique et culturelle communautaire amateur au cours des trente dernières années. Nous devons nous demander pourquoi et comment de nombreuses fractions d'artistes progressistes/politiques se sont progressivement abandonnées aux concepts néolibéraux d'individualisme, de concurrence et de consumérisme au lieu des impératifs de coopération.

À Vienne, par exemple, tous les projets et institutions artistiques - à l'exception d'une poignée d'entreprises privées - sont de facto contrôlés par la politique culturelle sociale-démocrate. Alors que le progressisme artistique post-1968 a été coopté avec succès par l'industrie culturelle des systèmes socio-économiques néo-libéraux, les financements sont de plus en plus orientés vers l'art classique privilégié au profit de l'économie capitaliste et du tourisme, tandis qu'un nombre décroissant d'artistes et d'institutions "libres"/alternatives se trouvent dans les affaires du travail précaire. À peine en mesure de gagner leur vie, ils sont contraints d'accepter des emplois non artistiques pour compléter des prestations irrégulières, souvent sans indemnités de chômage. Travaillant avec des ressources limitées - et recevant les miettes de la table des riches - ils sont condamnés à faire des heures supplémentaires, à vivre dans la quasi-pauvreté dans une riche "nation culturelle", et à ne bénéficier que d'un faible intérêt médiatique et d'un financement public minimal. Leur position sociale marginalisée a été aggravée par les mesures d'austérité qui ont pris racine vers l'an 2000 dans le cadre d'une restructuration néolibérale de la main-d'œuvre - des politiques exacerbées sous le régime de la pandémie.

L'idéologie néolibérale a été lancée après la Seconde Guerre mondiale, déterminant à des degrés divers les politiques de la plupart des pays occidentaux au cours des années 1970 ; les effets économiques et sociaux sont bien étudiés. Cela ne vaut pas pour le domaine culturel, où des concepts tels que celui des "hommes flexibles" idéalisés (Richard Sennett) ont commencé à changer rapidement la face du monde artistique. Les vestiges culturels de la Rébellion de 68 ont été intégrés dans le

nouveau cadre néolibéral, non plus portés par des collectifs conscients de leur classe mais par des principes individualistes, intellectuels et pédagogiques - les groupes progressistes de gauche ont été successivement défrichés, délégitimés et remplacés par des conceptions post-modernistes, "tout est permis", hybrides de l'art, laissant la grande majorité des travailleurs culturels sans ancrage dans une quelconque base de gauche/progressive. Pendant ce temps, le capitalisme néolibéral a masqué le nouveau programme par d'énormes transferts de fonds du bas vers le haut. Le problème est que la gauche internationale n'a pas suffisamment résisté à ce mouvement agressif. La culture des siècles passés - de la peinture et de la musique classiques au théâtre et à la danse - est redevenue le domaine des riches, que tous les artistes devraient fournir avec une main-d'œuvre de plus en plus réduite, tandis que la culture populaire devait suivre des formats consuméristes et que les programmes universitaires mettaient l'accent postmoderniste sur l'identité défavorisée - la politique de l'"autre", parmi laquelle les femmes, les gays, les personnes de couleur et les autres noirs en tant que nouveaux agents du changement social. Alors que les artistes et les intellectuels de gauche ont rejoint les rangs des institutions existantes pour construire des carrières et que les mouvements internationalistes de droite en pleine ascension ont transformé la culture populaire en nationalisme, la gauche s'est effondrée dans l'idéologie de l'"altérité" culturelle ou s'est retirée des entreprises culturelles. C'est dans ce paysage culturel contemporain que se trouvent les artistes de gauche - dépourvus de financement, expropriés et démembrés. Ce tragique renversement de situation dans la lutte des classes culturelles entraîne une perte des traditions culturelles de gauche qui ne sont plus transmises aux jeunes générations et profite à la montée des forces de droite antidémocratiques, illibérales et racistes dans toute l'Europe - une défaite politique mais aussi culturelle.

La pandémie actuelle n'est pas la cause principale des déficiences culturelles ; elle expose les problèmes existants de la société

capitaliste occidentale avancée. Toute analyse sérieuse de la culture (sociale-)démocratique prédominante doit mettre en évidence l'absence ou le manque de débat intellectuel de gauche dans le domaine de la culture. D'un point de vue gauchiste (indépendant, social-démocrate, communiste), l'incapacité à mener un discours culturel continu, durable et à plusieurs niveaux, fondé sur une théorie critique, ainsi que l'intérêt, l'attention et la programmation insuffisants de la part des partis européens de gauche en termes de culture progressiste laissent les individus et les groupes sans leadership ; en particulier, les jeunes artistes manquent de pensée socialiste pour guider leur pratique. Une notion élargie de "culture vivante" ne peut être soutenue dans les institutions orthodoxes ; elle nécessite la construction d'une communauté avec de nouveaux modèles de culture socialiste contemporaine pratiquée dans des institutions indépendantes qui n'excluent rien ni personne - du langage aux spectacles, des codes vestimentaires aux habitudes alimentaires, du logement à la mobilité et aux rituels sociaux.

3. Les chemins pour surmonter une annus horribilis

".... Avant de demander : quelle est la position d'une œuvre par rapport aux relations de production de son époque, je voudrais demander : quelle est sa position au sein de celles-ci ? Cette question concerne la fonction d'une œuvre dans les relations de production littéraire de son temps. En d'autres termes, elle est directement liée à la technique littéraire."

- Walter Benjamin

La crise a exacerbé les problèmes d'un monde de l'art qui a connu de brusques glissements vers l'individualisme, la dé-démocratisation, et la désolidarisation. En Autriche, 50 à 60% de tous les artistes travaillant en freelance sont confrontés à une baisse d'optimisme, à

la crainte d'une perte totale des économies et à l'absence de perspectives de réouverture de leurs studios, théâtres, cinémas et galeries dans un avenir proche. Les confinements se sont multipliés, pendant les périodes de *lockdown light*, les quincailleries sont restées ouvertes et le ski a été autorisé tandis que les événements culturels sont restés interdits - des mesures qui témoignent clairement des priorités politiques qui placent les quincailleries au-dessus des théâtres. Au début de la pandémie, au printemps 2020, des protestations exigeant des mesures de soutien similaires à celles accordées en milliards aux entreprises ont éclaté - des cris de ballet qui se sont manifestement atténués avec un pessimisme accru lorsqu'il est devenu évident que le discours des politiciens ne se traduisait pas par un soutien suffisant à l'art et à la culture. L'épuisement des économies et le resserrement des courroies de transmission se sont accompagnés de concerts sur les balcons, de manifestations artistiques rationalisées et de discussions en ligne, qui ne peuvent pas remplacer les manifestations en présentiel. Les grands médias ont peu parlé du sort des artistes, s'affairant à appeler à la discipline et à l'ordre public ; on a pu lire récemment un gros titre à ce sujet : "La culture en état d'urgence"...

Nous avons donc besoin d'un changement radical de perspectives qui remette en question les approches capitalistes et postsocialistes dépassées de l'art et de la culture, et de la formulation d'une vision politico-culturelle socialiste qui tire les leçons des échecs du passé et transforme l'héritage culturel de gauche des 200 dernières années en stratégies et tactiques pour le 21^e siècle. Tout nouvel ordre de production culturelle socialiste englobe des pratiques culturelles interactives, progressistes et collectivistes dans lesquelles les processus remplacent la conception (examen, analyse, discussion) des produits culturels. Cela suivrait le principe de la vision de Joseph Beuys selon laquelle "tout le monde est un artiste". Elle doit s'appuyer sur des modèles historiques tels que le Théâtre Épique de Bertolt Brecht, le Théâtre Révolutionnaire de la Russie Soviétique, ou le Théâtre des Opprimés d'Augusto Boal et les expériences du Théâtre Vivant. Parmi les

questions pressantes à traiter figurent la lutte pour la démocratie, la liberté, l'égalité et l'internationalisme, la lutte contre le racisme, le sexisme et le fascisme. Alors que l'accent stratégique institutionnel doit être mis sur la reconstruction d'anciens réseaux progressistes basés sur la conscience de classe au sein de sociétés post-démocratiques, défavorisées et non organisées dans des traditions européennes très différentes.

Littérature

Theodor W. Adorno, L'industrie de la culture (1947)

Antonin Artaud, Le théâtre et son double, 1958

Walter Benjamin, L'auteur comme producteur, 1934

Joseph Beuys, Jeder Mensch ein Künstler, 1975

Augusto Boal, Le Théâtre de l'Opprimé, 1974

Brecht sur le théâtre, Développement d'une Esthétique, 1992

Eva Brenner, Anpassung oder Widerstand, 2013

Peter Bürger, Théorie de l'avant-garde, 1984

Jerzy Grotowski, Vers un théâtre pauvre, 1968

Herbert Marcuse, L'homme à une dimension, 1964

Marxisme et art, Essais classiques et contemporains, 1982

Richard Schechner, Théâtre de l'environnement, 1973

Richard Sennett, Der flexible Mensch (La corrosion du caractère), 1998

Paradise Now, The Living Theater, 1968

Eva Brenner est directrice de théâtre, productrice, auteure et militante née à Vienne. Elle est membre du Culture Network du PGE. Elle a publié des livres et des articles sur la culture et la gauche et est membre du comité de rédaction du magazine progressiste Volksstimme.

Autocritique et option socialiste claire comme réponse à la crise du Coronavirus

François D'Agostino

La pandémie actuelle a agi comme un puissant révélateur d'une crise majeure, peut-être organique¹, de ce que Gramsci qualifiait de bloc historique². Il nous semble que l'analyse de cette crise soit le premier préalable à la définition d'alternatives progressistes au niveau des régional, national et international.

Revenons tout d'abord sur les concepts de bloc historique et de crise organique. C'est «l'unité dialectique-le point d'indistinction-entre la structure[c'est-à-dire la base économique] et la superstructure à un moment donné du développement capitaliste»³. Dans le dixième cahier⁴, le communiste sarde dit que dans le bloc historique, «le contenu économique-social et la forme éthico-politique s'identifient concrètement». Le bloc historique doit, dans cette conception, être en mesure de faire face à des crises, définies comme le moment où, selon la citation désormais célèbre, «(...) l'ancien se meurt et (...) le nouveau ne peut pas naître»⁵. Gramsci définit, cependant, un autre type de crise, générale celle-là. Il s'agit de la crise «organique» à laquelle le bloc historique n'est pas en mesure de résister durablement. C'est à l'occasion des crises de ce type que les changements révolutionnaires (progressistes ou non, par mouvement des masses ou par le haut) deviennent possibles.

La crise actuelle est-elle de cet ordre ? Dans les sociétés «occidentales», la crise du Covid 19 a permis de mettre à nu de manière dramatique les ravages causés par quarante ans de néolibéralisme : destruction avancée des mécanismes de solidarité et des services publics, notamment dans le secteur de la santé, désindustrialisation massive, ne sont que quelques unes des manifestations, déjà connues à gauche, mais qui ont pris ici des proportions

inconnues, et ont eu des conséquences encore plus dramatiques, entraînant le décès de dizaines de milliers de personnes. Au sein des états européens, la pandémie a révélé les disparités internes au niveau social avec la plus grande cruauté⁶. En Belgique, cela est apparu très clairement, en ce qui concerne les disparités entre régions en termes de mortalité. Alors que la densité de population est plus élevée en Flandre, la Wallonie a un taux de mortalité lié au Covid19 plus élevé. Si on y regarde de plus près, les effets d'une pauvreté plus grande et d'un moindre accès aux soins de santé jouent à plein. Ces effets dévastateurs de la pauvreté ont été aussi marqués à Bruxelles. Au niveau politique, la cacophonie a été grande également, l'absence de gouvernement de plein exercice en début de pandémie, les logiques concurrentes entre les différentes entités fédérées et le manque de clarté en matière de prise de décisions n'auront certainement pas amélioré la situation, ni renforcé l'adhésion des populations aux institutions. On pointera finalement les effets de la désindustrialisation sur le manque de capacité à produire des équipements de protection individuels, notamment en direction des services de santé...

Un autre aspect inquiétant pour les forces de progrès est la mise au jour de tendances néfastes, qui dépassent le simple cadre des forces politiques de droite et d'extrême-droite : méfiance envers les sciences et la méthode scientifique, plus grande visibilité des courants obscurantistes et réactionnaires divers, méfiance envers le politique (et l'action politique et collective), tendances individualistes, et de manière générale, une intériorisation de l'idéologie dominante. Face à cela, les dirigeants politiques des centres

impérialistes ont beau jeu de faire porter la responsabilité de leurs manquements sur les comportements individuels des populations, qu'ils ont contribué à «dresser» dans cet ethos néolibéral. On assiste donc à un phénomène contradictoire où les conditions objectives d'un changement de cap radical de nos sociétés sont réunies, où le pouvoir des capitalistes et de leurs représentants est ébranlé, mais où, à gauche, en Europe, une majorité de forces sont atomisées, sans perspectives, parfois tétanisées et donc réduites à une relative impuissance ou à la protestation, incapable de s'engouffrer dans la brèche et dans une longue lutte pour la transition vers une société socialiste.

Si on regarde du côté de pays ayant lutté pour leur indépendance nationale et le socialisme, comme la République Populaire de Chine, Cuba ou le Vietnam, que constate-t-on ? Là, et malgré les difficultés internes ou imposées par l'impérialisme (le blocus criminel imposé à Cuba par les États-Unis), il apparaît clairement que ces pays et sociétés ont été bien plus en mesure d'encaisser le choc provoqué par le Covid-19. Les facteurs d'explication sont multiples : rôle des pouvoirs et services publics, rôle dirigeant d'organisations politiques orientées vers la satisfaction des besoins populaires, confiance et moyens investis dans la science, et orientations internationalistes affirmées dans la coopération⁷. Sans idéaliser excessivement ces pays, il est manifeste, au vu des résultats obtenus que nous avons beaucoup à en apprendre. À ce sujet, il serait important, au sein de la gauche des centres impérialistes, de se défaire d'une attitude condescendante à l'encontre des pays socialistes et progressistes, encore trop présente, reflet de l'influence de l'idéologie dominante jusque dans nos rangs, et de plutôt essayer de comprendre, d'étudier et de tirer des enseignements concrets pour faire avancer nos luttes.

En partant de ces constats, que pouvons-nous proposer comme orientations générales ? Avant de passer aux propositions politiques générales, il nous semble important d'avoir un regard autocritique sur nos propres organisations. Il est certainement temps de réfléchir et d'agir,

à la fois dans nos cadres nationaux respectifs mais également à l'échelle européenne, sur la meilleure manière de diffuser une culture progressiste, solidaire, et critique qui fasse honneur au combat rationaliste qui a été porté par la gauche de transformation depuis le XIX^e siècle. Il est également temps de se départir de l'attitude eurocentriste condescendante qui voudrait que les expériences socialistes du «Sud Global» n'auraient rien à nous apprendre et à nous apporter autre qu'un «exotisme» désuet, relique des révolutions du vingtième siècle : la Chine, le Vietnam et Cuba ne sont pas des amas de clichés révolutionnaires, ce sont des pays socialistes traversés de contradictions nombreuses et faisant face à des défis de taille, mais ayant une vision d'avenir.

Pour le reste, la crise du coronavirus et les réponses des pays socialistes nous donnent des orientations générales claires, à adapter en fonction de notre contexte particulier : renforcement des services publics, renforcement du rôle de l'État dans l'économie au service de la population et non du Capital, coopération internationale, financement de la recherche et développement de capacités techniques et industrielles, entre autres sont des points centraux de la lutte à mener, loin d'une simple volonté réformiste d'atténuation des maux du capitalisme, mais pour une rupture radicale, seule à même, au cours d'un processus révolutionnaire ininterrompu par étapes⁸, de sortir de manière progressiste de la crise actuelle mais aussi de faire face au désastre environnemental qui s'annonce si la machine infernale du capitalisme n'est pas arrêtée.

1. D'Agostino (F.), La crise sociale en Belgique à la lumière de Gramsci, décembre 2014, consultable ici : <http://archive.acjj.be/publications/nos-analyses/la-crise-sociale-en-belgique-a-la>, consulté le 13/01/2021.

2. *Ibid.*

3. Durand (C.) et Keucheyan (R.), Un césarisme bureaucratique, dans Durand (C.), sous la dir. De, *En finir avec l'Europe, La Fabrique, Paris, 2013, p.97.*

4. Gramsci (A.), Guerre de mouvement et guerre de position. Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, *La Fabrique, Paris, 2011, p.64.*

5. *Ibid.*, p. 38

6. Pour le cas de la Belgique, voir, e.a., Dupret (X.), Coronavirus et points de vue de classe. De l'Asie à la Belgique..., avril 2020, consultable en ligne ici : <https://>

Articles

www.acjj.be/coronavirus-et-points-de-vue-de-classe-de-lasie-a-la-belgique/, consulté le 13/01/2021.

7. Voir, e.a., Collectif, *CoronaShock and Socialism*, juillet 2020, consultable en ligne : <https://www.thetricontinental.org/studies-3-coronashock-and-socialism/>

8. Amin (S.), *Le bicentenaire de la naissance de Marx. 1818-2018*, Delga, Paris, 2018, p.91.

François D'Agostino est historien de formation. Il est membre du Conseil Exécutif du PGE. Il travaille pour une association d'éducation populaire, l'Association Joseph Jacquemotte (du nom du fondateur du PC en Belgique).

Peur ou confiance : la bataille de fond pour les classes populaires en crise

Ángel de la Cruz

Nul ne doute qu'un événement de l'envergure historique de la Covid-19 aura des conséquences profondes et durables sur nos sociétés et, par extension, sur nos citoyens. Nous ne savons pas si nous nous en sortirons vraiment *mieux*, comme le prétendent les plus optimistes des premières semaines, ou *pire*. Ce que nous savons, c'est que, dans une certaine mesure, nous serons *d'autres*. Que nous sortions de cette crise en misant sur la protection solidaire ou sur la énième version du *chacun pour soi* est précisément ce qui est en jeu et ce qui, en aucun cas, n'est donné par de prétendus faits *objectifs* ou *évidents*. Les droites l'ont compris dès le début et ont agi en conséquence de manière disciplinée en semant la haine, la crispation et la méfiance.

La gauche doit encadrer cette crise dans une lutte qui va bien au-delà de la gestion institutionnelle et de ses possibles conséquences électorales. En fin de compte, c'est la *configuration* du peuple en tant que sujet politique et de sa relation avec la politique au sens large et l'État qui est en jeu.

La droite profite des tensions pour former un peuple nativiste, impitoyable envers les plus pauvres, comme les immigrés, mais bienveillant en pratique envers les plus puissants. Dans le même temps, ils ont alimenté la méfiance à l'égard de l'ensemble des institutions parce qu'ils ont besoin de dynamiser tout élément du consensus libéral-social-démocrate qui freinerait leurs tentatives réactionnaires. L'objectif ultime : consolider un protectionnisme autoritaire visant ce peuple nativiste en confrontation constante avec de larges secteurs des classes populaires et collectives. Pour cela, réduire encore plus l'État à l'ensemble des appareils coercitifs.

Des auteurs comme Davies ou Lordon soulignent l'importance des émotions et des affects en politique. La croissance du populisme réactionnaire ne peut être comprise sans une manipulation réussie d'émotions telles que la nostalgie, le ressentiment, la peur et la colère. Elles sont toutes humainement compréhensibles dans un monde en décomposition qui laisse derrière lui de vastes secteurs sociaux. Nous n'avons pas besoin de nous arrêter sur la rhétorique sournoise de tout phénomène réactionnaire pour comprendre qu'en fin de compte, ils ont besoin d'un état de conspiration et de méfiance collective pour que leur protectionnisme autoritaire puisse prendre le dessus.

Adorno avait déjà souligné dans les années 60 la relation entre le nouveau radicalisme de la droite et le *fatalisme* de l'aile droite. Ils se nourrissent des fantasmes sur l'effondrement du monde et l'avènement de l'apocalypse; un peu comme ce que certains marxistes faisaient au siècle dernier. Deux décennies plus tard, Hall l'a analysé de manière plus complète avec l'obsession conspiratrice typique du thatchérisme : l'ancien mode de vie était déjà en danger il y a cinquante ans ! Ainsi, toute crise apparaît comme une conspiration : Soros, le mondialisme, la Chine et le gouvernement en place ourdissant une sophistiquée "plandemia" pour consolider la dictature du politiquement correct. La méfiance mène à la conspiration et à la panique. Lorsque cela se produit, la réponse logique est l'autoritarisme : une cession de démocratie en échange d'une protection liée au cadre de loi et d'ordre.

Pour sa précision, nous avons reproduit deux passages d'un article de Hall écrit conjointement avec Critcher, Jefferson, Clarke et Roberts. Bien qu'il analyse, en toute logique, la réalité britannique, il rassemble des enseignements qui s'avéreront bientôt communs au large éventail des expériences de la droite radicale. Il est écrit en 1978, un an avant l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher. La classe ouvrière a arrêté Hall mais pas le mouvement de fond.

“La société britannique s’est retrouvée presque obsédée par la conspiration contre le mode de vie britannique. Les bouleversements psychologiques collectifs qui constituent cette obsession sont peut-être trop évidents pour être analysés. Pour dire les choses rapidement, la conspiration est la forme nécessaire et adéquate sous laquelle une société hypnotisée par le consensus représente la dissension, l’opposition et le conflit.

(...)

Les démons prolifèrent, mais le plus menaçant, c’est qu’ils appartiennent à la même famille subversive. Ce sont des frères de sang, les composants d’un même élément. En apparence, il semble s’agir d’un ensemble de craintes plus concrètes, car ici l’anxiété sociale peut identifier un ennemi spécifique, elle peut donner des noms. Mais cette identification des coupables est en fait trompeuse. Parce que l’ennemi est partout. Il (ou, de plus en plus, elle) est derrière tout. C’est le moment où la crise apparaît sous sa forme la plus abstraite : comme une conspiration générale. C’est la crise, mais dans son costume d’Armageddon.”

Une crise est toujours le moment idéal pour la croissance du populisme réactionnaire. Quelle erreur de la part des gauchistes incapables de se défaire des restes nuisibles du déterminisme économiste. La détérioration des conditions de vie des classes populaires n'entraîne jamais, de manière mécanique, un processus de sensibilisation dans une direction émancipatrice. Au contraire, sans organisation sociale, au sens large, elle entraîne une détérioration des

liens sociaux, des liens communautaires et un repli identitaire, corporatif ou, directement, individualiste.

Après cette crise, nous valoriserons davantage les instruments de protection, de la santé publique au réseau de soins familiaux communautaires, mais nous en sortirons aussi plus effrayés. La confrontation entre la gauche et la droite consiste, au fond, en une dispute sur le concept de protection. La droite active les cadres punitifs pour la filtrer vers une proposition autoritaire de rigorisme social et la gauche active les cadres de protection sociale, fraternité et solidarité. La peur face à la confiance. La peur mène à la colère et la colère à la confrontation. Pour paraphraser la célèbre phrase de Dostoïevski, si l'avenir n'existe pas, «tout est permis». La confiance conduit à l'espoir et l'espoir à la coopération.

La mission fondamentale de la gauche est donc de rétablir la confiance collective, la confiance du peuple envers le peuple et la confiance du peuple envers la politique et, en fin de compte, l'État. Cela ne sonne ni épique, ni rimbombante, surtout ce dernier point, mais nous aurions tort de ne pas voir dans les retranchements des consensus antifascistes du siècle dernier l'un des rares obstacles pour que les réactionnaires, partout où ils le peuvent, appliquent plus rigoureusement leur programme.

Le cas de l'Espagne est paradigmatique : le “régime de 78” a couvé en lui les oeufs du serpent (entre autres raisons parce qu'il n'est pas né d'une rupture démocratico-antifasciste) qui aujourd'hui, d'en haut et de la droite, aspire à le dépasser définitivement dans une direction oligarchique. Nous, la gauche transformatrice, maintenons notre ferme engagement à la surmonter, mais dans la direction de démocratie populaire. Quels sont les modestes objectifs du gouvernement de coalition aujourd'hui, dans ce contexte particulier ? Mettre les institutions au service des classes populaires et les utiliser comme parapet face à l'offensive des droites. Aujourd'hui, l'antipolitique n'a qu'une issue réactionnaire.

Les batailles culturelles ne se déroulent pas dans des espaces étheriques étrangers à la réalité matérielle. La stratégie trumpiste, importée dans différentes réalités européennes comme en Espagne, non seulement par Vox mais aussi par la Présidente de la Communauté de Madrid, triomphera dans la mesure où elle parvient à s'intégrer aux bases sociales, culturelles et matérielles existantes. La gauche joue toujours en défaveur. Quand elle est dans l'opposition, elle n'a pas de pouvoir et quand elle est au gouvernement, elle a peu de pouvoir, mais les lamentations ne servent à rien. La gauche doit concilier une bonne gestion conjoncturelle de la crise sans laisser personne de côté là où elle gouverne et, en même temps, mettre en place des éléments structurels de débat qui, en fin de compte, renforceront son cadre de protection sociale. Ce ne sera pas non plus une question essentiellement discursive ou culturelle au sens strict du terme.

Le principal succès du néolibéralisme n'est pas le transfert du pouvoir, de l'argent et des ressources des classes populaires vers une minorité privilégiée, mais la construction d'un mode de vie particulier dans lequel, de plus en plus isolés, nous devenons des clients plutôt que des citoyens, et tout ce que nous obtenons, nous le faisons grâce à nos ressources. Plus tu as, plus tu vaux. Cela conduit inévitablement à la *sécession* de ceux qui ont le plus de l'ensemble de la société. Si nous vivons notre vie quotidienne de manière conservatrice, lorsque nous nous rendons aux urnes, nous n'avons qu'à traduire cette vie quotidienne en un bulletin de vote cohérent. Dans ce processus de décomposition sociale, les réactionnaires

sont connectés. Construire, d'en bas et de manière patiente, un mode de vie plus solidaire, plus coopératif et plus fraternel est, en fin de compte, l'un des grands objectifs de la gauche.

Si nous restons enfermés dans la gestion institutionnelle, les réactionnaires gagneront. Si nous sommes capables d'élever le débat pour placer nos modèles de société plus démocratique, plus juste et plus égalitaire, où les droits sociaux sont garantis et tout ce qui nous sauve aujourd'hui est protégé par la loi, nous pouvons avancer des positions. Depuis l'époque de Machiavel, nous savons que ce qui nous importe le moins dans l'action politique, c'est le passé, même s'il s'agit de gérer une crise aussi importante que celle d'aujourd'hui. Construisons, à partir de la politique des "petites choses", le croquis d'une société alternative.

Après cette crise, nous valoriserons davantage les instruments de protection, de la santé publique au réseau de soins familiaux communautaires, mais aussi avec plus de peur. Dans ce contexte d'incertitude totale, le concept de protection joue un rôle central. Les réactionnaires misent sur le sauve-qui-peut pour les classes populaires et un protectionnisme nativiste, la gauche pour une société où la vie et les droits des citoyens ne sont pas en dessous des bénéfiques privés de quelques-uns. Pour une société dans laquelle on prend soin de nous au lieu de nous piétiner et de nous humilier.

Angel de la Cruz (@angeldelacruz) est responsable de la stratégie politique de la Izquierda Unida (Espagne).

Un gouvernement cruel et malhonnête

Felicity Dowling

Left Unity du Royaume-Uni envoie ses sincères condoléances à tous les camarades du Parti de la Gauche Européenne qui ont perdu des êtres chers durant de la pandémie. Nous exprimons notre solidarité et nos remerciements à tous les professionnels de la santé et des soins en Europe.

Notre mission est d'élever les idées du socialisme, de la solidarité, de l'entraide, de l'internationalisme et de l'idée qu'un monde meilleur est possible. Nous travaillons avec nos collègues membres des syndicats, avec des voisins et des militants, avec des socialistes, à l'intérieur et à l'extérieur du Labour Party.

Le Royaume-Uni est loin d'être uni. La situation dans le nord de l'Irlande est sombre, l'Écosse voyant de plus en plus une réelle distinction par rapport au gouvernement basé à Westminster, 58% des électeurs décidés à obtenir l'indépendance. Le pays de Galles nourrit aussi une colère contre le gouvernement de Westminster.

Ici, un gouvernement cruel et véreux préside un pays en proie à des crises qui s'enchaînent. Ce gouvernement se cache derrière une image d'incompétence maladroite, mais parvient à être très efficace dans la distribution de grandes richesses à ses copains, et à présider sur une pauvreté généralisée et évitable. Aucune crise n'est inexploitée. Les politiques néolibérales d'austérité, d'attaques contre les droits des travailleurs, de privatisation à grande échelle, de mondialisation et de désindustrialisation ont laissé le pays mal en point pour lutter contre la pandémie.

Le gouvernement de Johnson est arrivé au pouvoir en déployant de fausses promesses d'un Brexit «prêt à cuire» et des critiques de la politique du Labour qui étaient tout simplement

fausses. La presse et les médias se sont prononcés contre le Labour et surtout contre Corbyn. Ainsi, le Royaume-Uni s'est retrouvé avec un gouvernement Trump-lite. «Le premier ministre et le président des États-Unis sont tous deux des démagogues sans scrupules qui ont renversé les normes démocratiques.»

La volonté de Johnson d'enfreindre le droit international dans les accords du Brexit résume bien la situation.

Leur idéologie est celle des *hedge funds*, des *asset strippers* et des escrocs, cruels et racistes. D'énormes erreurs sont ignorées et les règlements changent du jour au lendemain. Ils visent leur propagande contre les pauvres.

La pandémie

Le 10 février 2021, le Royaume-Uni a enregistré plus de 1000 décès par jour. Le nombre total de décès s'élève à 121.674. Le nombre de vaccins est impressionnant, mais il y a des problèmes avec les nouvelles variantes du virus. Un grand nombre de ces décès auraient pu être évités si le gouvernement avait suivi les lignes directrices de l'OMS. Au lieu de cela, ils ont versé des milliards de dollars à des entreprises privées qui n'ont pas livré le produit. La pandémie fait rage dans le monde entier, notamment dans les centres néolibéraux, aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Brésil et en Afrique du Sud. La confiance du public dans les politiques et les actions du gouvernement, ainsi que dans ses conseillers scientifiques, est si faible qu'un groupe de scientifiques respectés a mis en place le Independent Sage (Scientific Advisory Group, groupe consultatif scientifique). Indie Sage a déclaré en octobre "L'opinion forte et

unanime de l'Independent SAGE est que la mise en œuvre d'un système fonctionnel et efficace de Recherche, de Test, de Traçage, d'Isolement et de Soutien est une composante essentielle de la réponse de santé publique à la pandémie Covid-19, et qu'il s'agit maintenant d'une question d'extrême urgence. Après une période d'intenses mesures de santé publique intégrant des mesures de distanciation sociale strictes pour réduire rapidement le niveau élevé actuel d'infections, cela garantira que de nouvelles infections sont minimisées, l'économie peut s'ouvrir, et nous donner les meilleures chances de réduire la nécessité de futures restrictions sévères ou de confinement complet.» (voir <https://www.independentsage.org/statement-on-the-management-of-nhs-test-and-trace/>).

Les vaccins sont déployés à une certaine vitesse, mais sans la certitude que cela mettra fin à la transmission. Néanmoins, nous sommes très reconnaissants aux scientifiques qui ont travaillé sur cette question. Espérons qu'il réduira, avec le temps, le nombre de morts.

Les pays de l'UE souffrent eux aussi de cette pandémie mortelle et nous devons partager les leçons qu'on en tire.

Nous avons un besoin urgent d'un plan pour éliminer le virus et la «Covid-zéro» devient un slogan de campagne. Le gouvernement semble prévoir de tolérer la Covid-19 comme une maladie endémique, principalement chez les pauvres. L'indignation est énorme. Nous devons mettre en place un système de Recherche, de Test, de Suivi et de Soutien (entièrement) supporté par la santé publique pour cette pandémie et les pandémies futures. Le refus du gouvernement d'utiliser le secteur public a fait perdre des milliards.

Les communautés les plus pauvres ont le plus souffert de la maladie, mais dans certaines régions, les gens refusent les tests car ils savent qu'ils n'ont pas les moyens de s'isoler. Les personnes vivant dans des familles nombreuses ne peuvent pas s'isoler efficacement à la maison, car on risque obtenir de nombreux décès dans les familles. Nous demandons au gouvernement de prévoir des hôtels pour l'auto-isolement. De

nombreuses personnes, en particulier dans les régions les plus pauvres, demandent une aide financière qui leur est refusée. Trois millions de personnes ne sont pas aidées.

Les communautés noires, asiatiques et ethniques minoritaires ont souffert le plus de la coronavirus, pour des raisons sociales, économiques et de logement. Le rapport complet de Independent Sage à ce sujet (voir <https://www.independentsage.org/Covid-19-racialised-stigma-and-inequalities-recommendations-for-promoting-social-cohesion-briefing-note-from-independent-sage/>).

Les médecins, les infirmières et les professionnels de la santé noirs et asiatiques ont beaucoup souffert de cette pandémie. Les promesses de lever tous les frais et tous les problèmes de visas n'ont pas abouti.

L'autre crise n'est autre que le climat

La pandémie est mondiale et liée aux problèmes mondiaux de déforestation, aux méthodes agricoles industrielles et à la destruction des habitats. Avant la pandémie, il y a eu de nombreuses manifestations et des milliers de personnes sont engagées dans la lutte contre la catastrophe climatique.

La Droite a pu utiliser le déni de la Covid-19 comme un appel de ralliement, organiser des marches et même entrer dans les hôpitaux pour protester. Cela s'est calmé récemment, mais grâce aux médias sociaux, ils continuent de recueillir des abonnés et de les isoler du consensus plus large. L'ampleur du déni est choquante, même chez certains qui prétendent être de gauche.

Pauvreté

Pendant ce temps, nos enfants ont faim, l'Unicef a dû nourrir des enfants au Royaume-Uni pour la première fois en soixante-dix ans. Il y a plus

de banques alimentaires que de succursales McDonald's au Royaume-Uni. «Il y a environ 1.300 restaurants McDonald's au Royaume-Uni, selon l'entreprise. Un rapport récent de la Bibliothèque de la Chambre des communes révèle qu'il y a au moins 2.000 banques alimentaires au Royaume-Uni» (voir <https://fullfact.org/>).

La mainmise des riches sur le Royaume-Uni est sans entrave. Le Royaume-Uni connaît de grandes inégalités de richesses et de revenus. Le niveau de la pauvreté est scandaleux.

Pourtant, il est prévu de réduire de 20 livres sterling par semaine le crédit universel qui touche 5,6 millions de personnes. C'est le principal paiement d'aide sociale sur lequel comptent des millions de travailleurs pour élever leur salaire à un niveau proche d'un salaire vital. «Des millions de personnes au Royaume-Uni ont du mal à joindre les deux bouts, menant une vie précaire et précaire, sans espoir d'améliorer leur niveau de vie. Environ 56% des gens qui vivent dans la pauvreté vivent dans une famille active, qui travaille».

Marcus Rashford, footballeur, de Manchester United FC, a mené une énorme campagne pour apporter de la nourriture aux enfants les plus pauvres. Il a grandi dans la pauvreté, a connu la faim et a été beaucoup plus efficace que notre prétendu chef de l'opposition. Le gouvernement a payé une entreprise privée, Chartwells, 30 livres par enfant dans les familles les plus pauvres pour fournir des repas d'une semaine, les enfants ont reçu de la nourriture d'une valeur de 5 livres. Il y a eu de l'indignation, encore une fois dirigé par Marcus Rashford, plutôt que l'opposition.

Femmes

Les femmes, disent-elles, tiennent la moitié du ciel, mais elles s'occupent beaucoup plus de services de santé et de soins sociaux, elles sont au moins la moitié de tous les professionnels «clés» dans cette pandémie. «L'éducation et les

services de garde d'enfants employaient la plus forte proportion de femmes, soit 81 %. Près des trois cinquièmes de tous les travailleurs clés étaient des femmes (58 %) et 42 % étaient des hommes.»

Le fardeau supplémentaire de la garde d'enfants et des soins aux personnes âgées est tombé lourdement sur les femmes, mais elles continuent d'être moins bien rémunérées, plus sujettes à un examen humiliant si elles demandent de l'aide sociale et plus susceptibles de travailler en première ligne de la pandémie.

NHS

Le service de santé manquait de personnel et était sous-financé avant la pandémie. Les décisions stratégiques ont entraîné une réduction des lits et des soins intensifs inadéquats, la fermeture d'hôpitaux et des milliers de postes vacants. Une simulation d'une pandémie a eu lieu en 2016, et les résultats, qui indiquaient les mesures nécessaires, ont été ignorés.

Même pendant la pandémie, les échelons supérieurs du NHS et leurs maîtres gouvernementaux ont poussé à une réorganisation complète du NHS sur le modèle américain, sans examen public ni structure juridique. Alors que les Hôpitaux auraient dû se préparer à la deuxième vague et travailler en particulier à prévenir la transmission en milieu hospitalier, ils ont choisi de se concentrer sur le programme de privatisation. De nombreuses personnes craignent que les députés du Labour n'aient des sympathies pour ce programme.

La forme de privatisation que nous voyons est le détournement de fonds des soins aux patients vers les grandes sociétés de santé qui remodelent le NHS sur le modèle américaines avec la «gestion de la santé de la population», le rationnement et les restrictions de traitement. Les campagnes pour sauver la NHS sont répandues et profondes dans les communautés. Le gouvernement paie ses copains, les conseillers des grandes entreprises, jusqu'à 7.000 livres par jour, tandis que le salaire des

infirmières commence à 18,000 livres par an, et certaines infirmières plus expérimentées gagnent jusqu'à 30,000. Ces "conseillers" gagnent ainsi suffisamment en 5 jours pour dépasser le salaire annuel d'un infirmier senior. Nous voulons renationaliser la NHS en utilisant le modèle Bevan original. Cela signifie qu'il devrait être :

1. Gratuit au moment du besoin
2. Financé par le gouvernement
3. Ouvert à tous, un service universel
4. Fournir le meilleur traitement possible
5. Un service national de partage des risques.

Brexit

L'accord conclu à Noël dernier était meilleure qu'un scénario sans accord. Johnson s'est retracté sur la pêche, et sur la situation en Irlande du Nord. Le reste est peu compris et mis en second plan par la crise entourant la pandémie. Les services financiers, un secteur important du Royaume-Uni, ont été mentionnés moins de fois que le poisson, mais les services financiers exportent 40 % de leurs services vers l'UE.

La situation des citoyens de l'UE semble jusqu'à présent raisonnablement stable et la pandémie semble avoir détourné la vague d'abus attendue. Cependant, l'environnement hostile pour les migrants et le traitement scandaleux de la génération Windrush des migrants des Antilles qui sont venus ici en tant que citoyens britanniques et ont été cruellement traités, reste un sujet de profonde de préoccupation pour tous les migrants et réfugiés. Priti Patel, ministre de l'Intérieur, a des politiques et des attitudes épouvantables.

Le Brexit n'est pas vraiment achevé. La ministre des Pêches n'a même pas pris la peine de lire l'accord, elle était trop occupée à Noël. Certains membres du gouvernement demandent déjà la suppression de la réglementation de l'UE sur le temps de travail, en particulier la limite de 48 heures de travail, sans tenir compte des heures supplémentaires dans le calcul de l'indemnité

de vacances et des pauses au travail (*Financial Times*, 14 janvier 2021).

Économie

L'économie britannique était en difficulté avant la pandémie et avant le Brexit.

The New Statesman a écrit : «À mesure que l'urgence sanitaire s'atténuera, la crise économique actuelle s'aggraverait, et il n'y a pas d'équivalent d'un vaccin pour l'inverser.»

Le chômage est élevé, au moins 4,9%, l'emploi précaire, le commerce de détail dans les rues est en crise. L'assouplissement quantitatif a rendu les plus riches beaucoup plus riches et a permis au marché de l'habitation de monter en flèche. Nous préconisons un investissement important du gouvernement dans le logement, l'éducation, les services de santé et l'infrastructure nécessaire pour lutter contre le changement climatique, le Green New Deal. Le contrôle des richesses, des services et de l'industrie reste entre les mains d'une poignée de sociétés internationales et d'oligarques extraordinairement riches.

Climat

Left Unity s'est réaffirmé en tant que parti éco-socialiste. La crise climatique reste la crise la plus profonde et la plus fondamentale de l'humanité. Johnson soutient toujours les mesures visant à atténuer la crise climatique, mais, malgré son Plan vert en dix points, a déjà permis l'ouverture d'une mine de charbon dans le nord de l'Angleterre. Left Unity, avec ses alliés, s'organise pour la COP26 à Glasgow plus tard cette année et espère que les parties de la Gauche Européenne se joindront à nous. Left Unity appelle donc à un Nouvel Accord vert radical avec un soutien total pour les travailleurs. Nous soutenons la campagne «Un Million d'emplois liés au climat», qui permettra l'émergence de nouvelles façons de travailler en utilisant les compétences des travailleurs. Nous soutenons

les appels en faveur d'une agriculture durable et à faible impact, de réductions significatives des industries mondiales de la viande et des produits laitiers, du système de production et de consommation alimentaire plus localisés.

Le confinement a montré aux gens que la vie peut changer. Le premier confinement a eu lieu par un temps magnifique et les oiseaux semblaient chanter plus fort, et les gens ont redécouvert la joie de marcher et de faire du vélo...

Logement

Le système de logement britannique est effondré. On ne construit pas de logements sociaux. Les jeunes trouvent qu'il est difficile, voire impossible, d'acheter des maisons et les locataires privés ont des loyers élevés et aucune sécurité d'occupation. L'une des organisations les plus rapides et les plus radicales en croissance au Royaume-Uni est Acorn, le syndicat des locataires et la communauté. Left Unity réclame un million de nouvelles maisons sociales, une expansion massive du secteur du logement public et contrôlé démocratiquement, et l'attribution de logements sociaux en fonction des besoins.

Labour et Corbyn

Le manifeste progressiste et avancé du Labour a été défait aux élections de décembre 2020. Dans cette pandémie, on a jugé qu'un problème après l'autre était nécessaire. Le travail a été saboté par la machinerie du parti. L'aile gauche du Labour a également perdu le contrôle du parti. Kier Starmer a promis de poursuivre le travail effectué sous Corbyn mais s'est rapidement déplacé vers la droite. Jeremy a été injustement expulsé du Labour après avoir pris la parole à la suite d'un rapport sur des accusations d'antisémitisme dans le Labour Party. Il fut réintégré à la suite d'une réunion de l'exécutif national du parti, mais Starmer lui retira le whip,

l'empêchant d'agir comme député du parti. Il y avait beaucoup d'inquiétude, et beaucoup ont quitté le parti. D'autres ont été suspendus de leur adhésion.

La campagne Paix et Justice, mise sur pied par Corbyn lors de sa première grande apparition publique depuis les élections, a quelque peu allégé la morosité de ces jours de pandémie, rassemblant des dizaines de milliers de personnes. Avec près d'un demi-million de spectateurs. «Vous n'avez pas à prendre ce qu'on vous donne. Vous n'avez pas à vivre sans pouvoir et sans espoir. Les choses peuvent changer et elles vont changer.» Avoir des dizaines de milliers de personnes ensemble marque la fin de la retraite de la gauche. La pandémie limite encore sérieusement notre capacité de faire campagne dans les rues, mais la fin de l'ambiance de défaite aidera vraiment. Mais tout n'est pas perdu. Le mouvement de la classe ouvrière continue. Black Lives Matter a ravivé la résistance au racisme. L'aide mutuelle a surgi en réponse à la faim causée par le confinement et le chômage. Les travailleurs de Rolls Royce ont mené une grève traditionnelle et ont gagné un avenir pour leur usine. Les travailleurs du secteur gazier sont en grève. Les syndicats d'enseignants ont été renouvelés et revigorés, tenant certaines des plus grandes réunions syndicales jamais tenues sur Zoom. Le personnel universitaire a également développé leur organisation syndicale. Les étudiants ont commencé à s'organiser et ont forcé les universités à renoncer à leurs loyers pendant la pandémie.

La fureur refoulée contre les politiques néfastes de ce gouvernement aura, à terme, un effet politique énorme. Un monde meilleur est en effet possible et nécessaire, au niveau international.

Felicity Dowling est secrétaire nationale de Left Unity UK. Elle s'intéresse aux droits des femmes, aux problèmes de logement, au service de santé, aux droits des enfants et à l'action de la classe ouvrière.

Les quatre dilemmes Nord-Sud de la crise écologique

Bernard Duterme

La pandémie de coronavirus est venue tout différer, tout éclipser et tout révéler. Elle a à la fois masqué et démasqué cette crise écologique qui la précède, qui la dépasse et qui la suit. Masqué, en cela qu'elle l'a d'abord sortie de l'agenda, mise en retrait des «urgences», proscrite des «soins intensifs», pour ensuite lui privilégier un «déconfinement» synonyme de «retour à la normale», voire de «revanche» productiviste et consumériste. Démasqué, en cela qu'en creusant les inégalités et en révélant, en amont et en aval du drame sanitaire, les liens étroits que nos façons d'habiter la Terre nouent entre santé et environnement, elle a remobilisé les énergies de celles et ceux qui souhaitent relancer la machine sur d'autres bases, socialement plus justes et écologiquement plus durables. Il faut changer le mode de production des grandes industries et le niveau de consommation des populations les plus riches, sous peine d'hypothéquer le sort des générations futures. On en est là. Depuis un demi-siècle. Mais quatre dilemmes brident encore et toujours les énergies transformatrices.

Centrale ou marginale, la crise écologique?

L'ampleur du désastre écologique sidère. Pourtant, d'importants secteurs continuent à négliger la catastrophe, voire à la réfuter. Des secteurs de pouvoir – industriels transnationaux, milieux d'affaires, politiques conservateurs, économistes libéraux... – qui refusent de reconsidérer la logique de leur modèle d'accumulation au vu de ses impasses. Le déni de la crise écologique, le démantèlement des États-providence et l'aggravation des

disparités depuis les années 1980 participent d'une même stratégie, estime le philosophe Bruno Latour. «Les élites ont été si bien convaincues qu'il n'y aurait pas de vie future pour tout le monde, écrit-il, qu'elles ont décidé de se débarrasser des fardeaux de la solidarité – c'est la dérégulation ; qu'il fallait construire une forteresse dorée pour les quelques pour-cent qui allaient pouvoir s'en tirer – c'est l'explosion des inégalités ; et que pour dissimuler l'égoïsme crasse d'une telle fuite hors du monde commun, il fallait rejeter la menace à l'origine de cette fuite – c'est la dénégation de la mutation climatique» (*Où atterrir ?*, 2017).

Le raisonnement s'appuie notamment sur l'épisode de la société ExxonMobil qui, début des années 1990, «en pleine connaissance de cause» (elle a publié des articles de qualité sur les périls du changement climatique), décide d'investir dans l'extraction pétrolière débridée et dans une campagne visant à prouver l'inexistence de la menace environnementale. L'actualité est remplie d'autres cas de figure où les multinationales les plus en vue assument leur fuite en avant. Ou la masquent, comme ces logiciens, chez Volkswagen et ailleurs, visant à réduire les émissions polluantes lors des tests d'homologation de nouveaux moteurs.

Concerné ou indifférent, le Sud ?

Les multiples indices qui mesurent la crise écologique l'attestent. Elle frappe d'abord les groupes sociaux les plus vulnérables et affectent les contrées du Sud davantage que celles du Nord. L'arrosé n'est pas l'arroseur. Ceux qui

profitent le moins du productivisme et du consumérisme sont ceux qui en pâtissent le plus. Pour autant, les plus concernés sont-ils les plus concernés ? Les populations les plus exposées sont-elles les plus préoccupées par «le futur de la planète» ? À l'évidence, non. Le constat renvoie tant au vieux débat marxiste sur la «conscience» que les subalternes peuvent avoir de leurs «intérêts objectifs», qu'au caractère secondaire des considérations (d'apparence) «post-matérialistes» lorsque le «matériel» n'est pas assuré.

Comment s'émouvoir de «la fin du monde» quand «la fin du mois» requiert toutes les énergies ? «La fixation sur le climat est le privilège de groupes libérés d'urgences vitales» explique François Polet. Et Thierry Amougou abonde dans le même sens : «L'urgence environnementale est celle des favorisés et pas de ses premières victimes. Ventre affamé n'a point d'oreilles pour l'écologie» (Cetri, *L'urgence écologique vue du Sud*, 2020). Dit autrement, le goût pour la «simplicité volontaire» de nantis à la fibre post-matérialiste n'a pas lieu de s'imposer sur la nécessité d'échapper à la «simplicité involontaire» de pauvres... à la fibre matérialiste.

Cela étant, le constat ne doit pas masquer une autre facette des réalités du Sud. Celle des luttes socio-environnementales, certes minoritaires mais effectives, qui opposent communautés locales et capitalisme transnational, populations affectées et «mégaprojets» d'investisseurs extérieurs. Qu'elle soit minière, agro-industrielle, énergétique..., la poussée «extractiviste» a réactualisé, depuis le début du siècle, le destin «pourvoyeurs de ressources» sans valeur ajoutée de nombre de pays périphériques. Plaçant même plusieurs d'entre eux en situation de «reprimarisation». Et renforçant la subordination de ces économies à celles des grandes puissances, y compris émergentes.

Les mouvements socio-environnementaux sont constitués des habitants des «nouvelles frontières» de ce modèle prédateur. Un modèle d'«accumulation» non plus seulement par exploitation du travail et de la nature, mais aussi par «dépossession», par appropriation privative

des sols et des sous-sols, des ressources, du matériel génétique, de la biodiversité... Les populations mobilisées en sont les victimes non consentantes. Doublement concernées donc.

Communes ou différenciées, les responsabilités ?

La question des «responsabilités de la crise écologique» recèle en creux la reconnaissance du problème, l'acceptation de ses causes et la désignation des coupables. Ce n'est pas mince, tant la relativisation du problème («halte au catastrophisme»), la dénégation de ses origines («les scientifiques nous mentent») et la dilution des responsabilités («tous sur le même bateau») occupent encore le devant de la scène. Cela fait pourtant 30 ans que la communauté internationale a abouti à Rio en 1992 sur ce principe révolutionnaire : «Vu la diversité des rôles dans la dégradation de l'environnement, les États ont des responsabilités communes mais différenciées. Les pays développés admettent leur responsabilité, compte tenu des pressions qu'ils exercent sur l'environnement, des techniques et des ressources financières dont ils disposent.»

Les pays pauvres ont dû batailler ferme pour couler ce principe dans le bronze du droit international. Et parvenir ainsi à ajouter à l'idée des responsabilités communes dans les dégradations, celle qu'une part de l'humanité en endosse plus que l'autre et se trouve dès lors redevable vis-à-vis de cette dernière de son haut niveau de développement. Dit autrement, la dette écologique des (pays) riches à l'égard des (pays) pauvres, accumulée depuis la révolution industrielle, est à faire valoir *hic et nunc*. Mais les États du Nord peinent à passer à l'action. Ou se désistent, comme les États-Unis de Trump, là où pourtant les pays émergents estiment avoir pris leur part, à hauteur de leurs émissions, se dissociant ainsi des pays en développement dont les responsabilités dans les changements climatiques restent négligeables.

En réalité, en vertu du principe pollueur/payeur, deux lignes de fracture divisent les critiques qui

proviennent du Sud. L'une sépare les puissances émergentes des pays toujours... immergés. Les premières, drapées dans leur défense de la souveraineté, privilégient – à l'instar des États-Unis – la voie nationale des engagements volontaires contre la crise écologique. Les seconds, relayés par l'Union européenne dans le meilleur des cas, plaident en faveur de mécanismes supranationaux contraignants.

L'autre dissension à l'œuvre au Sud tend à opposer arguments officiels et anti-systémiques. Selon les premiers, la transition des «pays en développement» ne pourra s'opérer que si les pays développés n'instrumentalisent pas l'impératif écologique pour à la fois protéger leurs marchés et pénétrer davantage ceux du Sud. Selon les seconds, la seule dénonciation par le Sud du protectionnisme vert occidental – copie inversée du plaidoyer du Nord pour «plus de libéralisation chez eux et moins chez nous» – cautionne plus qu'elle ne questionne les fondamentaux du modèle libre-échangiste tiré par les exportations.

Verdi ou aboli, le capitalisme ?

À ce jour, face à la crise écologique, deux options ont capté l'essentiel des énergies. La fuite en avant productiviste et consumériste d'un côté ; le faux-semblant du développement durable de l'autre. «Capitalisme gris» versus «capitalisme vert». Le «business as usual» du premier, on connaît. Il est la principale cause du désastre en cours. Mais qu'en est-il du grand dessein de développement durable, de croissance verte ou encore de Green Deal ? Rompt-il, lui, avec la logique du modèle *mainstream* qui scie la branche sur laquelle il est assis ?

Promu depuis trois décennies, le projet n'a fait la preuve ni d'un renversement de logique ni d'une inversion de tendances. Certes il connaît des variantes, mais dans tous les cas, il procède d'une réconciliation, dans l'esprit de ses promoteurs, entre la possibilité d'engranger des profits et celle de préserver les ressources naturelles. Pour le président du Conseil

européen, le Green Deal de la Commission van der Leyen «convertit une nécessité existentielle pour la planète en opportunités économiques» (*Le Soir*, 27 mai 2020).

Pour ses détracteurs du Sud en revanche, le capitalisme vert procède à «une colonisation de l'écologie par la logique d'accumulation de l'économie libérale» (www.ibon.org). Par la mise sur le marché du capital naturel, la valorisation des services écosystémiques, la privatisation des ressources, le brevetage du vivant... et la prétendue gestion efficace induite, la démarche entend réguler notre rapport à l'environnement, en dynamisant une croissance créatrice d'emplois, assurant ainsi un avenir viable au capitalisme. Remodelage des zones d'influence des pays riches et sécurisation des approvisionnements au nom du sauvetage de la planète. Ou comment adouber les fondamentaux d'un modèle à l'origine des déséquilibres (Cetri, *Économie verte*, 2013).

À la faveur de la pandémie, à l'heure de réfléchir au «monde d'après», une quantité extraordinaire d'acteurs du Sud et du Nord ont (ré-)avancé leurs propositions alternatives. Toutes ne coïncident pas, mais partagent un air de famille social et écologique résolu, à distance du capitalisme globalisé. Elles plaident pour un changement de paradigme, en priorisant le partage des communs sur l'accumulation privée. Elles passent tant par une réélaboration du rapport à la nature, que par un questionnement des rationalités, des rapports sociaux et des pratiques politiques liées au modèle économique à supplanter. Elles (re-)parlent démarchandisation, démondialisation et démocratisation. Et visent la justice commerciale, fiscale, sociale, environnementale, migratoire..., c'est-à-dire des dispositifs légaux qui limitent les droits des uns (États, transnationales, grandes fortunes...) là où ils empiètent sur les droits des autres.

Au total, sortir par le haut des quatre dilemmes de la crise écologique implique:

1. De la considérer d'urgence comme un enjeu central.
2. D'accepter que les populations les plus vulnérables ne sont pas nécessairement celles qui lui donnent priorité.

Articles

3. De faire valoir la dette écologique des riches à l'égard des pauvres.
4. De préférer au «business as usual», même «verti», un renversement de logique.

Bernard Duterme est directeur du Centre Tricontinental (Cetri, Louvain-la-Neuve), responsable de la collection Alternatives Sud. Auteur ou coordinateur de plusieurs ouvrages sur les enjeux du développement et de l'environnement dans les rapports Nord-Sud.

Changer le monde en temps de Covid

Esquerra Unida i Alternativa

La crise de la Covid-19, sa dimension immédiate d'alarme sanitaire et la crise économique et sociale qu'elle provoque par la suite, accélèrent les perceptions et les preuves que le niveau de mondialisation néolibérale que le capitalisme est en train de développer est entré en contradiction avec l'existence même de la vie humaine sur la planète.

Nous avons déjà eu des signes d'alarme auparavant, en fait, ce n'est pas la première crise sanitaire à se produire. Sur les continents asiatique et africain, il y a eu des épisodes inquiétants dus à des mutations surprenantes de virus qui sont passés des animaux aux êtres humains, à la suite des changements produits dans des écosystèmes qui, au cours des décennies précédentes, maintenaient des équilibres précaires, mais qui, ces derniers temps, le changement climatique et les diverses altérations qu'il provoque, les ont déstabilisés de manière définitive. La différence est que la Covid-19 a fait le voyage inverse, de l'Asie à l'Europe et à l'Amérique, semble-t-il.

Les gouvernements occidentaux disposent d'une préparation stratégique pour faire face aux attaques bactériologiques mais pas aux mutations des caractéristiques de la Covid-19, en effet dans les mêmes documents de Sécurité Nationale de 2018-19 de l'Espagne, il est indiqué textuellement qu'une éventuelle crise ou pandémie virale ne peut se produire que dans des contextes géographiques lointains, c'est pourquoi nous avons des réserves pour faire face à l'expansion de la variole mais nous n'avons aucune idée de la Covid-19.

Le changement climatique modifie et modifiera encore plus radicalement dans les années à venir l'équilibre de la vie sur la planète, et au cœur de cette vie, il y a l'Homo Sapiens. En fait,

l'augmentation de la température et du niveau de la mer (pour ne citer que deux des altérations en cours) aura de graves répercussions économiques, accélérant les processus de désertification, les inondations et d'autres phénomènes climatiques radicaux, renforçant la migration déjà croissante de centaines de millions de personnes.

La crise dans laquelle nous nous trouvons, tant sanitaire qu'économique et sociale, n'a pas été une question de malchance, quelque chose d'inévitable qui justifie les restrictions et la privation de droits. La crise économique et sociale a commencé depuis un certain temps, avec de nombreux échos de la crise de 2008. Les crises sont intrinsèquement liées au capitalisme, elles sont cycliques, et une lecture attentive de celles-ci est nécessaire pour en faire une bonne analyse politique.

Nous nous acheminons vers un monde plus instable, nous devons souligner le nouveau rééquilibrage entre les pays émergents et les principales puissances capitalistes. Du monde "unipolaire" d'après la chute du mur de Berlin et la disparition de l'Urss, nous sommes passés à une réalité "multipolaire". En 1995, les économies des pays émergents (les E7), représentaient la moitié du Pib des puissances capitalistes traditionnelles, le G7. En 2015, ils avaient le même poids économique et en 2040, ils pourraient le doubler. En revanche, la gouvernance des institutions internationales multilatérales, Omc, Accord de Paris sur le climat, Oms, Conseil de sécurité de l'Onu, etc. connaît une grave crise.

Les pays émergents, en raison de leur poids économique, aspirent à un leadership politique et militaire et cela inclut un rôle de premier plan dans toutes les organisations internationales et

sur toutes les décisions transcendantales.

Tout indique que la lutte s'exprimera non pas tant dans une augmentation de l'arsenal nucléaire et des armées conventionnelles (ce qui est également le cas) mais dans de nouveaux scénarios de guerre commerciale et surtout dans le contrôle du cyberspace et de la confrontation culturelle, où les réseaux sociaux et les médias de masse jouent un rôle décisif pour influencer l'opinion publique (guerre psychologique pour le discours ou de nouvelles expressions de l'hégémonie).

Nous ne sommes pas confrontés à la dernière crise du capitalisme, mais à une autre des crises cycliques qui lui sont propres. Une crise que le capitalisme surmonte, entre autres, en se débarrassant des secteurs économiques qui ne sont plus fonctionnels, ce qui se traduit par des centaines de milliers de familles condamnées à la misère. Et même si la crise ne finit pas par être résolue en faveur de la classe ouvrière, nous devons nous battre pour faire avancer nos idées, car d'autres crises viendront.

Aujourd'hui, nous devons créer les conditions qui nous permettront de mener la bataille des idées dans de meilleures conditions. Nous devons nous fixer un horizon de transformation à tous les niveaux : transformation des relations de production, transformation des relations humaines et transformation de la relation avec la nature. Et de la même manière, expliquer qu'il y a une période de transition pour y arriver. Et dans cette transition, il est nécessaire de faire des propositions concrètes, tant pour améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière et notre rapport avec la nature (et gagner du temps), que pour avancer dans la bataille culturelle.

Certaines de ces mesures consistent à établir un revenu de base universel, à renforcer l'économie sociale et solidaire, à créer une banque publique, à rompre avec la doctrine d'austérité de l'UE (permettant le financement de la dette publique) ou à nationaliser des secteurs ou des entreprises stratégiques qui doivent être sauvés, mais pas à les vendre plus tard à des amis à un prix d'aubaine. Toutes ces mesures devraient être le début d'une réorganisation économique vers un modèle durable, non pas basé comme en Espagne sur des monocultures non durables

comme le tourisme ou la construction, passant d'une croissance basée sur les exportations à une économie basée sur la demande intérieure, autocentrée et planifiée. Nous devons également garder à l'esprit que cette bataille culturelle ne se déroule pas dans les airs, et qu'il est essentiel de se mobiliser pour exiger ces propositions dans nos rues, nos quartiers et nos lieux de travail. C'est-à-dire qu'il faut dénoncer le conflit social partout où il se produit.

C'est la principale mission de la gauche européenne. Comme on l'a montré, la pandémie et le confinement ont peut-être apparemment arrêté la société et l'économie, mais ils n'ont pas arrêté la lutte des classes, ils ont plutôt accentué ses contradictions. Par conséquent, l'impérialisme a également continué à travailler contre les peuples du monde, nous en avons des exemples très récents avec la tentative de déstabilisation impérialiste au Belarus, ou avec la résurgence de la guerre dans le Caucase du Sud.

Cette pandémie a également mis en évidence des aspects que la gauche souligne depuis longtemps, tout d'abord le fait que la classe ouvrière joue le rôle d'un véritable pilier de nos sociétés. Dans les moments les plus difficiles de l'enfermement et de la pandémie, ce sont les nettoyeurs, les stockistes des supermarchés, les infirmières et les médecins qui ont accompli les tâches fondamentales et essentielles de la vie, et non la bourgeoisie ou les professionnels libéraux. Il faut également noter que la majorité de ces professionnels absolument fondamentaux ont été des femmes. Démontrant ainsi qu'à des moments particulièrement cruciaux, c'est la femme qui travaille qui avance.

Deuxièmement, l'importance des systèmes de santé publique et d'un système de services publics. Tout au long de la pandémie, les grands patrons de la santé privée se sont cachés. Elle démontre également la nécessité d'un État fort, contrôlé par les travailleurs. Nous devons féliciter les efforts de lutte contre la coronavirus menés par des pays comme Cuba, le Vietnam ou la République populaire de Chine.

En Catalogne et en Espagne, après la Covid-19, nous ne pouvons pas revenir à l'ancienne normalité, nous devons profiter de l'occasion

pour opérer de profonds changements étant donné le caractère exceptionnel du moment. Comme nous l'avons dit, les thèses néolibérales ne sont pas en vogue actuellement, et il n'est pas possible de les maintenir, car elles se sont éloignées du bon sens de la majorité des citoyens qui réclament des politiques de gauche pour assurer leur propre survie (Revenu Vital Minimum pour ouvrir la porte au revenu de base, contrôle stratégique des secteurs les plus importants de l'économie, investissement dans les services publics, à commencer par la santé, mais aussi l'éducation ou les soins aux personnes âgées...).

Un gouvernement de gauche sera celui qui gère le quotidien avec une sensibilité sociale et environnementale et qui prépare les changements qualitatifs à moyen et long terme. Il ne sera pas de gauche s'il veut revenir aux choses telles qu'elles étaient avant, mais à présent, avec la coronavirus, nous ferons "quelques exceptions", mais dès que possible, nous reviendrons au cadre européen des règles du "Pacte de Stabilité et de Croissance", le principal axiome des politiques néolibérales promues et imposées à l'UE.

Il devient donc impératif de briser le verrou du "Régime de 78", le cadre juridico-institutionnel qui le structure, avec le Bourbon Felipe VI à sa tête, et de donner la liberté aux peuples de

pouvoir décider de leur avenir politique.

Cela ne peut se faire que sur la base d'un projet idéologique fort et d'un débat très large et très franc sur notre méthodologie de synthèse, qui nous permette de gérer les énormes difficultés qui viendront, de ne pas nous arrêter, de ne pas nous sentir vaincus, de ne pas perdre de vue l'horizon.

Nous devons travailler pour une autre société, fondée sur des principes qui mettent la vie au centre de tout chose.

Dans les moments de grande crise, l'histoire s'accélère et il est possible d'avancer sur le chemin de la transformation sociale. Ce sont les moments où se déroule une grande bataille culturelle, dans laquelle il est possible de faire avancer en très peu de temps des idées qui, dans des circonstances normales, prendraient de nombreuses années.

C'est à cette tâche ardue qu'Esquerra Unida i Alternativa, ainsi que le Parti de la Gauche Européenne, doivent être à la hauteur.

Esquerra Unida i Alternativa est un parti politique en Catalogne d'inspiration socialiste et communiste. C'est un parti membre du Parti de la Gauche Européenne.

Nous ne marcherons plus seuls

Tolly Kulczycki

Il est 20h17 un lundi soir. Le ciel d'automne calme s'est longtemps assombri, mais les lumières du trafic arrêté éclairent l'intersection entre deux des rues les plus fréquentées de Varsovie - Marszałkowska et Świętokrzyska. Au milieu de la place, une trentaine d'adolescents dansent en plein air et protestent. Ils exécutent la danse traditionnelle du lycée *belgijka* (la danse basée sur 't Smidje). Ils rient, transpirent, s'amusent comme des fous et - peut-être le plus important - protestent contre une loi sauvage qui interdit l'avortement dans presque tous les cas. À ce moment-là, ils étaient là et bloquaient la route depuis plus de deux heures et demie. Ils ont repoussé trois voitures de police qui se dirigent vers le centre-ville, où se tient une gigantesque manifestation. Une autre voiture arrive, ils laissent tomber la musique et courent pour l'arrêter. Trois hommes prennent en location de lourds scooters électriques et barricadent la route. Une rangée de personnes se met en place, délivrant un message clair : nous dominons cette ville aujourd'hui. C'était le premier blocus du lundi. Qui les a provoqué et qu'est-ce qui est arrivé aux enfants qui protestaient ?

Un conflit idéologique de longue date entre les droits reproductifs et l'oppression a atteint un autre niveau lorsque le nouveau Tribunal constitutionnel de la République de Pologne a déclaré inconstitutionnel le 22 octobre le compromis sur les droits reproductifs (qui avait permis l'avortement en cas de danger pour la vie de la mère, de fœtus endommagé et de grossesse causée par un acte illégal, généralement un viol). Ils ont jugé l'exemption relative au «fœtus endommagé» en contradiction avec le droit de vivre, s'opposant ainsi à de multiples décisions de la Cour suprême et de la Cour constitutionnelle.

L'actuel Cour Constitutionnelle est dirigée par Julia Przyłębska, une avocate anti-choix connue, et entourée d'autres juges partisans comme elle.

La décision a été une surprise pour le public, puisque la requête visant à considérer la loi sur les droits reproductifs a siégé au Tribunal pendant longtemps, pour être utilisée maintenant au milieu d'une pandémie mondiale. Nous n'avons cependant pas sourcillé avant de venir protester. Armés de lunettes de ski, de matériel médical et de grands espoirs, des milliers de Polonais ont défilé dans les rues des petites, moyennes et grandes villes. Les plus grandes manifestations depuis 1989 qui ont ébranlé le pays. La Grève des Femmes s'est rapidement imposée comme la principale manifestation organisée, partageant des informations et aidant les réprimés. Les manifestations ont suscité une énorme réaction de la part des militants d'extrême droite anti-choix qui ont créé la Garde Nationale, une organisation quasi-fasciste dédiée à la défense des biens de l'Église. Le groupe coopère régulièrement avec les forces de police pour agresser les manifestants.

Les premières manifestations ont été un peu partout, mais nous avons réussi à nous organiser assez rapidement. La plupart des villes ont créé des groupes locaux contre la répression, qui se consacrent au suivi des personnes arrêtées et à la fourniture d'une aide juridique. Nous avons organisé des manifestations régulières, des blocages tous les lundis et des manifestations de solidarité avec les personnes arrêtées. Mais la police était encore plus organisée, utilisant tous les moyens possibles pour nous garder à l'intérieur. Les personnes arrêtées ont été déplacées de ville en ville pour désorganiser

les efforts de lutte contre la répression. La police a refusé de donner des informations sur les personnes arrêtées à leurs avocats, certains se sont même vu refuser l'aide juridique et les médicaments nécessaires. Les détenus ont été traités de façon horrible, manipulés émotionnellement, abusés psychologiquement et sexuellement. Ceux qui n'étaient pas en garde à vue n'ont pas eu la pêche non plus. La police a souvent eu recours à une force physique disproportionnée pour faire cesser les manifestations, souvent en utilisant du gaz poivré et des matraques en acier. Ils ont pratiqué la stratégie séculaire d'encercler les manifestants avec une force brutale - heureusement, beaucoup de gens ont prêté leurs barrières, permettant ainsi à de nombreux manifestants de s'échapper. C'était terrifiant, surtout pour les adolescents et les personnes âgées, qui constituaient la grande majorité des manifestants.

Les médias n'ont certainement pas aidé. La TVP, contrôlée par l'État, a régulièrement diffusé des programmes visant à calomnier les manifestants avec tout ce qu'ils avaient. Nous avons été accusés de ne pas tenir compte de la pandémie et des mesures réglementaires, appelés "les fascistes de gauche qui essaient de détruire la Pologne". C'est drôle, vu que la police nous frappait main dans la main avec des fascistes au sens propre et des nationalistes purs et durs. Les médias privés, en revanche, n'ont capté qu'une petite partie des protestations, refusant de montrer les gens au milieu - les organisateurs, les instigateurs, les médecins et les spécialistes de l'anti-répression réalisant tout cela. Leur soutien s'est limité à des phrases modérées et libérales, et non aux véritables questions sociales en jeu, et la demande essentielle - l'avortement sur demande - a été réduite au silence.

C'est là que nous arrivons au plus grand problème - le dépassement libéral de la plateforme que les militants radicaux de gauche ont créée. Le problème trouve son origine dans les protestations des capitalistes et des agitateurs

anti-science qui protestaient depuis la marche et qui ont vu dans la grève des femmes l'occasion parfaite d'attirer l'attention. Ils ont rapidement cherché à s'associer aux manifestations féministes de plusieurs manières. L'une d'entre elles était l'universalisation - les entrepreneurs et les anti masqueurs ont changé leur rhétorique, passant d'un discours de droite à une plateforme anti-gouvernementale plus générale. Cela a eu pour effet de brouiller les messages de tous les groupes de protestataires, avec pour résultat que de nombreuses personnes sont venues non pas pour se battre pour les droits de l'homme, mais simplement parce qu'elles n'aiment pas le gouvernement actuel. Bien que généralement cela ne soit pas un problème en soi, ce qui a provoqué le silence des appels en faveur de l'avortement. Cependant, toute solidarité extérieure n'a pas été négative. Des groupes tels que les chauffeurs de taxi qui se sont mis en grève pour obtenir des salaires plus élevés et les agriculteurs qui se sont mis en grève pour obtenir plus d'investissements dans l'agriculture ont véritablement aidé la cause avec des actions telles que la conduite de voitures et de tracteurs dans les rues de la ville et le blocage des voitures de police.

La menace libérale était à la fois intérieure et extérieure, comme il s'est avéré. Comme je l'ai mentionné, la principale responsabilité des manifestations a été assumée par la Grève des Femmes - une organisation formée lors des manifestations du Black Friday de septembre 2016 par une des figures de proue des manifestations susmentionnées - Marta Lempart et Klementyna Suchanow. Alors qu'au début, elles semblaient simplement aider les manifestants à s'organiser, très vite, il est devenu évident que leurs actions pouvaient avoir une arrière-pensée. Le premier grand acte d'organisation des manifestations a été l'ouverture du Conseil de coordination - un organe composé de militants sélectionnés, qui étaient responsables de la formation de revendications consolidées pour les manifestations. La réaction du public a été rapide et directe : le

Conseil est antidémocratique et inutile. Le fait que, malgré l'apparition de militants syndicaux et de défenseurs des droits des travailleurs, un groupe de politiciens libéraux partisans, issus de la Plate-forme civique de centre-droit, figurait sur la liste des membres du Conseil n'a pas aidé, alors que de nombreux militants vénérés ayant des penchants et des liens avec le Parti de gauche n'étaient notamment pas invités. La Grève a rapidement abouti à une solution - des revendications émanant de la foule se sont avérées être une horrible, horrible erreur. Presque tous les jours, un autre scandale a éclaté à propos de l'inclusion de certaines demandes scandaleuses telles que la limitation de la définition du viol ou l'absence notable de demandes pro-LGBTQ+. Ce dernier point est un véritable casse-tête si l'on considère que de nombreuses manifestations ont été soutenues ou même organisées par des collectifs anarchistes queer et des ONG pro-LGBTQ+. La situation s'est encore aggravée lorsque des allégations ont été formulées contre Mme Suchanow, la qualifiant de "féministe s'appropriant la transphobe radicale".

La grève des femmes de toute la Pologne s'est également produite au sein du Parti de Gauche, accusant souvent les députés européens de gauche d'essayer de voler le mérite des protestations. Les héroïques hommes d'État du Parti de Gauche ont cependant ignoré ces allégations et ont aidé les manifestants malgré tout, sauvant souvent des personnes de la garde à vue en menant des enquêtes et des interventions 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans les postes de police de tout le pays. Le plus grand conflit a opposé une instigatrice notable des manifestations du Black Friday des femmes - Mep Agnieszka Dziemianowicz-Bąk - et la présidente de la grève des femmes - Marta Lempart, qui a contesté la renommée de Mep Dziemianowicz-Bąk.

Malgré tous les problèmes que nous pouvons avoir avec la grève des femmes en Pologne, il ne fait aucun doute que les protestations qui se poursuivent sont en grande partie dues à leur

influence, pour le meilleur ou pour le pire. Mais aujourd'hui, les protestations sont bien différentes de ce qu'elles étaient auparavant. Les blocages du lundi ont ralenti, avant d'être finalement arrêtés en novembre (c'est dommage, je les adorais). La dernière grande manifestation que nous avons eue s'est déroulée le 28 janvier, un jour après la publication de la décision de la Cour constitutionnelle sur les droits reproductifs. Les manifestations sont-elles terminées ? Non, loin de là.

Vous vous souvenez des enfants qui dansaient au milieu des rues de Varsovie, dont j'ai parlé au début de cet article ? Ils dirigent le spectacle maintenant. Regroupés dans de petits collectifs tels que Resistance or Brawl (Ligue régionale antifasciste des célibataires de Varsovie) qui s'occupent des manifestations de solidarité dans de plus grandes organisations partisans telles que la Fédération de la Jeunesse Social-démocrate, Youth Together. La Jeune Gauche ou la Jeunesse Rouge qui recueillent des signatures pour un projet de loi qui légaliserait l'avortement à la demande.

La solidarité internationale est également un don sacré pour nous. Depuis l'automne dernier, nous avons été invités à des conférences dans le monde entier pour nous permettre de faire connaître l'horrible situation en Pologne. Et c'est ici, cher lecteur, que je Vous demande de l'aide. Faites passer le mot, faites-le savoir au monde entier - nous saignons. La police continue de patrouiller dans les rues à la recherche de personnes qui défendent les droits de l'homme. De nombreuses personnes sont encore jugées pour avoir protesté contre les politiques inhumaines du Parti de la loi et de la justice. Nous avons besoin de votre solidarité. Envoyez des informations partout où vous le pouvez. Si Vous le pouvez, faites un don à des organisations internationales qui aident les gens à se faire avorter, comme *Abortion Without Borders*, une organisation polonaise qui aide des centaines de personnes à faire un choix dans leur vie.

Vous pouvez trouver des informations sur les

dons sur leur site web - <https://abortion.eu/>.
C'est la meilleure façon de nous montrer que
« nous ne devons plus marcher seuls ».

Tolly Kulczycki est une militante de gauche polonaise non binaire de 18 ans. Tolly est le secrétaire aux affaires internationales de la Fédération de la Jeunesse Social-démocrate et a aidé à organiser en Pologne la grève des jeunes pour le climat et plusieurs groupes anti-répression lors des récentes manifestations.

La voie de l'Europe vers le capitalisme numérique - nivelée par la crise de la Covid 19

Birgit Mahnkopf

Même avant le déclenchement de la pandémie de la Covid 19, l'automatisation numérique était considérée en Europe comme ailleurs comme un développement technologique aussi inévitable que bénéfique, auquel personne ne pouvait, ni ne devait, échapper. Avec la maladie virale, cette vision est devenue une évidence.

Elle promettait d'énormes gains de productivité, une économie "verte" consommant moins de ressources, une efficacité accrue dans tous les domaines de la société, voire un monde plus pacifique grâce à la coopération transfrontalière, un échange de connaissances illimité et une revitalisation des biens communs. L'arrêt épidémiologique de la vie sociale normale pendant la pandémie de la Corona a donné aux technologies numériques un élan jusqu'alors inimaginable. Cela rend plus urgent un débat sincère sur les dangers associés à la dernière vague de progrès technologiques.

1. Que promet la nouvelle vague d'automatisation ?

Jusqu'au déclenchement de l'épidémie au premier trimestre 2020 et à la crise économique mondiale qui l'a suivie, les économistes, les organisations internationales, les groupes de réflexion des entreprises, les gouvernements et, dans certains cas, les représentants des salariés, à l'unisson, ont proclamé un message central : « Grâce à l'augmentation gigantesque de la collecte de données et à l'interconnexion de tous les processus de recherche, de production, de

distribution, d'administration, de consommation et de communication, ainsi qu'à l'utilisation des ordinateurs, des robots, des scanners, des logiciels de reconnaissance vocale et faciale et à leur contrôle par des algorithmes et des réseaux neuronaux artificiels, il serait possible d'enregistrer, de surveiller et de contrôler l'ensemble de l'économie à l'échelle nationale et mondiale ». Cela pourrait faciliter, améliorer, accélérer et finalement réduire le coût de tous les processus. Il était également prévu qu'en rendant d'innombrables produits et services moins chers, il serait possible de déclencher une nouvelle vague de consommation de masse et d'accélérer à nouveau la croissance économique. Un nouvel âge d'or du capitalisme semblait être à portée de main, basé non pas sur le pétrole, comme par le passé, mais sur des données qui en constituent le "nouveau souffle".

Une énorme augmentation de la productivité était et est toujours attendue, en particulier pour l'industrie manufacturière. Dans ce secteur de l'économie, qui est tout aussi central pour le profit, le travail et les revenus fiscaux, les indicateurs de la numérisation peuvent être nommés assez clairement. Il s'agit de la production, de la commercialisation et de l'utilisation de robots qui fonctionnent sur la base d'algorithmes et d'intelligence artificielle (IA) et, avec une importance économique un peu moindre, également de la production, de la commercialisation et de l'utilisation d'imprimantes 3D et de l'utilisation de "plates-formes intelligentes" et de produits finaux numériques. Des changements profonds sont

également attendus dans la logistique et dans les sous-secteurs de l'industrie chimique, de la vente au détail, des institutions financières et du secteur des soins de santé. Toutefois, la production de machines sophistiquées est concentrée dans un groupe relativement restreint de pays en Asie du Sud-Est, aux États-Unis et en Europe. Au sein de l'Europe, cela concerne principalement l'Allemagne et l'Italie ; les petits pays européens ne peuvent pas suivre en termes de quantité. Il n'est donc pas étonnant que le battage médiatique autour de la numérisation soit particulièrement fort en Allemagne.

2. Les grands perdants de la vague de l'automatisation numérique

L'un des effets de la mondialisation, telle que nous la connaissons et que nous l'avons suffisamment critiquée, est que de nombreuses entreprises du Sud et des millions de travailleurs, notamment en Asie du Sud-Est, ont été intégrés au marché mondial. Cependant, cela s'est produit dans une position subordonnée et extrêmement vulnérable au bas des chaînes de valeur mondiales des entreprises dominantes des pays industrialisés et développés. Les informations faisant état de violations des normes internationales du travail dans ces usines et même des droits fondamentaux de l'homme sont légion. Néanmoins, ces conditions de travail extrêmement abusives étaient et sont encore la condition préalable pour que des millions de personnes, parmi lesquelles de nombreuses femmes, se libèrent elles-mêmes et leurs familles d'une grande pauvreté et échappent à la domination patriarcale dans leurs communautés villageoises. Dans les réseaux de solidarité, beaucoup d'entre eux ont appris à se battre pour leurs droits.

Dans un avenir proche, cependant, il est probable que les robots de couture, les imprimantes 3D et les scanners corporels produits par les champions

du numérique dans certains pays industrialisés en Occident et en Chine feront perdre jusqu'à 70 % de ces emplois dans les pays d'Asie de l'Est. En effet, pour la première fois, il sera également possible de convertir la production textile de masse en une méthode de production flexible, orientée vers le client et individualisée grâce à une automatisation sophistiquée. Cela peut se faire soit à proximité des marchés de vente les plus importants, soit sur le lieu de production précédent - par exemple, en faisant fonctionner des machines à tricoter entièrement automatisées de la production allemande au Bangladesh, où l'on produit déjà pour H&M ou Zara plus de sweat-shirts 24 heures sur 24 que ce qui était produit auparavant par des centaines de travailleurs en une journée de 10 heures. Ce qui s'applique à l'industrie de l'habillement et du textile s'applique également, sous une forme modifiée, à la production de masse d'autres biens de consommation. De nombreux pays du Sud sont menacés par la désindustrialisation en raison de la numérisation - bien avant qu'ils ne puissent passer du statut de "pays à faible revenu" à celui de "pays à revenu moyen" par le biais d'une industrialisation partielle et extrêmement dépendante.

Cependant, les travailleurs européens ou américains ne seront pas parmi les gagnants de la déglobalisation de l'économie mondiale initiée par les technologies de rupture. Après tout, dans la production de biens de masse, l'utilisation des technologies numériques est intéressante principalement parce qu'elle permet une flexibilité sensiblement accrue et entraîne des économies considérables en matière de coûts de fret. Mais seulement si ces avantages sont complétés par une nouvelle baisse des salaires de misère dans les pays industrialisés avancés que les êtres humains pourront faire face à la concurrence de robots infatigables, non frappants, qui peuvent être déployés 24 heures sur 24 - et qui sont peu touchés, même en cas de pandémie.

Des millions de travailleurs perdront leurs opportunités d'emploi, tant dans le Sud que dans les anciens pays industrialisés, en raison

de l'automatisation numérique dans l'industrie ou de l'utilisation de systèmes automatisés dans la logistique, le commerce de détail, l'industrie des assurances ou la banque. Certes, ils pourraient rejoindre l'armée des "click-crowd ou micro-travailleurs" qui offrent leurs services "à la demande", de tous les pays de ce monde, sans lien fixe avec une entreprise et sans sécurité sociale, pour quelques centimes et avec peu de chances de pouvoir s'organiser collectivement. Mais même si leur nombre va continuer à augmenter, il est déjà prévisible aujourd'hui que nombre des services offerts par ces nouveaux travailleurs de masse dispersés dans le monde entier seront tôt ou tard pris en charge par un algorithme.

Par conséquent, dans la "tempête parfaite" (Nouriel Rubini) qui se prépare actuellement dans le monde, on peut s'attendre à ce que l'inégalité croissante des revenus et des richesses attise encore davantage les flammes du populisme, du nationalisme et de la xénophobie.

3. La souveraineté technologique et la stratégie numérique de l'UE

Dans toute l'Europe, il manque encore l'installation de câbles à fibres optiques, des interfaces normalisées pour les programmes d'application, un langage de données commun et l'intégration de systèmes largement autonomes - en d'autres termes, les conditions technologiques préalables à des usines et des bureaux réellement intelligents ou "smart". En outre, seules quelques entreprises technologiques ont suffisamment de contrôle sur de grandes quantités de données et sont donc en mesure de développer des algorithmes qui dictent comment certains problèmes préalablement définis doivent être résolus. Cet aspect important est appelé "compétence en matière d'IA".

La souveraineté technologique d'un pays détermine si ses entreprises industrielles

sont parmi les perdants ou les gagnants de la numérisation. Toutefois, un pays "souverain" au sens de la technologie numérique moderne est tout simplement un pays - ou, dans le cas de l'UE, un groupe de pays - qui possède une chaîne de valeur fermée, c'est-à-dire s'il existe des entreprises qui peuvent produire des puces, des ordinateurs et des batteries de manière indépendante, mais qui contrôlent également les logiciels, y compris en particulier les algorithmes précieux, grâce à des droits de propriété intellectuelle protégés par l'État. Bien entendu, pour atteindre la "souveraineté technologique", il faut aussi pouvoir garantir l'accès aux nombreuses matières premières stratégiques indispensables par des moyens de politique étrangère, le cas échéant, à l'aide de sanctions économiques et, en cas d'urgence, la menace d'une force militaire.

Aucun pays du Sud ne satisfait aux exigences d'une telle souveraineté technologique. Aujourd'hui, la course au numérique se déroule principalement entre les États-Unis et la Chine. Mais l'UE est déterminée à la suivre. Avec l'annonce par la Commission européenne de son intention à long terme de créer un marché unique des données, l'UE se positionne comme un acteur dans la course entre les États-Unis et la Chine pour un rôle de premier plan dans la nouvelle "géopolitique technologique".

Jusqu'à présent, les entreprises technologiques américaines et chinoises détiennent les données qui sont le "nerf de la guerre" du capitalisme numérique. Le jeu de pouvoir mondial entre le leader mondial émergent et celui qui bat en retraite porte sur la domination des technologies perturbatrices, car leur développement a non seulement des effets économiques et sociaux considérables, mais aussi et surtout des conséquences en matière de politique de sécurité et d'armée. Les technologies numériques, en particulier la robotique et l'utilisation de l'IA, sont des technologies à double usage par excellence. En effet, les systèmes d'armes IA nécessitent les mêmes composants que les systèmes de conduite autonome, par exemple. Capteurs, reconnaissance d'images et de voix,

logiciels pour les pilotes automatiques, grands centres de données, ordinateurs puissants, réseau rapide et de plus en plus de satellites dans l'espace. Le nouveau contexte géopolitique est donc le suivant : « celui qui contrôle les données contrôle le monde ». C'est d'autant plus vrai que ce sont les données et les algorithmes qui permettront les guerres à venir avec des systèmes d'armes automatisés. La technologie clé pour la puissance mondiale, qu'elle soit civile ou militaire, est le développement et l'application de l'IA. Celle-ci constitue la base technique de toutes les technologies de surveillance et de contrôle et de tous les systèmes de contrôle autonomes.

4. La crise de la Covid 19 comme accélérateur de la numérisation

Au printemps 2020, il était encore possible de discerner une vision peu critique de la tendance à la numérisation parmi les institutions de l'UE. Compte tenu de la poussée de la numérisation pendant la pandémie de la Corona, qui s'est emparée de presque tous les secteurs de la société à une vitesse vertigineuse et est portée par une euphorie pour les substituts de réseau pour la vie réelle qui transcende toutes les frontières des partis et des pays, quiconque soulève des objections critiques à l'égard du battage publicitaire sur la numérisation se ridiculise presque.

L'épidémie agit comme une fontaine de jouvence pour le capitalisme numérique. D'une part, beaucoup de capitaux, pour lesquels aucun investissement rentable n'a pu être trouvé avant même le déclenchement de la pandémie, sont détruits. Mais en même temps, la numérisation généralisée fournit aux entreprises technologiques des capitaux d'une ampleur qui, bien placés, font paraître relativement inoffensives les perspectives

dystopiques du "Brave New World" imaginé autrefois par Aldous Huxley.

Défendre la liberté d'expression en tant que noyau de la démocratie européenne et se plaindre des abus de données, des menaces pour la vie privée, de la manipulation de l'opinion publique et de la fracture numérique croissante au sein des sociétés et entre elles n'empêchera pas les conséquences voulues et fortuites du capitalisme numérique. Il faudrait probablement un mouvement à l'échelle européenne qui défende de manière critique et offensive une stratégie de limitation émancipatrice de la numérisation. Cette stratégie n'est pas seulement soutenue par des considérations de marché du travail, de politique sociale et d'éducation, mais aussi par des arguments de politique de paix. Une critique de la numérisation est cependant nécessaire avant tout d'un point de vue écologique. En effet, le capitalisme numérique nécessite d'énormes quantités d'énergie supplémentaire et de grandes quantités de métaux dits "critiques" - parce que géopolitiquement contestés - pour les gigantesques mémoires de données et la formation des algorithmes, pour les réseaux, la production des technologies TIC et pour un nombre croissant de produits finaux souvent superflus avec peu d'avantages supplémentaires.

Quiconque veut travailler pour un avenir digne d'être vécu en Europe et dans le "reste du monde" plus vaste doit faire face à une multitude d'objectifs contradictoires pour lesquels il n'existe pas de solutions "gagnant-gagnant", mais vraisemblablement juste la perspective conflictuelle d'un "changement de système".

Birgit Manhkopf est professeure retraitée de politique européenne à l'École d'économie et de droit de Berlin. Elle a publié de nombreux livres et articles sur les dimensions économiques, sociales et politiques de la réalité contemporaine. Elle est membre du conseil académique d'Attac Allemagne.

Crise pandémique et son impact sur la vie des femmes¹

Amelia Martinez-Lobo et Andrea Peniche

Introduction

L'impact des crises n'est jamais neutre. La crise de la Covid ne fait pas exception. Malgré le manque de données officielles sur cet impact, la vie quotidienne révèle la croissance des inégalités, comme jamais auparavant. Les femmes sont plus touchées et les inégalités étaient déjà une stigmatisation profonde sur nos/leurs vies. La crise l'a aggravée, ce qui demande de considérer non seulement la situation initiale, mais aussi les difficultés visibles que nous traversons.

Compte tenu de la crise pandémique, les effets d'être infectés doivent être distingués de ceux d'être affectés. Si, en ce qui concerne l'infection, il ne semble pas y avoir de préjugé sexiste, si l'on considère les effets de la crise, ce biais est assez clair. La pandémie renforce les inégalités préexistantes et expose les vulnérabilités des systèmes sociaux, politiques et économiques, qui se sont avérés trop fragiles pour les solutions requises.

On sait que partout dans le monde, les femmes sont moins rémunérées, ont une capacité d'épargne plus réduite, souffrent d'un statut de travail plus précaire, fournissent la majorité des emplois dans le secteur des services et des activités considérées comme non essentielles (coiffure, restauration, centres esthétiques, magasins de vêtements) et représentent la majorité du secteur informel de l'économie, dans lequel le travail n'a généralement pas de

couverture contractuelle et donc pas de droits. Cela les rend particulièrement vulnérables, et les expose au risque de perdre leurs revenus et leur protection sociale, avec des implications concrètes dans leur capacité à résister à l'impact économique, social et mental de la crise pandémique.

Le discours officiel, également responsable de la construction de l'opinion publique, a décrit le confinement comme un moment d'arrêt de l'économie. Mais on peut se demander quelle est l'économie qui s'est arrêtée ? Une partie de l'économie ne l'a jamais fait et, de plus, ne le fait jamais : l'économie du travail domestique et des soins. Pourtant, comme il s'agit du travail des femmes, il reste invisible et exclu à dessein, comme s'il ne s'agissait pas aussi d'économie. Pendant la crise, les femmes n'ont pas cessé, le personnel soignant n'a pas cessé, les secteurs de travail non protégés et précaires n'ont pas cessé, et la grande majorité sont des femmes.

Cette crise a révélé la fragilité des systèmes de protection sociale qui, année après année, ont été détruits par les politiques néolibérales. En tout état de cause, la crise actuelle demande une réponse forte des systèmes de protection sociale, qui devraient se pencher sur les spécificités de tous les impacts. Nous n'avons jamais été tous ensemble dans le même bateau et, par conséquent, les solutions à la crise ne doivent pas être considérées comme si tel était le cas, à moins qu'elles ne soient vouées à l'échec.

La ligne de front est féminine

Partout dans l'Union Européenne, les femmes constituent la majorité du personnel de santé. Cependant, en première ligne, encourant de graves risques d'infection, il y a non seulement des professionnels de la santé, mais aussi des travailleurs des supermarchés, du nettoyage des hôpitaux, de la gestion des transports en commun, de la préparation et de la livraison de nourriture, etc., ainsi que tous les travailleurs en les services communautaires, tels que ceux qui s'occupent des personnes âgées, des pauvres, des sans-abri, des personnes handicapées, etc., et la majorité d'entre eux sont des femmes.

Le secteur mondial de la prise en charge formelle est très important dans l'économie et la société: il correspond à environ 12% des emplois mondiaux et comprend quelque 381 millions de travailleurs. Dans l'UE, 83% de ces emplois sont des femmes. Pour eux, la distanciation sociale et le télétravail n'ont jamais été une option, car beaucoup dépendent de leur travail pour survivre. Si nous résumons le travail informel et non rémunéré dans les soins à celui du secteur formel, le chiffre mondial monte à 2 milliards de personnes, et en Europe, on estime que le nombre de personnes impliquées dans une sorte de prise en charge informelle augmente à 125 millions. Le travail reproductif non rémunéré, essentiellement féminin, correspond à environ 9% du PIB mondial. Au Portugal, la valeur à laquelle il correspond a été estimée à quatre milliards d'euros chaque année, et le nombre de personnes fournissant un type de travail de soins non rémunéré entre 800.000 et un million. Quatre de ces travailleurs sur cinq sont des femmes, soit 80%. Néanmoins, avec la fermeture temporaire ou la faillite des institutions sociales pendant la crise pandémique, ce chiffre a augmenté. Selon une enquête de l'ANCI (Associação Nacional de Cuidadores Informais, l'association nationale des soins de santé informels), cette croissance est estimée à 10%.

Crise dans le secteur de la reproduction sociale

La période de confinement et d'éducation à distance a mis en évidence les inégalités dans le travail domestique et de soins: loin de leur lieu de travail rémunéré, et emprisonnées dans un travail à distance, de nombreuses femmes assument une part disproportionnée des tâches à domicile. Prendre soin des enfants et suivre leurs devoirs scolaires, préparer tous les repas, nettoyer la maison et les vêtements, aider les parents malades et remplir simultanément les tâches de leur horaire de travail ont prouvé comment l'exploitation se déroule: 24 heures sur 24 au service de la famille, l'entreprise et de la nation.

Selon une enquête de l'université du Sussex, en Grande-Bretagne, l'inégalité dans le partage des responsabilités parentales s'est accrue pendant le confinement, et la société britannique a régressé au mode de vie des années 1950 : la proportion de mères totalement ou presque totalement responsables (entre 90 et 100 %) de la garde des enfants est passée de 27 à 45 %, et 70 % des femmes ont déclaré être la seule personne responsable de toutes les tâches de suivi des activités scolaires. Cette superposition de tâches de travail et de soins implique un plus grand déficit de temps libre et une énorme surcharge physique et mentale qui limite l'autonomie et les opportunités économiques des femmes. Il convient également de signaler que la plupart des familles monoparentales sont féminines (85% au Portugal), ce qui signifie que, pour de nombreuses femmes, il n'y avait aucune possibilité de partager les tâches.

Plusieurs entreprises ont rejeté l'embauche de femmes pendant la pandémie, craignant qu'elles risquent devoir passer du temps avec leurs enfants à la maison pendant la période scolaire.

Par conséquent, les effets à long terme de la crise pandémique doivent être considérés, notamment en ce qui concerne l'indépendance économique des femmes, avec le risque de

régresser à l'époque de nos grands-mères.

Crise de la santé et des droits reproductifs

En mars, l'Unesco estimait que la pandémie avait empêché 1,52 milliard d'enfants d'aller à l'école. Dans de nombreuses régions du monde, les écoles sont le lieu le plus sûr pour les filles vulnérables. En conséquence, un recul peut se produire, notamment en ce qui concerne les mutilations génitales et les mariages forcés. En dehors de l'école, de nombreuses filles ont cessé d'obtenir des produits hygiéniques, tels que les serviettes hygiéniques, qui à leur tour ont un impact significatif sur leur santé sexuelle et reproductive.

Le confinement et la peur de contracter la maladie ont empêché de nombreuses femmes de se rendre aux services de santé. Marie Stopes International, une ONG qui fournit des services de contraception et d'avortement sans danger dans plusieurs pays, estime que la crise pourrait empêcher quelque 9,5 millions de femmes et de filles d'accéder à leurs services. La santé maternelle est vulnérable et, par conséquent, on prévoit que le taux de mortalité maternelle pourrait augmenter dans le monde. La difficulté d'obtenir une contraception, un soutien à la planification familiale ou l'accès aux services d'avortement et à une aide avant et après l'accouchement sont les résultats directs de la réduction des droits et de la santé reproductive.

Le droit à la vie en danger

Les Nations Unies estiment que 249 millions de femmes et de filles ont subi une forme de violence sexuelle et physique de la part d'un partenaire au cours des 12 derniers mois, et ce nombre a augmenté pendant le confinement. L'état d'urgence a isolé de nombreuses femmes avec leurs agresseurs, ce qui a aggravé les relations violentes préexistantes. En France,

une semaine après le confinement, les plaintes pour violence domestique ont augmenté de 30%; en Argentine, la demande d'aide a augmenté de 25%; au Brésil de 40% à 50%; à Chypre et à Singapour, les lignes téléphoniques pour assistance aux femmes ont enregistré une augmentation des appels de 30% et 33%; au Royaume-Uni, l'ONG Refuge a reçu plus de 700% d'appels dans sa ligne de assistance aux victimes en une seule journée; en Espagne, les plaintes ont augmenté de 18% et aux États-Unis de 35%. La même augmentation du divorce et de la violence a été remarquée à Wuhan, en Chine, où la pandémie a été enregistrée pour la première fois. Au Portugal, sur les quelque 16.000 appels au réseau national d'aide aux victimes, 1.167 provenaient de personnes âgées de plus de 66 ans. La violence contre les femmes âgées est fréquemment commise par des parents proches, ce qui empêche les plaintes.

Étant donné que les ONG étaient responsables de la plupart de la réponse aux victimes et que la pandémie rendait leur action plus difficile, les victimes restaient particulièrement non protégées et vulnérables. En outre, la surcharge des professionnels de la santé avec la Covid, la police débordée par le respect des mesures sanitaires, la justice en difficulté, mais aussi le chômage des femmes, et le décor est planté pour l'émergence d'une autre pandémie, celle de la violence contre les femmes.

Crise de l'invisible

Avec l'arrêt de leur travail, les travailleuses du sexe n'étaient pas protégées financièrement. Et, comme leur activité n'est pas reconnue comme un travail dans la plupart des systèmes juridiques en Europe et dans le monde, ils ne sont pas sous la protection des droits du travail qui incluent les autres travailleurs. Leur situation et leurs familles sont devenues intolérables: elles n'existent pas aux yeux des politiques de protection sociale et dépendent de la solidarité pour survivre. Cela a souligné l'urgence de s'attaquer aux

conditions sociales et politiques du travail du sexe. Dans un décor d'invisibilité totale et de manque de protection sociale des travailleuses du sexe, la solution prohibitionniste montre son échec: elle est basée sur un discours moral diviseur mais elle ignore les besoins de personnes concrètes qui demandent la justice sociale. Réduire ces personnes à des situations d'infra-humanité au nom d'une dystopie morale implique des conclusions prévisibles, mais la crise pandémique en a révélé toutes les conséquences pratiques: il y a un secteur social sans protection ni droits, dépendant exclusivement de la solidarité pour survivre à cette crise, mais qui, compte tenu de la stigmatisation qui leur est imposée, n'ont pas d'espace social pour dénoncer leurs difficultés et réclamer de l'aide.

Crise de la démocratie et instrumentalisation de la pandémie et des droits des femmes

La crise de la Covid-19 a été et continue d'être utilisée comme une nouvelle arme par l'extrême droite. D'une part, les gouvernements d'extrême droite ont lancé des néropolitiques², en utilisant la vie des gens et en utilisant le pouvoir pour décider qui peut vivre et qui doit mourir. Dans d'autres territoires, où les néo-fascistes ne sont pas en position de gouvernement et de pouvoir institutionnel, l'extrême droite a su mobiliser ses adeptes dans les réseaux sociaux et dans la rue; ils ont flirté avec le négationisme; et ils ont réussi à faire inscrire leurs messages à l'ordre du jour public. En d'autres termes, cette crise sanitaire mondiale a servi de prétexte et d'impulsion à un réarmement idéologique de l'extrême droite. Au centre de leur guerre idéologique, on retrouve le déploiement de stratégies de communication structurées par des fake news, et alimentées par la haine. Leurs points communs sont divers, mais le racisme et l'idéologie misogyne ressortent, qui essaient de

secouer le consensus et de freiner la conquête des droits des femmes. Un accord réactionnaire clairement homophobe, islamophobe, ultra-conservateur et anti-immigration. En ce sens, il convient de se souvenir du rôle central que l'antiféminisme a occupé dans l'agenda de l'extrême droite. "La guerre des sexes est le principal espace de coordination de la droite mondiale", Nuria Alabao³, journaliste et anthropologue, a déclaré à de nombreuses reprises.

Cette crise de la Covid-19 a montré, d'une manière encore plus claire, «l'internationalisation de cette guerre de genre est le principal forum de coordination des droits mondiaux». Alors que cette bataille contre «l'idéologie du genre» a des expressions différentes, selon le territoire dans lequel elle se trouve, afin d'être acceptable et adaptable aux particularités, comme l'explique Alabao.

Le but de l'extrême droite, dit l'anthropologue, est "de bouger les lignes avec un discours radical". Et elle ajoute: "Ils jouent pour créer leur base politique et culturelle, mais ils ne veulent pas forcément gagner, ils veulent juste agiter à travers la guerre contre les valeurs". En fait, certains de leurs mantras, haine de la population LGTBIQ et anti-avortement, sont en déclin à travers le monde: «Ils ne vont pas à la majorité des électeurs, ils agitent seulement, ils cherchent à ébranler le consensus établi».

Il ne fait aucun doute qu'il existe une tendance internationale réactionnaire misogyne et comment les guerres de genre occupent une place centrale dans cette croisade contre les droits des femmes. De cette manière, nous voyons comment l'extrême droite a renouvelé ses discours, propositions et stratégies sur les questions de genre. Mais à son tour, on observe que le discours de l'extrême droite n'est pas non plus uniforme. D'une part, on retrouve une position réactionnaire, ultra-catholique et conservatrice, dont l'idéologie est de reléguer les femmes à leur rôle traditionnel: les rendre responsables de la prise en charge et de la famille. En ce sens, les associations religieuses ont lancé leur campagne et croisade contre ce

qu'elles appellent «l'idéologie du genre».

Le grand remplacement et la montée du fémonationalisme

Selon la chercheuse autrichienne Judith Goetz, la théorie du “grand remplacement” a été liée à des questions démographiques et à la baisse du taux de natalité de la “population autochtone”. “Dans leur récit du changement démographique, ils utilisent un discours raciste pour affirmer que la population indigène sera remplacée par la population musulmane, qui veut islamiser l'Europe”, explique Mme Goetz, professeur à l'université de Vienne. De cette façon, le rôle des femmes est d'avoir plus d'enfants, c'est-à-dire un retour aux valeurs traditionnelles et un rôle subordonné des femmes, condamnées à effectuer un travail de reproduction sociale invisibles et libres, une condition cruciale du système capitaliste. L'idée du “grand remplacement” fait référence de manière apparemment apolitique à la “nature”, aux “familles normales” ou à la “démographie”, et “invoque ouvertement la nature pour légitimer des structures racistes, coloniales ou de classe”, déclare Goetz.

En accord avec cette idée de l'insécurité des femmes face aux violeurs masculins étrangers, la deuxième grande approche de l'extrême droite à une supposée défense des droits des femmes est soutenue. Ils désignent et stigmatisent les hommes d'origine étrangère comme des violeurs et s'érigent en défenseurs de la sécurité et des droits des femmes. Sous ce mantra, ils ne font que cacher leur programme islamophobe et exploitent les droits des femmes en faveur de ce programme raciste. Comme le souligne Nuria Alabao, la principale nouveauté des partis d'extrême droite, “qui a commencé à refaire surface en réaction à mai 68, est de présenter les immigrants comme des délinquants sexuels”. Il existe de nombreux exemples de ces accusations infondées, mais le plus significatif est peut-être celui de la veille du Nouvel An 2015 à Cologne. L'objectif de ce faux discours est de lier le

matériel à l'idée d'insécurité : “Ils disent que les problèmes matériels de la société sont dus à une crise des valeurs, et non au néolibéralisme. Et ils lient leur proposition d'insécurité au retour au traditionalisme, à la famille traditionnelle hétéronormative qui prend le relais des soins”. L'expert considère que la précarité a profité à l'extrême droite. Elle soutient également que, malgré le fait que les politiques racistes existent depuis longtemps, “la rhétorique raciste n'a pas sa place, ce qui arrive de nos jours”.

Alors que toutes ces idées semblent se concentrer uniquement sur ce que nous appelons une guerre culturelle ou une bataille d'idées, toutes les questions liées au genre sont avant tout matérielles. Le combat pour le droit à l'avortement est un combat pour le matériel: il porte sur le contrôle et la décision sur le corps des femmes. L'idée que les femmes doivent occuper la place traditionnelle n'est pas qu'une idée, c'est le soutien matériel et économique du système capitaliste, basé sur un système de soins et de libre reproduction sociale de la vie. Nier les violences sexistes, c'est retirer les politiques publiques et leurs budgets pour lutter contre le fléau des meurtres de femmes aux mains des hommes, juste pour le fait qu'elles soient des femmes.

De quel féminisme avons-nous besoin?

Une conscience féministe collective est plus nécessaire que jamais, capable de créer et de fixer son propre agenda. Le féminisme ne peut se contenter du lobbying ou du jeu des institutions.

Le féminisme a apporté des réponses concrètes et matérielles à des problèmes communs: le droit à l'avortement, avec l'exemple récent des femmes polonaises⁴; Récemment au Mexique⁵, ils rendraient visible et lutteraient contre les agressions sexuelles et les féminicides; conquête de droits tels que l'égalité de rémunération, dans laquelle il reste encore un long chemin à parcourir⁶ et la liste continue.

Le féminisme est également un bastion contre l'extrême droite. Partout où l'ultra-droite gouverne, ce sont les organisations féministes qui mènent les mobilisations contre les politiques racistes et misogynes de l'extrême droite, comme le mouvement Ele Não au Brésil⁷. Le féminisme est un contre-pouvoir et en tant que tel, il doit être façonné et construit. Par conséquent, il est urgent de continuer à donner des réponses féministes collectives, pacifiques, anti-conservatrices et anti-puritaines, pour les droits des professionnels du sexe, de la communauté LGTBIQ et non binaire, un féminisme qui met la vie au centre, qui revendique des droits et exige une conception du travail qui inclut la vie des femmes dans toutes ses dimensions : celles qui prennent soin et accomplissent les tâches domestiques qui s'accumulent avec les heures de salaire, celles qui s'occupent sans attendre un salaire, celles qui exercent leur activité dans le secteur informel de l'économie, sans droits contractuels, les migrantes, les invisibles. Par conséquent, un féminisme pluriel, antifasciste, anticapitaliste, capable d'intégrer les deux idéologies est nécessaire : féminisme, antifascisme, anticapitalisme, comme condition de possibilité pour construire une société véritablement démocratique, comme celle proposée par Rosa Luxemburg : une société où nous sommes socialement égaux, humainement différents et totalement libres.

1. Cet article a été publié pour la première fois dans l'annuaire de *Transform!* (Walter Baier, Eric Canepa, Haris Golemis, Ed.), Merlin, 2021.

2. La nécropolitique est un concept qui fait référence à l'utilisation du pouvoir social et politique pour dicter comment certaines personnes peuvent vivre et comment certaines doivent mourir. Il est également lié à la soi-disant «thanatopolitique», qui a été utilisée comme synonyme. Achille Mbembe, auteur du livre *On the Postcolony*, a été le premier chercheur à explorer le terme en profondeur, dans l'article du même nom. La nécropolitique est souvent discutée aux côtés du biopouvoir, terme de Foucault pour l'utilisation du pouvoir social et politique pour contrôler la vie des gens. Mbembe a clairement vu que la nécropolitique va au-delà du droit de tuer (droit de glaive de Foucault), mais donne également le droit d'exposer à mort d'autres personnes (y compris les citoyens de leur propre pays). Sa vision des nécropolitiques comprend

également le droit d'imposer la mort sociale ou civile, le droit d'asservir autrui, et d'autres formes de violence politique. La nécropolitique est une théorie des morts-vivants, c'est-à-dire une manière d'analyser comment «les formes contemporaines d'assujettissement de la vie au pouvoir de la mort» obligent certains corps à rester dans des états différents d'être situés entre la vie et la mort. Mbembe utilise les exemples de l'esclavage, de l'apartheid, de la colonisation de la Palestine et de la figure du kamikaze pour montrer comment différentes formes de nécro-pouvoir sur le corps (étatiste, racialisé, état d'exception, urgence, martyr) obligent les gens à se tourner vers des conditions de vie précaires.

3. <https://nurialabao.blog/2020/04/12/contra-la-ultraderecha-luchar-en-tiempos-de-las-identidades-oscuras>

4. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/11/poland-crackdown-on-womens-strike-protests-continues-unabated/>

5. <https://elpais.com/mexico/2020-11-21/la-onu-pide-al-gobierno-de-mexico-que-proteja-a-las-mujeres-y-no-ataque-a-las-que-se-manifiestan-contra-la-violencia.html>

6. https://ec.europa.eu/info/policies/justice-and-fundamental-rights/gender-equality/equal-pay/gender-pay-gap-situation-eu_en

7. <https://ctxt.es/es/20181024/Politica/22535/elecciones-brasil-jair-bolsonaro-dilma-rousseff-corrupcion.htm>

Amelia Martínez-Lobo est une militante féministe. Fondatrice du mouvement MeToo à Bruxelles, elle est responsable des domaines de la migration, de la lutte contre l'extrême droite, de l'antifascisme et du féminisme au bureau de la Fondation Rosa Luxemburg à Madrid.

Andrea Peniche est militante pour le collectif féministe A Coletiva, l'une des organisatrices de la grève internationale féministe au Portugal. Elle est membre du Bloco de Esquerda, et participe à plusieurs projets collectifs, écrivant sur le féminisme, les identités et la philosophie politique.

Au-delà de la peur

Catarina Martins

En cette année déjà longue de pandémie, la gauche européenne a tenté d'articuler les interventions et de partager les informations. Nous vivons la crise de différentes manières, avec divers instruments et dans des cadres politiques différents. Certains des partis qui constituent le Parti de la Gauche européenne ont des responsabilités gouvernementales, d'autres sont en opposition avec des gouvernements de centre et de droite ou même s'opposent à des gouvernements soutenus par des forces d'extrême droite. La force avec laquelle la pandémie sévit dans nos pays est différente selon les vagues, tant en ce qui concerne son impact sanitaire et socio-économique que ses priorités de politique publique. Certains pays ont opté pour des mesures de confinement plus longues ou plus sévères, tandis que d'autres ont essayé de maintenir la normalité autant que possible ; dans presque tous les cas, on observe une combinaison de confinement et d'ouverture au lendemain des vagues de la pandémie. Les instruments dont disposent les gouvernements pour répondre à la pandémie sont également différents : l'universalité ou non des services de santé, les niveaux de protection sociale et du travail, l'articulation entre les services publics, la capacité des États à imposer des règles à l'économie, l'existence ou non de différents niveaux de décision (étatique, régional, local). Mais avec toutes ces différences, il existe des réalités transversales qui peuvent être au cœur d'une intervention commune.

Des travailleurs essentiels sans droits essentiels ?

Les femmes sont majoritaires dans les tâches de

soins. Elles constituent la majorité des travailleurs dans les secteurs de la santé et des soins et leurs salaires sont inférieurs à la moyenne, les heures de travail sont inhabituellement longues et les relations de travail précaires sont courantes. Elles sont également majoritaires dans des secteurs tels que le nettoyage, où les bas salaires et la précarité sont la norme. En plus du travail (mal) rémunéré dans le secteur des soins et du nettoyage, ils accumulent également les travaux de soin et de nettoyage non rémunérés dans le domaine de leur propre famille. Ils accumulent ainsi une double charge lors du confinement : ce sont les travailleurs essentiels qui ne peuvent pas s'arrêter, et ce sont les assistants familiaux qui sont laissés pour compte lorsque les structures sociales sont fermées (écoles, services dédiés aux personnes handicapées ou aux personnes âgées). À cette double charge s'ajoute une troisième : la violence sexiste, qui se cache à l'intérieur du domicile.

Les secteurs essentiels, qui ne peuvent jamais cesser de fonctionner, révèlent une autre inégalité : la prévalence disproportionnée de travailleurs migrants et de minorités racialisées. Il en est ainsi des tâches de collaboration et de nettoyage dans l'agriculture ou dans la distribution. Des travailleurs mal payés, des relations de travail très précaires et très souvent sans accès à la protection sociale. Sans la capacité de faire valoir leurs droits, ils sont soumis à des conditions de logement, de transport et de travail qui mettent en danger leur santé. Une fois malades, ils n'ont même pas accès aux prestations sociales qui les soutiennent lorsqu'ils perdent leur salaire.

La lutte principale de la gauche est toujours orientée vers les droits de ceux qui travaillent. La crise liée à la pandémie révèle dans toute sa crudité la violence du "marché du travail"

libéralisé ; les personnes précaires n'ont aucune protection sociale et sont abandonnées dans la maladie comme dans le chômage. Et, comme le montrent les inégalités, que la pandémie n'a fait qu'aggraver, la gauche est obligée d'adopter une perspective féministe et antiraciste dans cette lutte. Tout compromis ou oubli dans ce domaine créera davantage de division sociale et mettra en danger toute avancée.

La force et la fragilité des services publics sous la pression de la crise

Alors que les hôpitaux privés présentaient le prix de chaque jour d'hospitalisation Covid-19 et que les assurances privées informaient le monde entier que leurs polices ne couvraient pas les pandémies, les services de santé publique recevaient déjà des patients et réorganisaient leurs services. Les services de santé publique ont été en mesure d'apporter une réponse globale dès le début. Ils ne pouvaient pas attendre d'en savoir plus sur la maladie pour commencer à répondre à la population et les connaissances de leurs travailleurs ont permis des adaptations très rapides dans des contextes extrêmement difficiles.

Il en a été de même pour les écoles, les universités et les centres de recherche. Les services publics ont été les premiers à réagir à la pandémie, à adapter leur intervention. Des tâches aussi diverses que l'accompagnement à distance des élèves ou la fabrication de réactifs pour les tests Covid-19 ont été mises en place en quelques jours. Les services publics axés sur la réponse à la population ont été et sont la clé de la réponse à la pandémie.

Après des années d'orthodoxie libérale, les pays de l'Union européenne sont confrontés à la fragilité de leurs services publics. Comme la crise l'a prouvé, le marché n'a pas créé d'alternatives vertueuses pour répondre aux besoins de la population. Au contraire, il attend l'effondrement des services publics sous la

pression de la pandémie, et déjà fragilisés par des années de sous-financement et de réduction des effectifs, pour imposer la privatisation et la financiarisation de ce qui reste de l'État-providence européen.

Dans un scénario de crise prolongée, comme celui que nous traversons, la faillite des services publics est un réel danger et peut entraîner sa propre délégitimation populaire. Dans un contexte pareil, les mêmes services publics qui sont le soutien de la population en crise, peuvent être considérés comme coupables en l'absence de ce même soutien. La protection et la reconstruction des services publics est la grande mission collective immédiate dans la défense de la démocratie.

Les traités européens compromettent la coopération européenne

Dans le discours européen, il semble y avoir un consensus sur la réponse à la crise : investissement dans la santé et la protection sociale, coopération entre les pays, soutien de l'économie pour garantir l'emploi et faciliter la reprise, nouvelles exigences environnementales pour les investissements publics. Ce discours se heurte à des incohérences, des blocages, voire des reculs dans les décisions qui sont prises.

Si la coopération en matière de vaccination a certainement été une étape essentielle, il n'est pas moins certain que les contrats passés ont placé l'Union européenne entre les mains des entreprises pharmaceutiques. Celles-ci, qui ont reçu des millions d'investissements publics et dont les progrès dépendent aussi de la recherche financée par les États depuis des décennies, négocient aujourd'hui les vaccins qu'elles ont promis. Nous verrons comment les prochains jours se dérouleront et si la triste concurrence que nous avons connue dans les premiers jours de la pandémie (à l'époque pour les respirateurs et les équipements de protection individuelle) ne revient pas. Le vaccin doit être traité comme

un bien commun ; le contrôle public de sa distribution et le paiement à prix coûtant (axé sur la garantie de sa production et non sur le profit des entreprises pharmaceutiques) sont indispensables pour universaliser l'accès au vaccin. Il serait intéressant, mais absolument improbable dans le cadre politique actuel, d'avoir une articulation qui permette aux États de surmonter les brevets et d'augmenter rapidement la production de vaccins.

Dans le domaine de la politique économique, les contradictions et les difficultés sont encore plus grandes. Au départ, on ne savait même pas comment garantir la continuité des services. Mais il est aujourd'hui certain que, pour répondre à la crise, la suspension des traités était une étape nécessaire. Pour la deuxième fois, l'Union européenne reconnaît que ses traités sont un problème et non une solution. En fait, la question est aussi simple que cela : les traités européens criminalisent l'investissement public et aggravent toute crise.

Le problème central est de savoir s'il suffit de suspendre les traités et l'expérience a prouvé, même aux plus optimistes, que cela n'est pas possible. D'abord et avant tout parce que la décision de rétablir les règles des traités est toujours déterminée par les économies les plus fortes. Il en a été ainsi lors de la crise financière, et il est déjà dit qu'il en sera de même avec la crise liée à la pandémie. Dès que l'économie allemande le permettra, les obstacles aux dépenses publiques reviendront. D'ici là, les pays à la périphérie de l'euro seront encore plus éloignés de toute reprise qu'ils ne l'étaient lors de la création de la troïka. La suspension

temporaire des traités est un piège et une condamnation prochaine pour les peuples de ces pays, mais aussi pour l'Union européenne elle-même, dont l'effondrement va se poursuivre.

Les traités européens réfutent avant tout le nouveau grand projet européen proclamé : la lutte contre le changement climatique. Sans investissement et sans capacité d'intervention publique dans la transition énergétique et la décarbonisation de l'économie, il n'y aura pas de réponse à la crise climatique. Et si nous n'avons aucune raison de croire à la conviction de la Commission européenne dans ce combat (après tout, qui d'autre se souviendrait d'engager BlackRock, un fonds d'investissement ayant des intérêts dans les combustibles fossiles, pour réaliser des études d'impact environnemental ?), c'est le combat de notre vie.

La gauche doit affirmer que la réponse à la crise climatique, ainsi que la réponse à la crise de la pandémie, nécessite une collaboration européenne et internationale. Ce qui est clair, c'est que les traités européens sont le premier obstacle à une telle coopération. Proposer le remplacement des traités non viables n'est pas renoncer à la coopération européenne, c'est au contraire une étape fondamentale dans sa construction.

Catarina Martins est la coordinatrice du Bloc de Esquerda. Membre du Parlement portugais, elle est une militante politique pour les mouvements culturels et pour diverses luttes de travailleurs précaires.

Quelques faits marquants sur la situation en Autriche en février 2021

Mirko Messner

1. Plus la dimension sociale de la crise sanitaire devient évidente, plus les contradictions sociales et politiques s'expriment en Autriche. Les orientations apparemment déroutantes du gouvernement fédéral offrent une grande marge de manœuvre à cet égard. Cette confusion est à son tour due, d'une part, à l'incertitude générale qui règne dans toute l'Europe face à une situation inconnue depuis la Seconde Guerre mondiale. D'un autre côté, les derniers mois n'ont pas été utilisés pour impliquer les groupes de population affectés de différentes manières, les travailleurs du secteur de la santé ou les organisations de la société civile dans les décisions concernant les mesures liées à l'épidémie.

Au lieu de cela, des jeux de politique partisane sont joués entre les niveaux local, étatique et fédéral, entre les gouverneurs des états et les hommes politiques du gouvernement, sur la toile de fond d'un effort transparent - et à l'échelle européenne, négatifs - des efforts visant à maintenir l'industrie du tourisme à jour, indépendamment des grappes d'infection. Ce qui, à son tour, sape davantage l'approbation générale des restrictions liées à l'épidémie.

2. La manière dont les questions liées à la Covid sont incluses dans les calculs de politique partisane est illustrée par un exemple: de nombreux syndicalistes progressistes de l'Initiative autrichienne des enseignants (ÖLI-UG) ont appelé à des mesures globales dans le secteur scolaire depuis le début de la crise de la Covid. Parmi elles, une demande parmi tant d'autres était une allocation pour le travail à domicile, c'est-à-dire pour l'enseignement à distance que les enseignants dispensent. La direction du syndicat dominé par l'ÖVP en fait

maintenant, très tardivement, une exigence.

Le calcul qui se cache derrière : D'une part, il est censé montrer à sa propre clientèle de manière populiste, "nous faisons quelque chose pour vous de toute façon", mais d'autre part, il est censé détourner l'attention de l'échec du ministère de l'éducation de l'ÖVP. Le débat sur la question de savoir si les écoles en général ou si les classes inférieures et les jardins d'enfants doivent rester ouverts ou fermés (à nouveau) (au moment où ce texte est en cours de rédaction, ils sont en cours de réouverture) a été écourté. Il n'aurait même pas eu lieu s'il y avait eu des mesures, une préparation et des ressources financières suffisantes pour l'éducation avant et en particulier pendant la période de la Covid. Où sont, par exemple, les cache-nez et autres mesures barrières ? Où trouver des ressources financières supplémentaires pour augmenter le nombre de salles, le personnel et l'équipement d'une école et d'une salle de classe délabrée ? Mais où sont, par exemple, les masques FFP2 pour tous les enseignants, et en quantité suffisante ?

3. Les groupes d'extrême droite, les partis et les complotistes ont découvert la crise de la Covid comme un champ de manœuvre pour eux-mêmes. Ils y voient la possibilité d'attirer les personnes en situation d'insécurité ou de désespoir, y compris celles qui vivent dans la précarité et dont la vie est devenue encore plus précaire ces derniers mois. Le FPÖ (Freiheitliche Partei Österreichs), affaibli depuis le scandale d'Ibiza, tente d'assumer le rôle de porte-parole sur ce champ de manœuvre et affronte les représentants de son ancien partenaire de coalition de sa manière habituelle. Cette dernière réagit à son tour à la perte

d'image redoutée par l'électorat de droite et d'extrême droite, actuellement, par exemple, avec l'expulsion d'une écolière née en Autriche qui, selon la situation juridique actuelle décidée ou acceptée par les anciens et actuels partis au pouvoir, ne serait pas autorisée à vivre dans l'État où elle est née. Une partie d'échecs, inhumaine, hostile à l'asile et aux droits de l'homme - les partenaires de la coalition des Verts sont impliqués dans ce jeu et sont prêts, avec une expression acerbe certes, mais néanmoins, à tout faire pour conserver le pouvoir, qui s'avère de plus en plus être de l'impuissance et qui fait passer l'orientation fondamentale des droits de l'homme pour laquelle ils ont été élus au sein d'une commission d'étude de la situation juridique.

4. Alors qu'au début de la crise de la Covid, il existait encore un consensus social relativement large sur les mesures de restriction et de confinement, celui-ci s'effrite aujourd'hui de plus en plus face à des mesures annoncées qui ne sont pas ou seulement partiellement respectées - Par exemple, les aides financières rapides et non bureaucratiques accordées aux propriétaires uniques - ainsi qu'en raison de projets aériens tels que les feux de Corona, des boucles d'attente misérablement longues dans les lignes d'assistance téléphonique, des librairies fermées mais des armureries ouvertes, des musées fermés (qui sont actuellement autorisés à rouvrir), mais les remontées mécaniques mises en service, les interminables attentes pour les masques FFP2, la gestion non coordonnée ou mal coordonnée des vaccinations par sa propre faute ou celle des autres, etc, tout cela agace les gens. Mais surtout: malgré tout le manque de transparence, on constate que les programmes d'aide sont principalement exploités par des groupes d'intérêt économique.

Les prestataires de services salués pour «maintenir le système» sont reçus avec des applaudissements polis, c'est tout ce qu'il y a à dire : pas d'augmentation même des allocations de chômage pour les chômeurs, pas d'arrêt de la délocalisation ou de remise de paiement pour les personnes en retard qui ne peuvent plus payer leur loyer, leurs factures et autres frais de

fonctionnement. Du point de vue des personnes non fortunées, des parents célibataires, des personnes vivant dans la précarité, les mesures de confinement liées à la Covid sont avant tout une chose : un bâclage.

5. Il n'y a pas d'orientation positive du gouvernement dans le domaine du système de soins psychosociaux. À cet égard, la KPÖ a déjà déclaré en mars de l'année dernière qu'il était non seulement urgent d'augmenter le personnel des hôpitaux publics, d'améliorer sensiblement la rémunération des employés et d'augmenter le nombre de lits, mais aussi de créer des centres de santé régionaux décentralisés, financés par des fonds publics, ou des centres sociaux de district. Selon le KPÖ, ces derniers doivent non seulement être à l'épreuve des pandémies, mais aussi permettre et garantir une prise en charge psychosociale au plus petit niveau possible dans les régions ou les districts.

Cela devient de plus en plus urgent avec l'augmentation de la durée de la pandémie et ne peut en aucun cas être absorbé par le système actuel. En outre, ces centres peuvent identifier de manière préventive et proactive les possibilités d'infection et prendre des mesures spécifiques pour les prévenir. Les "infirmiers communautaires dans 500 communautés" inclus dans le programme du gouvernement (chapitre sur les soins), récemment rappelé par le ministre Vert de la Santé, pourraient également trouver leur base ici. Cependant, rien ne laisse penser qu'un travail concret est réalisé dans ce sens.

6. Tout récemment, il est apparu que les services psychiatriques et psychothérapeutiques, les cliniques et les dispensaires ambulatoires sont incapables de faire face à l'augmentation massive des besoins de soins des jeunes gens désespérés pendant la crise ; même avant la crise, il y avait des délais d'attente fantastiques et inacceptables pour les soins de santé mentale, qui ne pouvaient être réduits qu'en payant comptant. Cette situation prend aujourd'hui des proportions de crise, avec des conséquences désastreuses pour les victimes et leurs familles. L'ignorance de la politique de santé dans

ce domaine n'a pas conduit à repenser ou à renforcer la structure des soins au cours des derniers mois. Il en va de même pour le service de santé en général. Le fait que cette pandémie durera plus longtemps et ne sera pas terminée de sitôt, même avec des vaccinations, était connu de tous. Pourtant, rien de fondamental n'a été fait par le gouvernement pour préparer notre système de santé à la situation menaçante prévisible et le rendre à l'épreuve d'une pandémie.

7. Alors qu'un retour à la "normalité" est invoqué, il est clair pour tous ceux qui sont touchés qu'il n'est pas seulement urgent d'augmenter le personnel des hôpitaux publics et de les former aux soins intensifs, augmenter sensiblement la rémunération des personnes qui y sont employées, améliorer le nombre de lits et adapter les machines à la deuxième ou à la troisième vague imminente, mais aussi développer largement la recherche médicale négligée et se débarrasser de la dépendance aux sociétés pharmaceutiques grâce à une production propre de l'Etat, car les derniers mois ont démontré de manière impressionnante la défaillance du marché.

En plus de la dynamique virale spécifique de l'épidémie, les ordonnances actuelles pour contenir la pandémie de la Covid-19, qui se justifient par un effondrement imminent du système dans les hôpitaux, sont également l'expression des défaillances sanitaires et sociopolitiques fondamentales du gouvernement.

Les restrictions dans la vie publique restent un échec à court terme sans s'accompagner d'investissements massifs dans la structure et sans expansion ni qualification du personnel de santé, alors que les experts prédisent déjà pour le printemps la prochaine vague de l'épidémie ou un risque accru d'infection par des mutations - qui peuvent aussi entraîner des maladies plus graves.

8. Les crises de l'environnement, du climat et des migrations frappent les États européens depuis des années. Les jeunes l'ont remarqué, mais le personnel politique, des gouvernements entiers

font la sourde oreille. La crise de la Corona les a maintenant forcés à agir, car elle touche tous les gens, non seulement les pauvres du Sud Global, mais aussi ceux qui sont aux leviers du pouvoir économique et politique dans les pays. Les espoirs sont grands, mais personne ne peut dire aujourd'hui si l'effet de la vaccination sera plus rapide que le développement des mutations du virus, si la pandémie continuera à se propager, quand elle s'atténuera et dans quelle proportion les mesures pour l'endiguer exacerberont la crise sociale générale.

Une chose, cependant, devient déjà plus évidente pour une grande partie de la population : la surexploitation mondiale de la nature et de l'environnement, causée à la fois par l'économie dictée par la nécessité de maximiser les profits et par le mode de vie impérial dans le Nord Global, a rapproché le virus des humains. La nécessité d'une transformation radicale et éco sociale de notre mode de production et de vie est inévitable, tout comme la protection, la préservation et l'extension des systèmes sociaux déjà attaqués par les néo-libéraux là où ils ont été combattus, ou leur application sociale dans les régions du monde où ils n'existent pas encore ou n'existent que de façon très sommaire.

9. Un "retour à la normalité" après la crise peut être compris comme une menace dangereuse, car cela signifierait : Le paiement du fardeau de la crise par les recettes des impôts sur les salaires et les masses plutôt que par l'introduction d'impôts sur la fortune et les successions, par une redistribution supplémentaire des valeurs socialement acquises de la base vers le sommet, où les un pour cent du sommet possèdent déjà 500 milliards rien qu'en Autriche - et ce, face à un demi-million de chômeurs.

Tel est le défi auquel sont confrontés la gauche autrichienne, généralement faible, ainsi que les partis, mouvements sociaux et syndicaux de la gauche européenne : assurer les moyens d'existence des salariés et des chômeurs, population vivant dans la précarité et dépendant de son propre travail et de sa créativité, dans les luttes à venir sur la question de savoir qui doit supporter les coûts de la crise, et en même temps faire entrer dans le champ de vision et

Articles

d'action la nécessité d'une transformation fondamentale de la propriété sociale et des relations de distribution.

Mirko Messner est le porte-parole fédéral de la KPÖ (Kommunistische Partei Österreichs). De 2009 à 2016, il a été rédacteur en chef du journal du parti Volksstimme.

La concurrence par les bas salaires à l'intérieur de l'Europe: la Hongrie de Viktor Orbán

Judit Morva

Le Premier ministre de la Hongrie, Viktor Orbán, est un homme politique connu dans toute l'Europe. Sa détermination et son audace politiques sont remarquables : en tant que représentant d'un pays de 10 millions d'habitants, il s'est hissé au sommet de la grande politique et surfe sur la vague populiste qui traverse l'Europe. Ces mouvements nationalistes de droite, qui ont pris de l'ascendant dans un nombre croissant de pays européens, ont fait leur apparition dès le milieu des années 1990, d'abord en Italie (avec Forza Italia, fondé par Silvio Berlusconi) et puis en Autriche (avec Jörg Haider).

Retour du capitalisme et problème structurel du pays

En 1989-1990, avec la restauration du capitalisme en Hongrie, le pays, comme d'autres autrefois socialistes, a perdu ses bases industrielles et agricoles bâties depuis 40 ans, ainsi qu'une partie de son industrie, encore plus ancienne. La transformation s'est faite avec une brutalité et une rapidité telles que Naomi Klein l'a qualifiée de « thérapie de choc ». Elle visait à exclure des concurrents et à gagner des parts de marché pour les produits occidentaux. Elle a aussi détruit plusieurs mines et usines importantes, à des fins directement politiques. Les coopératives agricoles, extrêmement prospères, furent asphyxiées pour la même raison : il s'agissait de bloquer toutes formes d'organisations politiques et de résistances

éventuelles face au retour du capitalisme.

L'économie du pays est ainsi devenue dépendante de l'Europe occidentale, principalement des grands groupes allemands. Dans l'ensemble, les pays de l'Est, y compris la Hongrie, se sont transformés en réservoir de main-d'œuvre bon marché.

Sur une population de moins de 10 millions d'habitants, on estime — bien que les chiffres exacts ne soient pas publiés — entre 500 000 et 700 000 le nombre de Hongrois qui ont migré en Europe de l'Ouest. En même temps, dans le pays, des usines sont installées, principalement dans le secteur automobile, profitant d'une main-d'œuvre à bon marché, payée au tiers du montant des salaires occidentaux.

La convergence, promise et souhaitée, des salaires et autres revenus entre est et ouest n'est certainement pas au programme.

La Hongrie s'est installée durablement dans un statut de pays « semi-périphérique » — un pays satellite -, dans l'arrière-cour de l'Allemagne. Car le grand vainqueur de ces changements est bien évidemment le système économique allemand, qui a réussi à reconstituer la dépendance économique de la région à son égard et même à la rendre encore plus effective que durant la période de l'entre-deux-guerres.

Les bas salaires et la vulnérabilité qui en découle sont le présent, mais aussi le futur de la Hongrie, ainsi que des autres pays de l'Est. La majorité de la population le sait parfaitement. D'où la désillusion et l'émergence d'une nostalgie généralisée à l'égard du système socialiste de János Kádár. Car pour une très grande majorité, la période socialiste de la Hongrie a procuré une

élévation sociale et une réelle bien-être.

La restauration du capitalisme a durement touché la Hongrie, dont la situation économique s'est détériorée : le pays a même perdu quelque 10 % de sa population. À bien des égards, la Hongrie est revenue à la situation qui prévalait dans l'entre-deux-guerres : une misère considérable dans certaines régions et une partie significative de la population concentrée à Budapest. Dans les campagnes, la très grande propriété de la terre, financée par la Politique Agricole Commune (Pac), s'est réinstallée.

La politique définie par Viktor Orbán

Ce processus de transformation/destruction, « proprement incroyable² », est, au début, dirigé d'une main de fer par des intervenants étrangers. Pour la Hongrie, plusieurs programmes ont été élaborés³. La Fondation Soros, comme les fondations des partis politiques allemands et tant d'autres, a été très active durant cette période cruciale. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont formées — et formatées — pendant des périodes plus ou moins longues par ces institutions. Orbán lui-même a été sélectionné, formé et mis sur orbite par la Fondation Soros, de loin le plus actif et surtout le plus visible des intervenants étrangers. Une fois la transition achevée et rendue pratiquement irréversible, un personnel politique autochtone, « comprador » comme on le nomme habituellement, doit gérer une situation à peine gérable ! Viktor Orbán est à la tête de cette équipe.

Viktor Orbán naquit en 1963 dans une famille qui a pu profiter de la promotion de l'époque socialiste pour accéder à la classe moyenne. Il possède un diplôme de droit, mais il sera toujours un homme politique. Il est membre fondateur de l'Association des jeunes démocrates (Fidesz), créée en 1988. Il se fait connaître à l'échelle nationale durant l'été 1989 : lors d'une immense manifestation politique, il va publiquement exiger le retrait de l'Armée Rouge du pays. Les médias vont fêter cet événement comme

un acte héroïque et citer en exemple le courage personnel d'Orbán. Dans les faits, le retrait de l'Armée Rouge a commencé en avril 1989, indépendamment, bien évidemment, des exigences de Viktor Orbán.

En 1989-1990, il étudie à Oxford où il est boursier de la fondation Soros. Il prône — comme son parti — des principes libéraux. Vice-président de l'internationale libérale, il travaille alors en étroite collaboration avec le Parti libéral (Szdsz), disparu depuis de la vie politique du pays, mais qui sera alors aux commandes de la période de transition. Le virage à droite de Viktor Orbán date de 1992.

Son habileté politique est incontestable. Elle le distingue, depuis plus d'un quart de siècle, de ses concurrents. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles, bien qu'il soit devenu, avec sa famille, l'une des personnes les plus riches du pays, l'exaspération face à la corruption n'a pratiquement pas entamé sa popularité.

Le 26 juillet 2014, en Transylvanie, Orbán prononce à Tusnádfürdő, un discours par lequel il résume sa vision politique actuelle : « L'évolution qui se produit aujourd'hui dans le monde est de la même importance que le changement de système de notre région (...) Les sociétés construites selon les principes de la démocratie libérale seront incapables de maintenir leur compétitivité dans les décennies à venir (...) Nous voulons organiser une société basée sur le travail qui déclare ouvertement qu'elle n'est pas libérale. (...) Le nouvel État que nous construisons en Hongrie est un État illibéral, pas un État libéral.⁴ »

Vis-à-vis de l'UE, le régime développe un double langage. D'un côté, lorsqu'il s'adresse à la population hongroise, il accuse l'UE d'être responsable de toutes les difficultés que connaît le pays. De l'autre, il n'est aucunement question de quitter de l'Union. Et pour cause : les fonds européens financent le gros des investissements et tout ce qui enrichit les classes aisées. En outre, les dirigeants des multinationales installées en Hongrie sont tout à fait satisfaits de la politique économique menée par le pouvoir et poussent leurs gouvernements respectifs à le soutenir — ce qui conforte l'assise de Viktor Orbán.

Ce dernier apparaît comme un homme politique

pragmatique, prêt à s'adapter à toutes sortes de situations, à contourner les contradictions et à en tirer profit. Il est toujours prêt à assumer un rôle scandaleux et provoquant. Ce fut le cas durant l'été 2015, pendant la crise des migrants. Ceux-ci ne voulaient aucunement s'installer en Hongrie : il était donc superflu d'élever une barrière pour soi-disant « défendre le pays » contre eux. Mais cette position cynique et inhumaine a accru la popularité d'Orbán, qui est ainsi apparu dans le pays comme un homme politique courageux qui sait défendre les intérêts de la nation.

Et maintenant ?

Pendant la récente pandémie, Orbán n'a pas failli à sa réputation. Pour la première vague il décrètera l'Etat d'urgence, mettra sous tutelle plusieurs firmes privées et nommera des militaires à la tête des hôpitaux. Au printemps, le pays a été relativement épargné. Toutes les mesures de précaution ont alors été levées pour faire profiter le secteur touristique de la saison d'été. Avec la 2ème vague, la Hongrie est un des pays le plus durement touché. Malgré cela, ni les grandes entreprises, ni les écoles n'ont pas été fermées.

Lors de l'approbation du cadre financier pluriannuel de l'UE pour la période 2021-2027, Orbán une fois de plus a joué l'enfant terrible et a exaséré l'opinion publique européenne. En harmonisant sa position avec celle de la Pologne, les deux pays ont menacé début novembre à mettre leurs veto. La mésentente a éclaté suite à l'adoption par le Parlement Européen d'un mécanisme de conditionnalité de versement des fonds au respect de l'Etat de droit. Après quelques semaines tendues, un compromis a été trouvé avec la chancelière Angela Merkel. L'Allemagne a rédigé une « déclaration interprétative » et la mise en application du mécanisme sera plus tardive et plus restreinte. Ce qui implique pour Viktor Orbán, pour les élections législatives de 2022, de concourir à nouveau avec le financement généreux de l'Union. En outre, et bien que cela soit rarement mentionné dans la presse, l'Etat

de droit concerne aussi le droit du travail et les droits syndicaux particulièrement laxistes en Hongrie. Orbán travaille depuis longtemps sur ce registre en étroite collaboration avec les partenaires économiques allemands. Ainsi, le conflit n'aura duré que quelques semaines, Orbán a obtenu ce qu'il a recherché, tandis que l'opposition hongroise a dû déchanter à nouveau.

Par la suite, Orbán avec son franc parler va avancer une autre nouvelle, et pas seulement pour la Hongrie. Il dira tout haut et par avance ce qui n'est qu'en préparation. Lors d'une conférence par Skype, organisée avec les premiers ministres de la Serbie et de la Slovaquie, Orbán annonce la fin de l'Etat-providence qui, selon lui, « est une structure qui ne fonctionne plus ». A la place d'un système de solidarité nationale, il veut à l'avenir une société « basée sur le travail » (workfare state). Il offrira donc des postes de « travail d'utilité publique » à tout le monde – mais en omettant de mentionner que le salaire sera le tiers ou la moitié du salaire minimal...

1. Naomi Klein, La Stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre, Leméac/Actes Sud, Arles, 2008.

2. Vladimiro Giacché, Le Second Anschluss, l'annexion de la RDA, Delga, Paris 2015.

3. Deux programmes de transformation détaillés sont connus de nos jours: le programme du Hungarian-International Blue Ribbon Commission, essentiellement américain, et le programme de l'institut Suisse Battelle: https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-1-349-22922-2_12. Trente ans plus tard, il est incroyable de voir à quel point les projets de Blue Ribbon Commission ont été précisément suivis, notamment concernant la privatisation ou la fermeture des usines.

4. La version en anglais du discours: www.kormany.hu/en/the-prime-minister/the-prime-minister-s-speeches/prime-minister-viktor-Orbán-s-speech-at-the-25th-balvanyos-summer-free-university-and-student-camp

Judit Morva est une économiste à la retraite hongroise et un activiste. Elle est membre du Conseil Exécutif du PGE. Elle coordonne l'édition hongroise de Le Monde diplomatique et participe également à l'édition hongroise de Transform!

La vaccination “mondiale” contre la pandémie de la Covid-19. De l’hypocrisie sur le droit à la vie (“personne ne sera laissé de côté”) à l’évaporation sans scrupule de la souveraineté du peuple

Riccardo Petrella

Pour la énième fois, depuis mai dernier, l’Afrique du Sud et l’Inde ont fait la proposition de suspendre temporairement les règles de l’OMC (Organisation mondiale du commerce) relatives aux brevets sur les vaccins (traité TRIPs). Le 4 février dernier, les pays riches (et puissants) du monde “occidental” (États-Unis, UE, Royaume-Uni, Norvège, Suisse, Canada, Australie...) l’ont rejetée sans ambiguïté, sauf à proposer (à l’initiative de l’UE) quelques petites dispositions pratiques au niveau de la logistique de la vaccination.

L’injustice impériale

Le front occidental est resté uni, même au niveau des institutions parlementaires représentatives, sur la défense dogmatique du droit à la propriété privée sur les organismes vivants. Une fois de plus, les industries pharmaceutiques ont vu “leurs” États à l’OMC défendre leur refus sur la base d’arguments spécieux qui n’ont d’autre fondement que la force dont elles disposent. Voir <https://wsimag.com/it/economia-e-politica/64793-la-vaccinazione-mondiale>
Situation “impériale” typique ainsi définie car “seul l’empereur peut imposer sa volonté contre la volonté de tous les autres sujets, mais tous les autres sujets ne peuvent rien imposer à

l’empereur contre sa volonté”.

Evocation de qui précède pour dire que l’un des aspects les plus critiques et les plus dévastateurs des inégalités mises en évidence par la “gestion” de la pandémie de la Covid-19 est l’évaporation de la “souveraineté du peuple”.

La politique “mondiale” actuelle de lutte contre la pandémie de la Covid-19 est en totale contradiction avec l’objectif tant vanté proclamé par les groupes sociaux puissants des pays du monde “*personne ne sera laissé pour compte*”. Au nom de la sécurité sanitaire nationale (le *nationalisme vaccinal* a été un alibi commode), les groupes dominants ont pris des mesures ouvertement contraires au principe de l’égalité de tous en ce qui concerne le droit universel à la santé, en particulier les vaccins. Avant même la commercialisation des vaccins dont les autorités médicales compétentes ont accordé le droit exclusif de propriété et d’utilisation pendant 20 ans à des entreprises privées poursuivant un but lucratif, les pouvoirs publics ont admis qu’à la fin de 2021, entre 70 et 80 % de la population mondiale restera en dehors de la vaccination. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a confirmé le 17 février dernier que 75 % de tous les vaccins disponibles n’ont été utilisés que par 10 pays et que 130 pays n’ont pas reçu une seule dose de vaccin à ce jour. Si tout va bien, ce qui n’est pas garanti, nous devons attendre la fin de

2024 pour espérer que la population mondiale atteigne un état d'immunité collective sûre. Entre-temps, a) des dizaines de millions d'êtres humains auront disparu prématurément de la circulation avec la bénédiction des actionnaires du monde qui auront vu leurs dividendes pandémiques augmenter considérablement, b) quelques centaines de millions de personnes supplémentaires seront allées gonfler l'armée des pauvres et des travailleurs pauvres, et c) les vingt premiers milliardaires du monde auront vu leur richesse augmenter de plusieurs dizaines de milliards¹.

On dit que "la justice est égale pour tous". (Ce qui n'est pas vrai), mais nous savons avec certitude que "la pandémie n'est pas égale pour tous". (C'est vrai).

La souveraineté du peuple dans tout cela ?

Il y a peu de raisons de rire et beaucoup de raisons de pleurer. Pendant des décennies, nous avons assisté à un piquetage de l'ensemble de l'édifice appelé "démocratie" ou système démocratique représentatif.

À partir des années 70 et 80, parmi les mouvements les plus significatifs dans le travail de piquetage de la démocratie, nous pouvons inclure, outre le traditionnel et systémique opposition à la démocratie des forces politiques et sociales conservatrices et réactionnaires de la droite et de l'extrême droite :

- l'*antiétatisme* anticommuniste d'importantes franges de mouvements progressistes ;

- l'*intérêt pour "les coûts de la politique"*. Au nom de l'efficacité et de la réduction des impôts directs, toute forme de choix politique a été réduite à une question de gestion optimale des ressources limitées disponibles et de réduction des dépenses publiques (à l'exception, entre autres, des dépenses militaires) ;

- la *promotion de la "troisième voie"*, au nom

de "au-delà de l'État et du marché". C'est ce qu'il s'est avéré être en réalité, à savoir "beaucoup moins d'État" "et beaucoup plus de marché". La "troisième voie" a été le cheval de Troie par lequel la classe politique élue (disons, pour simplifier, la social-démocratie occidentale) pour promouvoir et défendre les droits universels, la justice sociale, les classes sociales les plus exploitées et marginalisées, la libération des abus des puissants, la paix etc.) a littéralement abdiqué en se soumettant aux impératifs de la mondialisation économique qui est efficace, extractive et dévastatrice de la nature et de la société. Des gens comme Blair et de nombreux autres dirigeants comme lui en Europe et ailleurs (sans parler des "progressistes" américains qui prêchent le culte de la transition...) ont une grande responsabilité historique dans ce qui s'est passé au cours des 40 dernières années.

Je me réfère spécifiquement à

- les "*vagues mondiales*" de libéralisation, de déréglementation et de privatisation de toute forme d'activité économique et en particulier de tout bien et service auparavant commun et public. Ainsi, nous avons assisté au remplacement de l'État de droit, du gouvernement social et démocratique par un système de "*gouvernance économique mondiale*" basé sur la concurrence/exclusion, les échanges/négociations/conflits entre acteurs (la fameuse et anti-démocratique "*gouvernance des stakeholders*") ; sur la marginalisation des droits humains et sociaux ; sur la marchandisation de tout bien essentiel et irremplaçable pour la vie ; sur la privatisation du pouvoir politique, comme le démontre le pouvoir impérial des grands groupes économiques privés mondiaux tels que le GAFAM, Big Pharma etc., à titre d'exemple...

- le *triomphe de la scientification et de la technologisation de la vie* dans une indépendance ouverte par rapport aux valeurs du constitutionnalisme politique social démocratique ou en contraste avec celles-ci (je pense au modèle scandinave).

La domination de l'usage utilitariste mystifiant par les groupes dominants des « raisons » de la science et de la technologie sur les autres « raisons » a joué un rôle prépondérant sur les processus évoqués. Par deux moyens principaux. D'une part, en permettant de balayer les limites temporelles ("the instant economy", les nanotechnologies, la finance au millionième de seconde etc.) et spatiales (les frontières biologiques entre les espèces ont fait un bond, le "borderless economy"). D'autre part, en poussant les pouvoirs publics « locaux » (nationaux) à transférer le pouvoir de propriété, d'utilisation et de contrôle et donc de régulation de la vie sur la Terre aux producteurs de nouveaux systèmes et produits à haute intensité technologique organisés dans le monde entier.

L'évaporation de la souveraineté du peuple

C'est dans ce contexte que le rôle décisif des brevets sur l'être vivant et l'intelligence artificielle accordés à des entités privées dans un but lucratif apparaît clairement. *Les brevets sont la plus haute expression, avec la capitalisation boursière des entreprises, de la primauté du droit des intérêts privés à gouverner le monde.* Les brevets (industriels, commerciaux etc.) comme les droits d'auteur existent depuis longtemps. Mais les brevets sur les organismes vivants (cellules, molécules, génomes etc. du monde végétal, naturel et humain) sont récents. Elles remontent à 1980, à la suite d'une décision de la Cour suprême des États-Unis qui a autorisé, pour la première fois dans l'histoire, la société General Electric à breveter à des fins lucratives une molécule qu'elle avait "découverte" et qui était susceptible de promouvoir une action positive sur l'environnement. Pour des "raisons" purement commerciales et économiques, l'Union Européenne a adopté en 1998 une directive sur la brevetabilité de l'organisme vivant, à l'instar de la directive américaine, malgré la forte opposition de

nombreux milieux scientifiques, politiques, culturels, sociaux, humains, religieux. Depuis lors, le fleuve des brevets (près de 60.000 brevets sur les organismes vivants) a débordé de toutes parts, favorisant une appropriation privée rapide et systématique de la propriété et de la gouvernance du monde vivant par les détenteurs de brevets (la grande majorité étant constituée d'entreprises privées "mondiales"). Le cas des brevets sur les vaccins de la Covid19 est une confirmation malheureusement dramatique de l'évaporation de la souveraineté du peuple. A trois niveaux.

Le niveau décisionnel. Il est rare que les institutions parlementaires nationales aient participé directement et de manière significative aux décisions relatives à la promotion et au financement de la recherche et du développement de médicaments, à leur production (par qui, où, combien de doses, comment la financer etc.). Tout était décidé par des comités "techniques", souvent mixtes (public et privé), dominés par des représentants de l'industrie pharmaceutique et du monde de la finance. Dans ce contexte, les scientifiques ont agi comme des serviteurs et les gouvernements comme des notaires de service, décidant par la force des décrets gouvernementaux, réduisant ainsi le rôle des institutions parlementaires à peu de choses, voire à rien.

Le niveau de partage des connaissances et des informations. Non seulement elle n'a pas participé, mais le peuple, les gens ont été systématiquement ignorés et maintenus dans l'ignorance. Le Parlement européen a dû taper des poings sur la table pour avoir accès aux contrats/conventions signés par les autorités publiques européennes, au nom de 650 millions de citoyens, avec une poignée de sociétés pharmaceutiques mondiales. Et quand ils ont eu accès au contrat avec Astra Zeneca (une multinationale anglo-suédoise), le texte a été dissimulé, rendu illisible à 90%. Le Parlement européen a été ridiculisé et la Commission est responsable de ce ridicule. Un

scandale. La Commission européenne a fait valoir l'obligation de secret imposée par les entreprises et acceptée par les pouvoirs publics. Mais comment des représentants nommés par les élus du peuple peuvent-ils accorder le droit au secret aux entreprises et, d'autre part, refuser au peuple l'accès à l'information ? Ce qui est encore plus grave, c'est que ni les citoyens européens ni la majorité des députés européens ne se sont battus pour défendre jusqu'au bout le sacro-saint droit des peuples à l'information et à la démocratie.

Aujourd'hui encore, nous ne savons pas combien de milliards d'euros ont été octroyés aux entreprises privées par les pouvoirs publics. Ce que nous savons, c'est qu'aucune société pharmaceutique occidentale n'aurait certainement commencé le développement et la production de vaccins s'il n'y avait pas eu de pouvoirs publics pour les financer.

Le refus de partager les connaissances et de donner des informations pertinentes au peuple par l'intermédiaire de ses représentants est un acte de violence explicite fait au droit à la connaissance. Comment le peuple, comment les citoyens peuvent-ils agir en toute liberté et conscience s'ils sont maintenus dans l'ignorance ? Sur la base de quel principe de légitimité les gouvernements continuent-ils de prétendre qu'ils ne peuvent pas donner les informations pertinentes aux citoyens ?

Dans un monde de plus en plus scientifique et technologisé, *le droit à des connaissances pertinentes est aussi fondamental que le droit à l'eau potable et à l'air*. Le choix fait par nos gouvernants en affirmant que les gouvernements décident des questions de santé publique sur la base de ce que disent les scientifiques est extrêmement grave, comme si la seule "raison" déterminante possible était la "raison" d'un savoir non partagé et non partageable, incompréhensible pour la quasi-totalité de la population mondiale, monopole imprenable des grands seigneurs de la finance dominante. Ce faisant, les dirigeants admettent que la majorité des êtres humains sont ignorants et doivent le rester, et que comme, dans le passé, ils devaient

essentiellement obéir à la volonté et aux raisons de Dieu, ils doivent aujourd'hui obéir aux raisons de la science et de la technologie.

Le niveau de responsabilité. Le canular. Selon les entreprises privées, les autorités publiques ont accepté que les entreprises ne soient pas tenues responsables des conséquences négatives des vaccins et des "accidents" imprévisibles. Les États ont décidé de prendre leurs responsabilités ! Les peuples n'ont même pas été avertis. Dans le cas contraire, non seulement les personnes ne sont pas mises en mesure de participer aux décisions et d'assumer leurs responsabilités en conséquence, mais elles se voient confier de graves responsabilités à leur insu et sans recours. La moquerie de la souveraineté du peuple faite au nom du régime actuel des brevets ne pourrait pas être plus décourageante.

Une seule proposition. Adieu la souveraineté du peuple ? Non

Les groupes sociaux dominants dans les pays les plus puissants affirment que leurs décisions sont dictées par des raisons scientifiques. La science, disent-ils, et avec elle la technologie, dicte les choix politiques. Ils disent, sans se laisser décourager, que la souveraineté du peuple appartient au peuple mais qu'elle s'exprime à travers la classe des scientifiques et des technologues, en pratique à travers la classe de leurs financiers et des parties prenantes. Assurer le bon fonctionnement et la pérennité de ce système est la fonction des brevets réglementés par les traités TRIPs de l'OMC. Le pouvoir de la science n'est pas ouvert, transparent, partageable. Il est de plus en plus centralisé et exclusif.

Nous sommes confrontés à un massacre de la démocratie. Bien entendu, les vaccins et les médicaments ne sont pas conçus ou fabriqués dans les salles parlementaires ou les bureaux ministériels. Mais la politique de la science, de

la santé, oui. Cela ne se fait pas et ne devrait pas se faire dans les clubs des parties prenantes du World Economic Forum, dans les bourses et dans les bureaux des actionnaires des sociétés pharmaceutiques et de l'industrie des organismes vivants, mais dans les "maisons des citoyens", dans les débats publics ouverts, dans les comités des représentants élus du peuple, dans les référendums et les citoyens populaires, dans les institutions d'autogestion.

Notre proposition est la suivante : la lutte contre la pandémie de la Covid19 et d'autres syndémies pour le droit universel à la santé, et en particulier pour l'abolition des brevets, doit s'inscrire dans une lutte claire et cohérente, à tous les niveaux, pour la libération de l'humanité de la domination des groupes sociaux qui prévalent aujourd'hui. Ce sont les groupes sociaux financièrement puissants dont la domination est alimentée et renforcée par les processus de concentration de l'appropriation privée du pouvoir scientifique et technologique entre les mains d'un petit cercle d'oligarchies mondiales. Leur prétendue "légitimité" à la domination est basée sur l'appropriation et le contrôle privés de la science et de la technologie (voir, les brevets). L'heure n'est pas à la transition ou à la résilience (résistance et survie aux terribles bouleversements en cours) mais

à la libération de l'humanité des "seigneurs de la vie" et de leurs nouvelles formes de colonisation du monde qui sont à l'origine des bouleversements.

1. <https://europa.today.it/attualita/2020-anno-meraviglioso-uomini-ricchi.html>. Ensemble, les 20 personnes les plus riches du monde ont gagné environ 1,77 trillion de dollars, soit 1.440 milliards d'euros de plus qu'en 2019, et ont augmenté leur richesse de 24 % par rapport à l'année précédente. Seuls 13 pays dans le monde ont un PIB supérieur à la richesse personnelle des 20 milliardaires les plus riches. Impensable, intolérable. En haut de la liste, Jeff Bezos, 56 ans, le chef d'Amazon, se vante d'une valeur nette personnelle de 193,7 milliards de dollars en 2020, en hausse de 68,7% par rapport à 2019... Seuls 52 pays dans le monde (sur près de 190) enregistrent un PIB plus élevé. "Le système économique mondial actuel est absurde, il doit être démolé. Les coûts les plus lourds sont payés par les plus pauvres (environ 3 milliards d'êtres humains) et c'est grâce à eux que les plus riches s'enrichissent encore plus. La croissance économique ? Le progrès technologique ? Un grand vol de la richesse de milliards d'êtres humains par les plus riches".

Riccardo Petrella est professeur émérite de l'Université catholique de Louvain (Belgique). Il est actuellement membre de "l'Agora des Habitants de la Terre".

Pourquoi le monde après Covid ressemblera au monde avant Covid

Vijay Prashad

Durant les premiers mois qui ont suivi l'annonce de la pandémie de coronavirus par l'Organisation mondiale de la santé, la romancière indienne Arundhati Roy espérait que la «pandémie était un portail»; elle espérait, en d'autres termes, que le monde reconnaîtra ses graves problèmes, exacerbés par la pandémie, et qu'il y aura une ouverture vers une réorganisation des structures sociales. Rien de tout cela n'est possible à moins que le caractère de classe des États dans la majorité du monde ne soit transformé. La simple reconnaissance du problème n'entraînera aucune révélation dans des pays comme les États-Unis, l'Europe et les grands États du monde en développement comme le Brésil et l'Inde. En fait, les preuves au cours de cette dernière année ont été l'inverse: les classes dominantes de ces pays aimeraient utiliser l'argent public pour renflouer le système capitaliste en crise et anti-populaire et non pour transformer le système pour mettre les intérêts de la majorité du peuple avant les profits de la minorité.

Un rapport récent d'Oxfam nous montre que «les dix hommes les plus riches du monde ont vu leur richesse combinée augmenter d'un demi-billion de dollars depuis le début de la pandémie - plus que suffisant pour payer un vaccin Covid-19 pour tout le monde et pour s'assurer que personne n'est poussé dans la pauvreté par la pandémie ». Plutôt que d'utiliser cet argent pour le vaccin et pour l'éradication de la pauvreté, l'argent va dans des paradis fiscaux illicites et dans des comptes bancaires gonflés tandis que le nationalisme vaccinal et la famine croissante définissent la société capitaliste.

Pendant ce temps, en Chine, le projet socialiste a abouti - pendant la pandémie - à l'abolition

de la pauvreté absolue. En novembre 2020, les autorités de la province du Guizhou, dans le sud-ouest de la Chine, ont annoncé que neuf de leurs comtés pauvres avaient été retirés de la liste des pauvres. En sept ans, les politiques en Chine ont permis à 80 millions de personnes - autour de toute la population allemande - de sortir de la pauvreté; au total, environ 800 millions de Chinois sont sortis de la pauvreté au cours des décennies qui ont suivi la révolution de 1949. Il y a eu trois paramètres pour cette transformation: premièrement, que chaque famille chinoise ne serait plus en dessous du seuil de pauvreté rurale; deuxièmement, que le projet communiste mettrait fin aux «deux soucis» de la faim et de l'habillement; troisièmement, l'État chinois garantirait les «trois garanties» que sont l'éducation, les soins de santé et le logement. Tout cela s'est produit pendant la pandémie.

Il ne fait aucun doute que le projet socialiste - développé en grande partie dans les pays pauvres - est de loin supérieur au projet capitaliste - qui est resté en crise malgré la richesse de ces pays. Pour ne citer qu'un chiffre qui illustre ce système en crise, l'Organisation internationale du Travail (OIT) calcule que le total des heures de travail perdues s'est élevé en moyenne à 10,7 % au cours des trois premiers trimestres de 2020, ce qui représente 3.500 milliards de dollars de revenus du travail perdus (environ 5,5 % de la production mondiale en 2019). Cela signifie que la classe ouvrière des États capitalistes a perdu sa capacité à payer pour s'occuper des deux soucis et des trois garanties, qui sont généralement privatisés.

En raison de la faiblesse des États socialistes et du mouvement socialiste mondial, les avantages

de ce projet sont à la fois dévalorisés dans une guerre de l'information intensifiée et sa logique n'a pas été capable de conduire à une orientation politique mondiale. En revanche, le moment présent est caractérisé par trois apartheid.

Trois apartheid

1. Apartheid monétaire

La dette extérieure des pays en développement est supérieure à 11.000 milliards de dollars, et les paiements au titre du service de la dette devraient atteindre près de 4.000 milliards de dollars d'ici la fin de l'année. L'année dernière, soixante-quatre pays ont dépensé plus pour le service de leur dette que pour les soins de santé. Il a été question de la suspension du service de la dette, avec une petite aide de diverses organismes multilatéraux. Cette discussion sur la suspension de la dette s'accompagne de l'injonction du FMI aux États d'emprunter puisque les taux d'intérêt sont bas ; plutôt que d'emprunter davantage, pourquoi ne pas simplement annuler la totalité de la dette extérieure et - en même temps - intégrer les 37.000 milliards de dollars au moins qui se trouvent dans des paradis fiscaux illicites ? Le mot qui est souvent utilisé pour définir l'annulation de la dette est "remise" ; il n'y a cependant rien à pardonner, puisque cette dette est la conséquence d'une longue histoire de vols et de pillages coloniaux. Les pays riches peuvent emprunter à des taux d'intérêt faibles ou nuls, tandis que le monde en développement se voit imposer des taux usuraires et a l'odieuse dette à rembourser avec des fonds précieux qui devraient servir à briser la chaîne de l'infection Covid-19.

2. Apartheid médical

Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré récemment que le monde est au bord d'un "échec moral catastrophique". Il parlait du nationalisme du vaccin et de la thésaurisation du vaccin qui marque le projet capitaliste. Les États de l'Atlantique Nord (Canada, États-Unis, Royaume-Uni et de nombreux États européens) ont ignoré l'appel

de l'Inde et de l'Afrique du Sud à suspendre les règles de propriété intellectuelle concernant le vaccin ; ils ont sous-financé le projet COVAX, qui risque fort d'échouer, en espérant que les pays en développement ne verront pas de vaccin avant 2024 ; et ils ont thésaurisé les vaccins, le Canada constituant des réserves de cinq vaccins par Canadien, puisant même ces vaccins dans les stocks de COVAX. Il existe un grand fossé entre ce type de nationalisme vaccinal et l'internationalisme socialiste affiché par les médecins cubains et chinois (c'est pourquoi il est très important de soutenir la campagne pour que la brigade médicale Henry Reeve de Cuba reçoive le prix Nobel de la paix en 2021).

3. Apartheid alimentaire

La faim dans le monde, qui avait diminué de 2005 à 2014, a commencé à augmenter depuis lors (et ce malgré le fait que la Chine ait éradiqué la faim durant cette période). La faim dans le monde est maintenant au niveau de 2010. Le rapport 2020 de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'insécurité alimentaire montre que le nombre de personnes qui ont faim dépassera les 840 millions d'ici 2030. Mais ce nombre est faible. La réduction de la quantité et de la qualité des aliments disponibles a touché deux milliards de personnes, soit 26 % de la population mondiale ; cette importante population a "connu la faim" et n'a pas "d'accès régulier à une alimentation nutritive et suffisante en 2019". C'est important. Les données datent de 2019, avant la pandémie. La situation ne fait que se détériorer depuis lors. Le Programme alimentaire mondial des Nations unies prévoit que le nombre de personnes souffrant de la faim pourrait doubler avant que la pandémie ne soit maîtrisée. Ce sont des chiffres dérisoires. Alors que cette pandémie de la faim s'intensifie, la logique veut que les politiques s'orientent vers l'aide aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles afin qu'ils puissent produire le type d'aliments de bonne qualité nécessaire au moment de la pandémie ; les régimes de subvention auraient dû être renforcés pour permettre aux aliments d'être abordables. Aucun signe du FMI et des autres organismes multilatéraux ne laisse de latitude

aux pays en développement pour leurs systèmes de subventions et de distribution publique de denrées alimentaires. En Inde, le gouvernement d'extrême-droite a voulu mettre fin au système de soutien des prix subventionnés, ce qu'il a fait, et a provoqué une importante révolte des agriculteurs ; l'issue de cette révolte menace d'ouvrir une nouvelle réalité politique en Inde. Derrière la politique sévère de réduction des subventions dans des endroits comme l'Inde se cache une grande hypocrisie, l'essence même de l'apartheid alimentaire : les États-Unis ont dépensé 1.700 milliards de dollars au cours des vingt dernières années pour subventionner leurs agriculteurs, principalement des entreprises, tandis que l'Union européenne dépense 65 milliards de dollars par an pour subventionner ses agriculteurs. Ce qui est bon pour l'oie de l'Atlantique Nord n'est pas bon pour le jars du Sud Global.

Ce sont les trois apartheid qui encadrent le système mondial en dehors des pays qui sont engagés dans un projet socialiste, et qui sont confrontés à des menaces d'agression militaire et aux technologies de guerre hybrides (telles que la guerre de l'information, la guerre économique et la guerre diplomatique). Les pays de l'Atlantique Nord mènent une politique de confrontation plutôt que de coopération, ce qui leur permet d'avoir une vision du monde axée sur la stigmatisation plutôt que sur la solidarité.

La réponse néolibérale est principalement gouvernée par la crainte que le Grand Lockdown - comme l'appelle le FMI - n'entraîne un arrêt cardiaque pour le capital financier et le capitalisme en général. Ils utilisent toutes les méthodes possibles - dans le cadre des barrières de la concurrence nationale - pour injecter de l'argent dans les marchés boursiers et les entreprises transnationales. Les États-Unis, avec leurs immenses ressources, sont en tête ici, en injectant des billions de dollars dans leur économie. Les Européens sont divisés par l'échec de la mutualisation de la dette, à savoir que l'Allemagne et les Pays-Bas recyclent une partie de leur excédent vers les pays du sud de l'Europe. Il y a une incapacité générale à gérer

la dette engendrée par la Covid 19 des pays émergents et en développement. Ils veulent stabiliser l'économie mondiale afin de continuer à en bénéficier, mais ils ne sont pas disposés à fournir un filet de sécurité équitable ; cet échec va créer un grand sentiment de trahison dans les économies émergentes, qui pourraient se tourner vers la Chine et d'autres pays pour prendre la tête dans les décennies à venir. L'échec du bloc néolibéral à offrir un leadership dans cette période est évident ; la déclaration du président français Emmanuel Macron au Financial Times selon laquelle les néolibéraux comme lui doivent "penser l'impensable" est emblématique ; ce qui est "impensable" mais certaines propositions socialistes. Ils ne veulent pas de socialisme ; ils s'accrochent à tout pour protéger le système capitaliste.

La pandémie pourrait être un portail, mais pas parce que l'issue de la pandémie ouvrira automatiquement les yeux de la bourgeoisie libérale. Ils canalisent l'argent vers le renforcement des banques et veillent à ce que la demande ne s'aplatisse pas. C'est leur motivation. Ils ne vont pas annuler la dette, produire un vaccin pour le peuple, s'assurer que les systèmes alimentaires sont solides avec les agriculteurs et les travailleurs agricoles aux commandes ; ils ne vont pas défaire les structures de l'apartheid par eux-mêmes.

L'impact négatif de la pandémie sur les travailleurs et les paysans du Sud - en particulier - a tendance à aggraver la déflation des salaires, ce qui renforce le pouvoir de négociation des multinationales ; à mesure que les revenus et les salaires se dégonflent et que les salaires sociaux diminuent, les entreprises sont en mesure d'exiger des travailleurs des salaires plus bas. Mais cette détérioration des conditions de vie qui dépasse les limites de l'endurance se heurte à une résistance féroce. La révolte des ouvriers agricoles et des paysans indiens, la grève des professionnels de la santé kenyans et péruviens, les protestations générales des pauvres en Tunisie, les luttes contre l'échec total du gouvernement à faire face à la pandémie au Brésil, les manifestations de masse pour la loi sur l'avortement en Argentine : tels sont les contours des soulèvements populaires, ce que

Articles

Hegel a appelé “le sérieux, la souffrance, la patience et le travail du négatif”. C’est ce “travail du négatif”, ces luttes qui sont soutenues par des organisations, ces mouvements qui construisent la confiance et le pouvoir de la classe ouvrière et de la paysannerie qui seraient capables de faire avancer un programme ; ils construisent la route en marchant.

Vijay Prashad est le directeur de Tricontinental: Institute for Social Research, Inde, le correspondant en chef de Globetrotter et le rédacteur en chef de LeftWord Books.

Un nouveau cadre pour les relations mondiales

Enrique Santiago

La pandémie de la Covid19 a placé le monde devant une nouvelle crise économique, quelque peu attendue en raison de l'inefficacité des mesures promues par la plupart des gouvernements néolibéraux après la crise financière de 2008 et de l'inertie de la logique capitaliste. Nous assistons à la possibilité d'une grave défaillance des mécanismes de protection sociale, aggravée par l'impact économique et social élevé de la propagation incontrôlée du virus.

En termes de géopolitique mondiale, l'évolution de la crise peut également modifier de manière significative la position des grandes puissances dans les rapports de force. L'épidémie de la Covid-19 montre les forces et les faiblesses des différents systèmes économiques et politiques de la planète et les mécanismes dont dispose chaque système pour garantir efficacement une sécurité humaine globale. N'oublions pas que la Chine a dû endurer toutes sortes de critiques pour les mesures adoptées afin de contrôler la mobilité de la population pour contenir le virus, bien qu'aujourd'hui elle ait presque complètement éradiqué la mortalité associée à la maladie. Il ne fait aucun doute qu'un État ayant la capacité de planifier et de gérer l'économie en ayant à l'esprit le bien commun a plus de chances d'éviter les conséquences pernicieuses - sanitaires, économiques et sociales - de la pandémie.

D'autre part, les conséquences de la pandémie seront très graves dans les régions aux systèmes de santé précaires - les États-Unis, l'Inde ou de nombreux pays d'Amérique latine ou d'Afrique - et aussi dans les pays subissant les conséquences des guerres ou des blocus. Ainsi, la crise met en évidence la nécessité de revoir

en profondeur les relations internationales et les alliances établies, en particulier celles qui s'avèrent incapables d'organiser des mécanismes d'entraide.

La pandémie met également en garde contre l'impact des agressions du système capitaliste sur l'environnement, en soulignant de manière plus critique l'incompatibilité du capitalisme avec la vie humaine et celle des autres espèces. L'humanité ne peut continuer à s'appuyer sur une mondialisation néolibérale dans laquelle toutes les ressources de l'économie sont mises au service du maintien de taux de profit élevés pour une minorité qui contrôle le pouvoir économique. Il est nécessaire d'avancer ensemble, tous les peuples de la planète, pour lutter contre les situations d'urgence comme celle que connaît actuellement l'humanité, en partageant les ressources, en développant des instruments de gouvernance mondiale, sur la base du bénéfice mutuel et de la défense d'un concept de sécurité humaine partagée, globale et durable. Nous n'atteindrons cet objectif qu'en mettant fin aux politiques bellicistes héritées de la guerre froide, en enterrant les guerres commerciales et en mettant fin au modèle impérialiste de mondialisation.

L'urgence mondiale rend nécessaire le renforcement de la coopération internationale, la promotion du multilatéralisme et du rôle de l'Onu dans l'application des valeurs et des principes énoncés dans sa Charte fondatrice, en agissant comme une plate-forme de coopération mutuelle, en établissant des mécanismes économiques efficaces pour améliorer la qualité de vie de ceux qui ont été touchés par les conséquences de la crise sociale qui accompagne la crise sanitaire. Le développement des forces

productives, les avancées technologiques et le progrès scientifique permettraient, avec une allocation adéquate de ressources, de faire face à la situation d'urgence actuelle et de surmonter la pandémie et ses conséquences. Mais cela implique de mettre fin aux politiques néolibérales et de progresser dans la mise en place des bases d'un nouveau système économique qui garantisse le bien-être et l'intérêt commun de l'humanité.

La nécessité d'une nouvelle Europe après la pandémie

En Europe, les conséquences de la Covid 19 ont permis de confirmer les graves conséquences de l'affaiblissement des soins de santé et des autres services publics à la suite des politiques néolibérales mises en œuvre au cours des dernières décennies. Des pays tels que l'Italie, l'Espagne et la France sont particulièrement touchés.

L'Eurogroupe a d'abord choisi de renoncer à une réponse européenne commune, une attitude manifestement peu favorable qui a suscité un sentiment généralisé de remise en cause de l'Union européenne, ce qui a obligé le Conseil de l'Europe à rectifier le tir pour assurer le financement des pays qui mettent en place des plans de choc.

L'achat d'obligations nationales ne résout pas en soi les besoins de financement. Il est évident qu'un gigantesque plan d'aide européen doit être approuvé pour les secteurs de base, les plus faibles, un plan qui évite la multiplication des licenciements dans les entreprises et qui évite d'allouer la plupart des ressources publiques mobilisées contre la pandémie au financement des entreprises et à la garantie des prêts. La priorité est de répondre aux besoins de la population et, en particulier, des travailleurs, les plus vulnérables. En ce sens, l'Union européenne a décidé d'articuler une réponse à la crise qui est insuffisante, car les mesures qui mettent les ressources économiques à la disposition des gouvernements, des entreprises et des institutions financières ne sont pas celles

dont ont besoin les pays les plus touchés par l'épidémie. Les fonds du Mes sont insuffisants pour faire face à la pandémie, même s'ils s'accompagnent de l'injection de fonds de la Banque Européenne d'Investissement destinés aux entreprises, et de l'émission d'obligations pour financer des programmes de licenciement s'élevant à au moins 100 milliards d'euros, alors que l'Italie, la France, l'Espagne et d'autres pays moins peuplés ont suspendu le travail de millions de personnes.

Un Plan de Reconstruction de l'Europe ambitieux est nécessaire pour faire face à l'avenir immédiat, c'est pourquoi les programmes de Reconstruction ont été lancés, nourris par des fonds essentiels qui, pour la première fois, comprennent un pourcentage significatif de ressources économiques non remboursables, mais un Programme qui est encore insuffisant pour déployer et maintenir le Bouclier Social nécessaire aux classes ouvrières européennes frappées par la pandémie. Si l'Union Européenne ne déploie pas et ne finance pas de manière adéquate un bouclier efficace de protection sociale et du travail, elle sera très vite mise en cause pour n'avoir pas répondu à l'urgence sociale et sera condamnée au blocage, à la décadence et, très probablement, à une crise irréversible qui pourrait provoquer sa désintégration pour cause d'inefficacité.

Un co-gouvernement en Espagne marqué par la pandémie

Personne n'aurait pu imaginer un contexte politique, social et économique plus difficile que celui dans lequel le premier gouvernement de coalition progressiste de ces 80 dernières années en Espagne commence à fonctionner, auquel participe, par le biais de Unidas Podemos, Izquierda Unida et, par conséquent, également le Parti communiste espagnol. Dès le début de l'urgence, nous avons travaillé pour que toutes les mesures nécessaires soient prises afin d'éviter que cette crise sanitaire, et la crise économique et sociale qui s'ensuit, ne soient

payées par la classe ouvrière.

Malgré le fait que la corrélation des forces dans le gouvernement de coalition ne soit pas aussi favorable que le souhaiterait la gauche alternative, le travail conjoint d'Unidas Podemos avec les syndicats de classe et les collectifs sociaux a permis de mettre en place des mesures pour protéger la classe ouvrière de cette crise. On constate que la classe ouvrière a été la principale garante du fonctionnement du pays, bien sûr les travailleurs de la santé, mais aussi les travailleurs des secteurs très précaires, peu reconnus et mal payés comme l'alimentation, le nettoyage, les transports, l'énergie, la sécurité publique, les soins et tant d'autres qui sont en réalité ceux qui garantissent le fonctionnement quotidien de la société.

La véritable lutte qui se déroule actuellement dans la société espagnole - au sein du Conseil des ministres, aux tables du dialogue social entre syndicats et employeurs, entre les différentes forces politiques et mouvements sociaux, et entre les secteurs qui influencent l'opinion publique - n'est autre que la définition du modèle économique et social de l'Espagne dans la période post-pandémique. L'Espagne est confrontée à la nécessité de déterminer quel sera le modèle de reconstruction économique et sociale post-Covid 19. La priorité à l'heure actuelle doit être de garantir des droits et une vie digne aux couches populaires, ce qui nécessite l'adoption de mesures politiques et économiques stratégiques à moyen terme, ainsi que des mesures urgentes pour maintenir un maximum d'emplois.

Le bloc contre la présence de Unidas Podemos au sein du gouvernement se renforce chaque jour davantage, surtout maintenant que le programme de reconstruction de tout le pays est contesté. Ce bloc est composé de la droite et de l'ultra-droite parlementaire, de l'oligarchie économique et financière, d'une bonne partie des secteurs d'activité, des institutions et des secteurs de l'administration qui ne sont pas soumis au contrôle démocratique, ainsi que des différents secteurs politiques qui servent les intérêts des institutions de l'Union

Européenne. Les forces réactionnaires ont besoin de l'expulsion de Unidas Podemos du gouvernement afin d'avancer en toute sécurité dans ce scénario d'un grand accord pour la reconstruction.

Notre objectif est de consolider le gouvernement de coalition progressiste, en essayant de générer des contradictions qui empêchent la mise en œuvre des mesures néolibérales, tout en accumulant des forces, par le biais de l'organisation et de la mobilisation populaires, en faveur d'une solution rupturiste à la crise du régime. Si ce gouvernement n'est pas maintenu, le processus nécessaire de reconstruction sera encouragé et dirigé par la droite sans que la gauche ou les communistes n'aient une influence considérable dans ce processus.

Le débat sur ce nécessaire processus de reconstruction économique et sociale après la pandémie a déjà commencé et pourrait devenir un nouveau processus constitutif. Le seul consensus est que ce système - incapable de garantir une vie décente aux majorités sociales - a montré une fragilité inacceptable et incompatible avec la sécurité humaine. Elle s'est révélée si fragile que, pour la première fois depuis longtemps, nous pouvons avoir un soutien populaire suffisant pour rendre hégémonique une proposition claire de reconstruction à partir de la revendication du commun contre l'individu, sur des propositions qui donnent des garanties et de la confiance aux majorités.

Pour la gauche transformatrice, la manière de pouvoir hégémoniser les propositions sur la reconstruction est de déplacer le débat vers la société et vers les différents secteurs productifs afin que d'eux émergent les propositions qui reflètent le véritable consensus révélé dans cette crise, à savoir la défense de ce est public, de ce qui est commun.

Enrique Santiago est secrétaire général du Parti Communiste Espagnol (PCE). Il est membre du 13e Congrès des députés représentant Madrid.

Changer le monde en temps de Covid

Liisa Taskinen

A la veille du Nouvel An 2020, nous ne pouvions même pas imaginer qu'en quelques mois, nous aurions fait quelque chose que personne n'avait envisagé après le Moyen Age. Nous avons déclaré État d'exception, fermé les frontières nationales et toute la collectivité. Les écoles et les lieux de travail ont été vidés de leurs occupants, et nous avons même bloqué la circulation entre la province méridionale autour de la région d'Helsinki, Uusimaa, et le reste du pays. C'est ainsi que le professeur de recherche Mika Salminen, directeur du Département de la Sécurité Sanitaire de l'Institut National de la Santé et du bien-être, a ouvert son article dans une publication finlandaise.

Tous les lieux de travail n'étaient pas déserts. La pandémie a montré très vite que la société est dirigée par des travailleurs ordinaires, tant dans le secteur public que privé, et non par des directeurs généraux ou des conseils d'administration de sociétés cotées en bourse. Nous avons besoin d'infirmières et de médecins, d'enseignants et de nettoyeurs, de chauffeurs de bus et de camions et de vendeurs pour faire leur travail. Beaucoup de ces travailleurs sont sous-payés, leur travail est invisible et sous-estimé. Très souvent, ce sont des immigrants. Ils sont aussi statistiquement plus souvent malades que la population en moyenne. Ils utilisent les transports publics, ont des familles plus nombreuses, des logements exigus. Beaucoup d'entre eux ont des connaissances linguistiques insuffisantes et ne peuvent pas comprendre toutes les recommandations. C'est pourquoi certaines communautés d'immigrés ont organisé un accompagnement et fourni des informations pour leurs membres les moins favorisés.

La production alimentaire dans les fermes a été menacée pendant les restrictions de

déplacement, et pas seulement en Finlande. La production de fruits et légumes a besoin de travailleurs saisonniers. En Finlande, ils viennent principalement d'Ukraine et de Thaïlande. Ces travailleurs dépendent également de ce travail. Finalement, le gouvernement a fait des exceptions, afin que ces travailleurs puissent entrer dans le pays. Ils ont dû vivre en quarantaine. Ils ne pouvaient rien faire d'autre que travailler et rester dans leur logement très modeste. Les syndicats ont été actifs pour s'assurer que les travailleurs reçoivent au moins le salaire minimum et que leurs conditions de travail et de vie soient tolérables. Ma question est la suivante : l'approvisionnement et la sécurité alimentaires en Europe reposent-ils sur des bases saines, s'ils dépendent autant des travailleurs saisonniers étrangers, et ces travailleurs sont-ils suffisamment payés et bien traités ?

Nous avons également appris qu'un système de santé publique solide est le meilleur pour faire face à la situation de pandémie, qu'il ne doit pas être privatisé et qu'il doit disposer de ressources suffisantes. De bons services sociaux sont encore plus nécessaires dans des circonstances exceptionnelles. Les gens ont besoin non seulement d'une aide au revenu, mais aussi d'un soutien social et psychologique. Lorsque les écoles ont été fermées et remplacées par l'enseignement à distance, l'inégalité des écoliers est devenue plus visible. Toutes les familles n'avaient pas les moyens d'acheter des ordinateurs portables et d'autres outils, tous les parents n'étaient pas en mesure d'aider leurs enfants. Tous les enfants ne pouvaient pas trouver un coin paisible pour les cours à la maison. Les enfants, qui avaient besoin d'un soutien accru dans l'apprentissage, risquaient

d'être laissés pour compte et d'abandonner l'enseignement. Tout cela constituait un défi pour les écoles et les enseignants également. Même dans la vie normale, les écoles auraient besoin de plus de ressources pour s'occuper de chaque enfant. Ainsi, lorsque quelque chose se produit, les écoles ont peu de réserves pour les circonstances exceptionnelles. Il faut en tenir compte, ainsi que des besoins du secteur des soins de santé et du secteur social, lorsque le gouvernement subventionne les municipalités. La politique économique néolibérale menace le développement du secteur public, et nous devons la combattre.

L'économie s'est effondrée partout. Des milliers de personnes ont perdu leur travail dans l'industrie, le commerce, les activités liées au tourisme, les bars et restaurants, le secteur culturel. Encore une fois, ce sont les mêmes travailleurs mal payés. Des centaines de millions d'euros ont été versés à l'industrie et à la vie économique pour éviter une récession économique plus grave que celle des années 1930. En d'autres termes, pour garantir les profits des gros capitaux. Se souvient-on de ceux dont le travail a créé ce profit ? Leurs revenus doivent être protégés, et non les dividendes des actionnaires. Les subventions des gouvernements et de l'UE doivent servir à sauver les lieux de travail des citoyens. Elles doivent également être utilisées pour améliorer les technologies et les processus en vue d'une technologie propre, de l'efficacité énergétique et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Dans tous les pays, des mesures ont été prises pour restreindre les droits de l'homme, comme la liberté de circulation et la liberté d'exercer un métier ou une profession. Ces mesures ont été prises pour protéger le droit de l'homme le plus important - le droit à la vie. La plupart des gens l'ont accepté. Des décisions ont été nécessaires. En Finlande, une loi sur la préparation a été adoptée en 2011. En mars 2020, cette loi a été utilisée pour la première fois, pour le confinement, alors que l'état d'urgence avait été établi. Le confinement est devenu très

populaire!

Il y a beaucoup de questions, quand il s'agit des droits constitutionnels des personnes physiques, des sociétés et des conflits possibles entre les deux. Quels sont les critères d'un état d'urgence ? La pandémie est facilement compréhensible, ainsi que les catastrophes naturelles. Nous devons être conscients que les mouvements sociaux, comme la grève générale, peuvent être considérés comme un état d'urgence et que ces "lois sur les coffres-forts" peuvent être utilisées pour restreindre la liberté d'expression, de manifestation et de grève. Cette situation de pandémie peut également être considérée comme un test pour cela. Dans de nombreux pays membres de l'UE, des applications mobiles ont été créées pour retrouver les personnes susceptibles d'avoir été exposées à ce coronavirus. Très vite, ces applications ont été rendues compatibles, de sorte que lorsqu'une personne voyage d'un pays à l'autre, elle peut toujours obtenir des informations sur un éventuel contact avec une personne contagieuse. En cas de pandémie, c'est utile et permet de limiter les chaînes d'infection. Les applications sont anonymes. Elles ne disent à personne, qui a été en contact avec qui et où. Je me demande simplement si ces applications peuvent être modifiées de manière moins anonyme à d'autres fins.

La pandémie actuelle n'a pas été une surprise pour les scientifiques. La surprise est venue du virus SRAS-CoV-2, le coronavirus, qui en est la cause. Il y a une vingtaine d'années, nous avions prévu une pandémie de grippe aviaire, mais nous avons eu la grippe porcine de manière inattendue en 2009.

Les nouveaux virus dangereux passent souvent des animaux sauvages aux animaux domestiques, puis aux humains. Cette voie peut nous apporter des virus encore plus dangereux, comme les nouvelles formes du virus Ebola. C'est une conséquence directe du changement climatique et de la perte de biodiversité, d'une part, et de la production de gros volumes de viande et de volaille, d'autre part. Plus les forêts tropicales sont détruites et utilisées pour

l'agriculture, plus le contact entre les animaux sauvages et les animaux de production est étroit. Les grandes exploitations agricoles, où des milliers d'animaux vivent ensemble, sont comme des incubateurs de virus. De nouvelles mutations apparaissent facilement dans de telles circonstances. Les antibiotiques sont largement utilisés dans les usines de production de viande. Cela a permis de produire des bactéries pathogènes multirésistantes. Quelles sont les autres conséquences que nous ne connaissons pas encore ?

Le réchauffement climatique et la crise écologique affectent tout, et pas seulement en tant que source virale de nouvelles épidémies. Les sécheresses extrêmes, les pluies et les inondations extrêmes, les incendies de forêt ont déjà forcé les gens à quitter leurs maisons dans le Sud et à chercher de meilleurs endroits où vivre. Ce fut également l'un des facteurs de la crise en Syrie. Des signes de phénomènes météorologiques extrêmes ont également été observés en Europe. Si nous voulons que la planète entière reste habitable et cultivable, le réchauffement climatique doit être stoppé, d'ici dix ans. C'est pourquoi le Parlement européen a déclaré une urgence climatique dès le 27 novembre 2019. La biodiversité est une valeur en soi, mais bien plus encore. Une grande partie de la biodiversité est invisible dans notre sol. On en sait encore peu sur elle. La culture intensive d'une espèce comme le maïs, avec une fertilisation artificielle a appauvri le sol et réduit sa fertilité. Au moins 20 % du sol et de la nature originelle doivent rester intacts. La perte d'insectes pollinisateurs a été un signal d'alarme. Nous sommes complètement dépendants de la nature. Son équilibre est très compliqué, et nous en savons encore très peu. Lui nuire de manière significative, c'est comme ouvrir la boîte de Pandore. Personne ne peut prévoir ou chiffrer les effets cumulatifs et les réactions en chaîne. Pour l'homme, ils sont irréversibles. Si nous ne sommes pas capables d'arrêter le réchauffement climatique et la crise écologique, il n'y aura pas de paix, d'égalité, de démocratie, de conditions de vie saines. Il

y aura une lutte pour les ressources naturelles, les terres habitables et cultivables, la nourriture, l'eau douce.

Cette pandémie peut-elle être un tournant entre deux époques historiques, une alerte au feu ? Alors, quelle est la nouvelle ère ? Avons-nous enfin compris que la crise climatique et écologique est la question principale ? Que la technologie propre, les voitures électriques, manger moins de viande, faire du vélo ne suffit pas ? Nous surutilisons les ressources naturelles non renouvelables. Il faut y mettre un terme, de manière démocratique et équitable. L'humanité dispose de toutes les connaissances, compétences et ressources pour résoudre le problème. La solution au problème montre clairement que les mécanismes de l'économie de marché ne fonctionnent pas. La nouvelle ère historique doit être celle où la plupart des forces différentes s'unissent pour obliger les décideurs à prendre de véritables décisions importantes. C'est l'ère où le niveau de consommation doit être réduit pour ceux qui consomment trop, mais où il doit être relevé pour ceux qui vivent dans une grande pauvreté. Cela signifie de meilleurs logements, des installations sanitaires, de l'eau propre, de la nourriture, des soins de santé, une éducation pour les pauvres dans nos pays et dans le Sud. Si l'on n'en tient pas compte, nous restons à une époque révolue, où la politique environnementale n'est qu'environnementale, séparée, cloisonnée de ces autres questions, et incapable de gérer toute la complexité de la question.

Nous, la gauche, les partis et organisations verts et progressistes, devons être conscients et écouter la science, et non pas débattre de questions mineures isolées. La gauche européenne est-elle prête à passer à l'étape suivante de sa politique ?

Liisa Taskinen est médecin. Elle est vice-présidente du Parti Communiste de Finlande, dans lequel elle est active depuis 50 ans.

Changer le monde à l'époque de Covid

Marilisa Xenogiannakopoulou

Malgré les arguments néolibéraux, «l'Histoire ne s'est pas terminée en 1989». La distinction entre gauche et droite, progrès et conservatisme reste dominante, car elle émerge des conditions et des inégalités économiques et sociales. Il a toujours un sens, tant qu'il y ait des intérêts économiques et sociaux différents, forts et faibles, accumulation de richesses, exploitation et inégalités.

Aujourd'hui, deux perceptions et politiques diamétralement opposées sont en désaccord. La crise de la pandémie de Covid-19 a ébranlé les certitudes du capitalisme mondial, le récit du néolibéralisme a pris un coup dur et le modèle économique dominant s'est avéré incapable de faire face efficacement à la pandémie et à ses conséquences. Les effets négatifs des réductions et des privatisations des services publics, qui ont eu lieu dans les pays européens au cours des dernières décennies, sont devenus évidents. L'importance des politiques et des investissements publics, du système de santé publique et de l'État-providence a de nouveau été prouvée.

La crise sanitaire provoquée par la pandémie s'ajoute à la crise économique, climatique et migratoire et a un effet catalytique sur les conditions de travail et la démocratie. Le monde sera définitivement différent après la pandémie. Le capitalisme se transforme et la pandémie est vue par les forces néolibérales et les gouvernements comme une opportunité de restructurer l'économie, au détriment des petits producteurs et des petites et moyennes entreprises, et de déréglementer complètement le marché du travail au détriment des salariés, de leurs salaires et leurs droits.

Dans l'Union européenne, contrairement à la politique d'austérité restrictive qui a été imposée pendant la crise financière, une stratégie

différente de gestion de la crise pandémique et de ses conséquences a prévalu, ce qui a conduit à la suspension temporaire du pacte de stabilité, les mesures prises par la Banque centrale et la création du Fonds de relance. Ces évolutions positives sont principalement dues au fait que la crise sanitaire et économique actuelle ne se limite pas, comme en 2010, aux pays du Sud, mais affecte tous les pays européens et l'économie européenne dans son ensemble.

Ces différenciations dans la conception néolibérale dominante forment un nouveau champ d'action pour la gauche, les Verts, les forces socialistes et progressistes, les mouvements sociaux et les travailleurs afin de promouvoir leur programme et leurs propositions, entreprendre des initiatives politiques et faire valoir des revendications sociales. Les nouvelles conditions soulèvent des questions critiques et nous placent devant nos responsabilités, afin que nous puissions répondre par nos propositions et nos actions aux nouveaux dangers, besoins et conditions qui émergent.

La question cruciale est de savoir quelles perceptions prévaudront en Europe au lendemain de la pandémie. Aujourd'hui, nous devons lutter pour le changement du modèle économique dominant et pour mettre fin aux politiques d'austérité. Nous devons projeter un nouveau plan européen et une architecture alternative pour la zone euro, garantissant la mise en œuvre de politiques d'investissement public et social pour la relance économique, l'emploi, des salaires équitables, la cohésion économique et sociale. Il faut une approche globale et une réponse de la part de la gauche et des forces progressistes européennes pour faire face aux dangers qui menacent la démocratie,

les libertés individuelles et les droits sociaux. Au cours des dernières décennies, la concentration sans précédent de la richesse et du pouvoir entre les mains de quelques-uns a conduit à l'érosion de la démocratie. Il est révélateur qu'en Europe le 5% de la population possède près de 40% de la richesse privée.

Partout dans le monde, les forces d'extrême droite exploitent les inégalités, la peur, l'insécurité et le mécontentement social pour saper la démocratie. Nous l'avons vécu en Europe pendant la crise financière et à la suite des politiques d'austérité. Nous voyons encore des mouvements d'extrême droite profiter des effets de la pandémie et de la crise sanitaire et économique sur la société. Nous devons lutter avec nos positions et nos actions, pour que le mécontentement populaire et l'angoisse sociale s'expriment en appelant à un changement démocratique et social progressif.

Notre monde évolue rapidement en raison de la transformation numérique et technologique et de ses conséquences économiques et sociales, du changement climatique, des réalignements géopolitiques et de l'élargissement des inégalités. La demande d'une redistribution juste et démocratique de la richesse et du pouvoir augmente considérablement dans le monde. La question est de savoir qui définira et dans quelle direction les changements en cours. Seront-ils dictés par des intérêts économiques extra-institutionnels en l'absence du peuple ou seront-ils le résultat d'une transformation sociale démocratique?

Notre réponse concrète et affirmée est que le cadre et les règles d'organisation de l'économie et de la société doivent être définis par la souveraineté du peuple, exprimée démocratiquement et les mouvements sociaux guidés par les intérêts de la majorité sociale. Une alternative différente est désormais à la fois nécessaire et réalisable face au néolibéralisme, et dans ce sens nous luttons à la fois dans nos pays et au niveau européen. Dans ce contexte, nous fixons des objectifs prioritaires.

L'accès aux traitements et vaccins disponibles doit être garanti à tous. Il est d'une importance cruciale de délivrer les brevets pour les nouveaux vaccins et de garantir la possibilité

d'une production massive et rapide, par des industries pharmaceutiques plus européennes, des quantités nécessaires à l'achèvement du programme de vaccination dans tous les pays européens. Nous devons garantir l'équité des vaccins, afin de garantir l'égalité d'accès aux vaccins, mais aussi pour vérifier les pratiques de profit des sociétés pharmaceutiques multinationales, qui souvent ne respectent pas leurs engagements, comme récemment par leur incapacité à assurer une livraison massive de vaccins à la Union européenne. Cette idée a été initialement proposée par le président de Syriza Alexis Tsipras et gagne du terrain. Il est en fait débattu au Parlement européen et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté à une large majorité un amendement du Groupe de la Gauche unitaire européenne, qui appelle les Etats du Conseil de l'Europe à traiter le vaccin Covid-19 en tant que bien public mondial, et les autorités et États de l'Union européenne à surmonter les barrières et les restrictions découlant des brevets et des droits de propriété intellectuelle, afin d'assurer la production et la distribution généralisées de vaccins dans tous les pays et à tous les citoyens.

L'Europe doit renforcer le secteur public; développer un nouveau modèle de production et une fiscalité plus juste et plus progressive permettant une augmentation des dépenses sociales. Il est nécessaire de garantir des ressources adéquates pour les politiques sociales, la santé publique, l'éducation et le renforcement des systèmes de sécurité sociale. Une nouvelle crise de la dette dans le sud de l'Europe se profile, de même que la menace d'un nouveau cycle d'austérité, d'ajustement budgétaire et de dévaluations internes. Nous soulignons l'appel à un ajustement européen et à un règlement du surendettement, dans le cadre d'une révision du rôle et de la mission de la Banque centrale européenne.

Les fonds émis par la Banque centrale européenne et les plans de relance européens devraient avoir la priorité sur le financement des services publics, du système public de santé et d'éducation, de l'emploi et de l'État-providence dans son ensemble afin de parvenir à une transition socialement juste.

Notre objectif principal est de soutenir les travailleurs et les employés, leurs salaires et leurs droits, d'établir un salaire minimum équitable et de garantir la négociation collective dans l'Union européenne pour lutter contre les inégalités croissantes et le dumping social.

Ces derniers mois, pour des millions de salariés en Europe, le travail à distance/télétravail est devenu obligatoire, et dans de nombreux pays comme en Grèce sans aucune règle. Le cadre institutionnel régissant le télétravail doit être garanti et il doit y avoir une disposition correspondante dans les conventions collectives, concernant le respect des contrats de travail et le consentement nécessaire des salariés, le droit à la déconnexion et le respect des heures de travail, des dispositions pour la santé et la sécurité des employés, ainsi que leurs frais de fonctionnement.

L'adoption au Parlement européen d'un amendement pour un «gel» de trois ans du «droit à la déconnexion», c'est-à-dire des règles au niveau européen régissant les horaires de travail et le droit des salariés à distance de s'abstenir du travail et de la communication en dehors de leurs heures de travail sans conséquences, était une évolution particulièrement négative. Les organisations patronales européennes, y compris la Fédération des industries grecques, ont fait pression pour cette suspension de trois ans, qui vise, d'une part, à laisser le télétravail sans règles et réglementations européennes dans une période de généralisation de sa mise en œuvre et, d'autre part, pour consolider les faits sur le marché du travail, ce qui rend la réglementation difficile à l'avenir.

La demande d'instauration de mesures et de règles fiscales uniformes pour les sociétés multinationales, le mouvement de capitaux spéculatifs à court terme et la facilitation des politiques économiques pour renforcer l'État providence et réduire les inégalités sont tout aussi importants. À cet égard, nous devons exiger l'imposition d'une «taxe Tobin» européenne sur les transactions financières à court terme, la taxation des entreprises numériques et multinationales là où elles assurent les bénéfices les plus élevés, ainsi que l'introduction d'une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés, afin d'empêcher la concurrence fiscale et la capacité des multinationales à transférer leurs bénéfices d'un pays, où elles les gagnent, à un autre, pour profiter de taux d'imposition inférieurs.

Le grand défi aujourd'hui pour la gauche et les forces progressistes est de donner un nouveau sens et une nouvelle impulsion au plan européen sur la base d'un accord social-environnemental européen progressiste, en promouvant un nouveau modèle productif, social et écologique, en luttant contre les inégalités sociales, régionales et numériques, en défendant et en renforçant la démocratie, la cohésion économique et sociale et les droits sociaux, en vue d'un avenir commun de paix, de justice sociale, de solidarité et de prospérité.

Marilisa Xenogiannakopoulou est chef du secteur du travail et des affaires sociales du comité central de Syriza-Alliance progressiste et membre du Parlement pour le nord d'Athènes.

La pandémie de coronavirus à l'époque néolibérale. Le cas de la Roumanie

Gheorghiu Zbăganu

Situation mondiale

Plus d'un an après le début officiel de la pandémie (22 janvier 2020) et presque un an après le début des statistiques du Worldometer (15 février, voir¹), le nombre de cas de personnes infectées enregistrés a dépassé 110 millions et le nombre de décès a atteint 2,5 millions. Ce qui signifie un taux de mortalité naïve de 2,21 %. Sur les continents, les plus touchés sont Amérique du Nord (727,000 décès pour 32,7 millions de cas, 1,227 décès pour 1 million d'habitants, mortalité 2,27%) Amérique du Sud (447,000 décès pour 17,2 millions de cas, 1,039 décès pour 1 million d'habitants, mortalité 2,61 %) Europe (780,000 décès pour 32,7 millions de cas, 1043 décès pour 1 million d'habitants, mortalité 2,39%).

En comparaison, Asie (400,000 décès pour 24,5 millions de cas, 84 décès pour 1 million d'habitants, mortalité 1,63%)

Et l'Afrique (100,000 décès pour 3,8 millions de cas, 75 décès pour 1 million d'habitants, mortalité 2,62%) s'en est sorti presque indemne. La Roumanie, comparée à d'autres pays européens, n'est pas très mauvaise.

Avec 20,000 décès pour 770,000 cas et 1,024 décès pour 1 million d'habitants, sa place serait la plus élevée : 11e pour le nombre de cas, 10e pour le nombre de décès et 17 pour le nombre de décès pour 1 million d'habitants (sans compter les mini-États de moins d'un million d'habitants).

Cela aurait pu être bien pire. À titre de comparaison, certains pays qui, il y a six mois,

semblaient très performants - la Slovénie, la Tchéquie, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la Slovaquie ont déjà un nombre de décès supérieur à un million d'habitants par rapport à la Roumanie.

Bien sûr, il faut remarquer que tous ces chiffres ne sont que très approximatifs. Personne ne sait quel est le nombre réel de cas, toutes sortes d'hypothèses sont faites : par exemple, on a un cas non déclaré (ou deux, trois, selon l'analyste) pour chaque cas déclaré. Pour cette raison, il n'est pas possible de calculer la mortalité du virus avec précision, les chiffres écrits ci-dessus sont uniquement basés sur des données officielles. Et même le fameux R0 - qui calcule combien de personnes s'infectent en moyen - ne fonctionne pas pour le moment.

Cependant, les gens s'accordent à dire que l'indicateur le plus fiable est le nombre de décès signalés à la population.

De ce point de vue, les dix premiers pays touchés jusqu'à présent seraient la Belgique, la Slovénie, le Royaume-Uni, la République tchèque, l'Italie, le Portugal, la Bosnie, la Hongrie, la Macédoine et l'Espagne. La situation est étonnamment mauvaise dans les pays de l'ex-Yougoslavie (à l'exclusion de la Serbie), ainsi qu'en Bulgarie, en Hongrie et en République tchèque. Il y a six mois, ils étaient tous parmi les leaders, en particulier la République tchèque, la Bulgarie et la Slovénie. Quels sont les États leaders en Europe aujourd'hui ? La Norvège, la Finlande, la Biélorussie, l'Estonie, le Danemark, la Serbie - ce sont les États qui comptent moins de 500 morts pour 1 million d'habitants. Cinq États

baltes et un État balkanique, nos voisins.

Quelle sera la situation à la fin de la pandémie, le même ordre sera-t-il maintenu ? Nous ne pouvons pas prévoir, car il y a six mois, personne n'aurait imaginé comment la Slovénie, qui était l'un des États les plus prospères, est devenue un exemple de "mauvais exemple", immédiatement après la Belgique - celle qui a toujours été la plus touchée.

Quand la pandémie va-t-elle prendre fin ?

Les scientifiques n'osent pas donner de réponse. Si nous faisons l'analogie avec la grippe espagnole², elle devrait passer cette année ou, au plus tard, en 2022. Nous approchons déjà de la fin de la deuxième vague - celle qui était la plus meurtrière il y a cent ans, lors de la grippe espagnole. C'est juste que les choses sont plus compliquées. Il y a des glissements entre les continents, ou même dans le cas d'un même continent. Dans le cas de l'Europe, si nous établissons arbitrairement la première vague dans la période 15.02 - 01.06, le calme entre 01.06 - 01.10 et la deuxième vague du 01.10 jusqu'à maintenant, les décès dans les trois périodes seraient dans la proportion 5-1-10. Je m'attends à ce que la deuxième vague se termine en avril. Dans le cas de la grippe espagnole, la troisième vague a été plus faible que la première - je pense qu'elle sera la même maintenant, s'il y en a une troisième.

La pandémie et la crise du capitalisme

Contrairement à la grande crise de 1929-1933 ou à celle de 2008-2009, la crise actuelle a été provoquée par une pandémie similaire à celle de 1918-1920. C'est la faute de la nature, on peut le dire. Mais les dégâts n'auraient pas été aussi importants s'ils n'avaient pas été aggravés par le système capitaliste néolibéral, notamment par les privatisations dans le domaine des soins de santé, par l'augmentation des inégalités socio-économiques et par le poids des dettes de l'État envers les entités privées. Il est compréhensible que les États aient d'abord réagi de manière

chaotique à la nouvelle pandémie - de telles choses n'arrivent qu'une fois par siècle. Le 31 janvier 2020, les États-Unis ont suspendu leurs vols vers la Chine, suivis par d'autres pays européens. Le 5 février, l'OMS a annoncé qu'une pandémie était possible et le 11 mars, elle avait déjà déclaré une pandémie. En dehors de la Chine, plus d'un millier de décès était déjà enregistré.

Les gouvernements ont paniqué et ont commencé à appliquer une quarantaine totale comme ils pensaient que la Chine le faisait. Seulement que la Chine n'a jamais appliqué la quarantaine au niveau des États, mais seulement au niveau des provinces. Ce qui semblait incroyable s'est produit : le verrouillage au niveau des États, à commencer par l'Italie. C'était une première mondiale : l'OMS l'a recommandée à 193 États. Tous les États n'ont pas accepté la quarantaine, certains n'ont même pas voulu entendre parler de la pandémie (le Turkménistan et la Corée du Nord ; de là, nous n'avons pas de données).

Les médias et l'internet ont contribué à la panique et à l'hystérie de masse qui ont rendu le verrouillage possible. Et la solidarité européenne s'est révélée vide de sens au cours des premiers mois de la pandémie, lorsque les voisins de l'Italie dans l'UE - les premiers touchés - ont refusé de leur venir en aide. Seuls la Chine, Cuba et la Russie se sont montrés à la hauteur de la situation.

En Europe occidentale - la région la plus touchée - la première vague de la pandémie s'est terminée fin mai, soit quatre mois plus tard.

Une période d'environ quatre mois de calme a suivi et la deuxième vague est arrivée - tout comme lors de la grippe espagnole.

Les quatre mois de calme auraient pu être utilisés pour améliorer les systèmes de santé publique, pour mener des recherches conjointes afin de trouver un traitement efficace pour la maladie et pour préparer une réponse à la seconde vague. Des tests gratuits auraient dû être mis à la disposition de la population, les services de soins intensifs des hôpitaux auraient dû être préparés de manière à éviter la surpopulation, et leur réquisition aurait dû être

faite. En particulier, les usines de production de médicaments auraient dû être placées sous le contrôle des États de manière à pouvoir réagir rapidement en cas de besoin. Ce ne fut pas le cas. Presque sans exception, la deuxième vague a été au moins deux fois plus meurtrière que la première. Les mois calmes n'ont pas été mis à profit pour résoudre les problèmes de manque de personnel médical, de dotation des services de soins intensifs. Au contraire, les coûts des systèmes de santé publique ont été exacerbés par le sous-financement et le titillement des personnes privées, à la recherche de profits. Les compagnies pharmaceutiques privées ont vu leurs profits augmenter et ont reçu des milliards d'euros d'aide de fonds publics. Au lieu de coopérer pour le bien public, elles ont continué à se faire concurrence pour occuper le marché - au détriment des malades. Au lieu de coopérer pour trouver un traitement ou un vaccin le plus rapidement possible, les géants de la Big Pharma ont gardé des secrets, se battent entre eux pour corrompre la Commission européenne, vantent leur propre vaccin, dénigrent les autres, et lorsque leurs services sont acceptés, ils retardent la livraison des vaccins et pendant ce temps, des gens meurent. Dans la logique du capitalisme, la pandémie a été une bonne occasion d'enrichissement. Les requins se sont enrichis dans le commerce électronique, profitant du confinement (voir Amazon ou Alibaba) ; les petits poulets de la vente des masques, du détergent et des tests RCA. Les gros requins des grandes compagnies pharmaceutiques ont fait les frais des vaccins payés avec l'argent public. Et ils ont protégé leurs vaccins par des brevets.

Dans un monde socialiste, le potentiel de la science et de la technologie devrait être au service de la société, et non pas pour faire du profit pour les parasites. Car dans le socialisme, la science et la technologie sont au service du profit social - c'est-à-dire du bien public - et non du bien financier. On pourrait citer comme exemple la Chine, qui a résolu le problème de la pandémie (3 décès/1million d'habitant, a fait don de fournitures médicales à de nombreux pays,

produit ses propres vaccins), le Vietnam (moins d'un décès pour 1million) et surtout Cuba (22 décès pour 1million par habitant, a envoyé des centaines de médecins et d'infirmières dans les régions du monde les plus touchées et produit son propre vaccin). C'est pourquoi je pense que l'équipe médicale cubaine mérite l'attribution du Prix Nobel de la Paix.

La pandémie dans la Roumanie néolibérale

En Roumanie, la pandémie a frappé un système de santé déjà fragilisé par le secteur privé et sous-financé. L'État a depuis longtemps confié la dentisterie, l'ophtalmologie et la dialyse à des cliniques privées travaillant dans un but lucratif. En lieu et place de patient, le citoyen dans le besoin était considéré comme un client. De plus, la malchance roumaine a fait que l'épidémie s'est produite pendant l'un des gouvernements les plus catastrophiques depuis 1989 : le gouvernement d'Orban. Il a jugé approprié de réduire de 23 % les fonds alloués à la santé. La Roumanie a eu le triste privilège d'avoir des morts brûlés dans les hôpitaux - il y en a déjà 28 eu personnes brûlées. Pendant la pandémie, il n'y a eu des incendies mortels qu'en Italie, en Turquie et en Russie ^{9,10}.

Un seul hôpital a été construit depuis le coup d'État de 1989. La Roumanie a le plus faible pourcentage du PIB alloué à la santé, soit 5,2%¹⁰.

En 2018, juste avant la chute des premiers ministres Cișu et Orban, la Roumanie dépensait 584 euros par personne ¹¹ pour la santé - moins que la Bulgarie, plus pauvre que nous (600 euros) et huit fois moins que l'Allemagne. Les tests PCR, qui dans d'autres pays (Autriche, Grèce) sont effectués gratuitement, nous coûtent 400 lei. Le système est parasité par des cliniques privées à but lucratif.

Pour les hôpitaux privés, le patient est un client, l'idéal serait que tout le monde soit malade pour vendre ses produits et services.

Pour les hôpitaux publics, mis au service du

patient, l'idéal serait, au contraire, de ne pas avoir de patients. Sauf pour les malades de la tête, qui sont frustrés de donner de l'argent aux médecins alors qu'ils sont en bonne santé...

Et, afin de contribuer encore plus au sous-financement du système de santé publique, le nouveau premier ministre, l'innommable Cîțu, a proposé un budget pour 2021 avec 11% de moins ! L'ignorance des besoins de la population est à son maximum. La priorité du nouveau ministre de la santé, un diplômé récent d'études économiques dont le seul lien avec la médecine est le commerce des médicaments - à savoir Vlad Voiculescu - n'est pas là pour améliorer le système, mais de le réformer. Il a nommé parmi ses conseillers une personne sans lien avec la médecine pour être responsable des patients - c'est-à-dire transférer les patients bien connectés des hôpitaux roumains vers d'autres hôpitaux de pays européens. Qui paie ? L'État. Au cours des 30 dernières années, nous avons su ce que signifient les réformes dans le capitalisme : la destruction de ce qui fonctionnait bien avant et la privatisation de ce qui peut apporter du profit aux capitalistes. C'est une question de vie ou de mort pour la société roumaine de résister aux réformes de Voiculescu et au budget de Cîțu.

Au cours des sept dernières années, les dépenses de santé en Roumanie ont diminué, passant de 1,100 euros par habitant à 584 euros en 2018, sous le gouvernement social-démocrate. Cela signifie que les sociaux-démocrates n'étaient pas beaucoup mieux que les partisans de la ligne dure néolibérale d'aujourd'hui, partisans de Thatcher et de Reagan.

Que faut-il faire d'un point de vue socialiste ?

La santé gratuite pour tous les citoyens. D'où viennent les fonds ? Des impôts des roumains : de l'impôt progressif, de l'imposition des grandes fortunes, de l'imposition des bénéfices des grandes sociétés multinationales, des réductions du budget militaire et des services,

de la limitation des pensions de service (que certains appellent spéciale), des redevances et du passage à la gestion publique des services publics : eau, gaz, électricité. Les abonnements pour la fourniture de l'eau, l'énergie, le chauffage que les citoyens paient de toute façon devraient parvenir à l'administration publique (État ou mairies) et non aux poches de certains parasites.

Une renonciation aux brevets sur les médicaments. L'industrie et la recherche en santé doivent être un bien public pour toute l'humanité. Les résultats de la recherche dans l'industrie pharmaceutique doivent être librement accessibles, afin que tout État puisse en bénéficier. Il serait également à l'avantage des grandes entreprises pharmaceutiques - Pfizer ou AstraZeneca car elle débarrasserait du besoin d'espionner les concurrents. Ils se sont plaints que leurs servers étaient attaqués - par la Corée du Nord. Si tous les résultats et les recherches sont en open source, ils n'auront pas besoin de protéger les recherches. La coopération, et non la concurrence - cela devrait être la règle dans tout ce qui touche à la santé publique.

La vaccination rapide de la population avec des vaccins produits par des entreprises publiques, en renonçant à la corruption et à la politisation. La corruption ne se produit qu'à l'intersection entre le public et le privé. Protection des masses défavorisées en premier lieu, car ce sont elles qui sont les plus touchées par la pandémie. Tests gratuits et fournitures sanitaires gratuites pour ceux qui en ont besoin.

Mobiliser et résister. Les soins de santé ne sont PAS un business ! C'est le droit de tout citoyen!

1. <https://www.worldometers.info/coronavirus/>

2. https://ro.wikipedia.org/wiki/Grip%C4%83_spaniol%C4%83

3. <https://www.statista.com/chart/7495/germany-leads-europe-in-hospital-bed-capacity/> Lits d'hôpitaux en Europe.

4. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Hospital_discharges_and_length_of_stay_statistics

5. https://en.wikipedia.org/wiki/Shortages_related_to_the_Covid-19_pandemic

6. <https://www.oecd.org/economic-outlook/voici-l'impact-de-la-pandemie-sur-le-PIB-de-20-pays.-La-baisse-du-PIB-a>

été de 7,5 % en Europe, de 4,1 % dans le monde et le seul pays qui a augmenté son PIB est la Chine.

7. <https://www.jec.senate.gov/public/index.cfm/republicans/analysis?ID=8ACFB304-2B09-4BC4-A3B7-9946216BC150> En abscisse, on voit la diminution du PIB et en ordonnée, le nombre de décès par million d'habitants. Données de septembre 2020

8. <https://ourworldindata.org/Covid-health-economy> Idem, mais sur l'axe des y, il y a le nombre de cas. Il semble y avoir une corrélation positive. Cuba est absent.

9. <https://www.irishtimes.com/news/10-patients-and-nurse-die-within-seconds-in-hospital-fire-1.121775>

10. <https://www.euronews.com/2021/02/05/why-has-romania-had-two-deadly-hospital-fires-in-a-matter-of-months>

11. [https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-](https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/DDN-20201202-1)

[news/-/DDN-20201202-1](https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/DDN-20201202-1)

Dépenses de santé en Europe, 2018. Surprise : le dernier pays est le Luxembourg. La Roumanie est devant.

12. https://en.wikipedia.org/wiki/European_countries_by_health_expense_per_person. Données plus anciennes sur les dépenses de santé - 2011 - 2014. Surprenant : L'involution roumaine : de 1100 euros/habitant en 2014 à 584 euros en 2018. C'était avant que le néolibéral ne gouverne.

Gheorghiță Zbăganu est vice-président des relations internationales du Parti Socialiste Roumain et professeur à l'Université de Bucarest, Faculté de Mathématique et Informatique.

Essais

La crise du Coronavirus et les conséquences pour les politiques européennes

Parti de la Gauche Européenne

Preambule

La crise sanitaire à laquelle le monde est confronté révèle une crise structurelle qui existait déjà et que le Parti de la Gauche Européenne (PGE) n'a cessé d'exposer. Le PGE s'est chargé de proposer un modèle alternatif pour cette Europe suite à la propagation du Covid-19. Pour cela, une plateforme a été créée et nous travaillons très activement pour la développer, le plus rapidement et le mieux possible, en nous concentrant non seulement sur les solutions à la crise actuelle, mais également, à plus long terme, pour une transformation publique, sociale et écologique de l'économie. Il est important de repenser le rôle des institutions européennes et mondiales, d'assurer des investissements allant dans le sens d'un Nouveau pacte vert et social ("Social Green New Deal), de protéger les travailleurs.euses et de promouvoir un avenir centré sur les besoins humains et pas seulement sur le profit.

La situation provoquée par la pandémie du Covid-19 bouleverse l'humanité tout entière. Presque tous les pays ont pris des mesures drastiques pour éviter la contraction et contenir la pandémie. Tous les efforts possibles doivent, en effet, être consentis pour protéger la population. De telles mesures requièrent une coordination. Mais une coordination européenne efficace par ses institutions est toujours absente de même qu'une réponse globale. De cette façon, les pays les plus touchés sont laissés à eux-mêmes. Le risque est donc que le Pacte de Stabilité limite la solidarité entre les pays face à la crise économique en menant à la dichotomie entre

les pays privilégiés et les pays déjà touchés par l'austérité dans le passé.

La propagation du virus Covid-19 a également des conséquences significatives pour l'économie : Il donne un coup d'accélérateur à la crise de la mondialisation néolibérale en tant que modèle hégémonique de société et, de ce fait, au processus de restructuration du capitalisme.

La pandémie de coronavirus constitue la preuve manifeste de l'échec du modèle économique et social néolibéral dominant. En raison de la politique d'austérité néolibérale menée au travers de la privatisation des services publics, les systèmes de soins de santé ne sont pas en mesure de répondre aux besoins publics pendant une pandémie.

Le Parti de la gauche européenne (PGE) exige des mesures immédiates pour lutter contre les conséquences de la crise et un changement radical de politique, ouvrant une nouvelle voie pour le développement de la société, plaçant le peuple en son centre.

Certaines mesures au niveau national pour protéger les personnes les plus vulnérables, comme en Espagne, vont dans le bon sens, mais des activités globales concernant cinq pôles sont nécessaires. Avant tout, tout doit être fait pour protéger la population. Une transformation publique, sociale et écologique de l'économie est urgente. Les institutions et les droits démocratiques ne doivent pas être remis en cause par les mesures prises pour lutter contre la crise: au contraire, en ces temps difficiles, la démocratie et les droits civils doivent être défendus et élargis. Il n'y a pas d'autre réponse que la solidarité internationale

face à la dimension mondiale de la crise: c'est le moment pour une nouvelle initiative de désarmement et une politique de détente.

Protection de la population

Tous les efforts possibles doivent être consentis pour un meilleur fonctionnement des systèmes de santé. Nous avons besoin de ressources supplémentaires pour les systèmes de santé publique, ainsi que d'une convergence des normes dans tous les pays en termes de personnel, d'installations et d'équipements dans les hôpitaux publics et pour les systèmes de prévention, ainsi qu'une augmentation de la capacité de production des outils de protection de la santé. Il faut également impérativement se doter, à l'échelle du Continent, de services publics européens, efficaces et coordonnés avec le reste du Monde. Nous exigeons la création immédiate d'un fonds européen pour la santé financé via la BCE par des titres à 100 ans non négociables sur les marchés, et les possibilités d'obtenir davantage de services publics en supprimant le Pacte de stabilité et de croissance. Tant sur le plan social qu'économique, la population a besoin de protection. Des milliers de travailleurs.euses et de salarié(e)s risquent de perdre leur emploi et leurs revenus et beaucoup les ont déjà perdus. Le virus frappe les plus faibles les plus durement: les personnes les plus touchées sont celles qui travaillent dans des conditions de précarité, mal payés en particulier le personnel de nettoyage et les soignants.

Les gouvernements de toute l'Europe demandent de pratiquer le télétravail, mais cette mesure ne s'applique pas à tout un chacun, et dans trop de cas, c'est un privilège. Les travailleurs.euses des services essentiels ou des chaînes de production essentielles dont la présence est requise sur le lieu de travail doivent avoir la garantie qu'ils seront protégés contre la propagation du virus. Nous exigeons l'adoption d'un plan de sauvetage économique pour les travailleurs.euses et leurs familles, y compris tous les travailleurs précaires, les chômeurs et les sans-papiers, les migrants et les réfugiés ou similaires. En cas de perte de revenus, une compensation financière

est nécessaire. Les loyers et les hypothèques doivent être suspendus pour ceux qui ne peuvent pas les payer en raison de leur perte de revenu. Nous nous opposons à toute tentative d'aggraver les conditions de travail, comme la suspension des conventions collectives et la réduction des droits des travailleurs. Les systèmes de protection sociale, de salaires et de retraites devraient être adaptés sur le plus haut niveau que nous ayons en Europe.

Les femmes sont celles qui ont fait le plus d'efforts pour assurer notre sécurité à tous et le bon fonctionnement de la société: leur rôle essentiel doit être reconnu et honoré. Aucune solidarité ou entraide ne pourrait exister sans le rôle crucial des femmes. Malgré cela, les femmes sont principalement touchées par des conditions de travail précaires, en particulier les gardiennes, les caissières ou les femmes de ménage. La situation des femmes migrantes est spécialement dure, que ce soit dans les camps, ou dans les pays dans lesquels elles sont arrivées.

Les femmes ne devraient pas payer le prix le plus élevé de cette crise: nous avons besoin d'un plan concret axé sur la protection de toutes les femmes (travailleuses, chômeuses, migrantes), en particulier lorsqu'elles sont victimes de violences (en particulier la violence domestique).

Nous nous opposons fermement à la pression exercée par le monde économique et industriel sur les décideurs pour qu'ils mettent fin aux mesures de confinement et rouvrent des productions non essentielles sans garantir les conditions de base de la sécurité des travailleurs afin d'éviter l'augmentation des infections.

Nous avons besoin d'actions urgentes non seulement pour les grandes entreprises, mais en particulier pour les petites et moyennes entreprises et les travailleurs indépendants. Le soutien financier aux entreprises doit viser à maintenir les emplois, en respectant les salaires, les horaires et les devoirs. Afin de faire face aux problèmes de remodelage de la production, la réduction du temps de travail au même salaire est encouragée.

Relance économique et transformation écologique et sociale

Comme mesure immédiate, nous avons besoin de plus d'investissements dans les services publics.

D'emblée, il faut en finir avec les politiques d'austérité en abandonnant l'ensemble du pacte de stabilité et de croissance. L'Europe doit abandonner cet instrument, qui a été utilisé pour imposer l'austérité aux dépenses publiques, sapant en conséquence les soins de santé et les autres services publics au détriment de la population qui, de ce fait, souffre aujourd'hui de la crise du coronavirus.

La Banque centrale européenne (BCE) devrait être l'instrument pour garantir les énormes ressources nécessaires pour faire face à l'immense urgence sociale, économique et médicale actuelle.

L'argent de la BCE devrait être utilisé pour aider les populations à sortir de l'urgence médicale et pour lutter contre les conséquences de la crise, et non pour maintenir le taux de rendement du capital. La BCE doit assumer sa responsabilité de développement de l'économie et prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la spéculation financière. Il s'agit d'une condition préalable pour garantir la coordination des actions nationales et la mise en place d'un solide système de solidarité pour faire face à la crise du coronavirus. La BCE et les banques nationales devraient être utilisées pour augmenter les dépenses de services sociaux et de protection de la population.

Par ailleurs, la BCE doit financer un plan d'investissement européen, capable de dynamiser l'emploi et de garantir une évolution du modèle environnemental et social de production et de l'économie. Nous avons besoin d'un programme de reconstruction des capacités productives comprenant la relocalisation des industries stratégiques. Nous exigeons un Fonds européen de relance, financé par des obligations émises par le Fonds lui-même ou par la Banque européenne d'investissement et acquises par la BCE. Dans le même temps, le mécanisme

européen de stabilité (MES), qui représente une manière inutile et nuisible d'intervention dans les budgets publics des différents pays européens, devrait être aboli.

La Cour Constitutionnelle allemande a remis en question les compétences de la BCE et de la Cour de justice de l'Union européenne et ignore les exigences économiques dont nous avons besoin pour le développement européen. Sa décision ne représente pour nous que le revers de l'austérité et du projet néolibéral. Elle a pour fonction de décourager et d'éviter les actions de solidarité et de saper la voie vers tout projet d'Europe sociale.

Nous proposons un moratoire général sur les dettes publiques. Par ailleurs, nous proposons une conférence européenne sur les dettes publiques, et une discussion ouverte sur les critères de classification de la dette.

Cette crise du Covid-19 montre que le marché ne répond pas du tout aux besoins des citoyens. Il n'est même pas en mesure d'assurer le minimum nécessaire à la vie. Nous voulons une relance du rôle public, perdu pendant la période de privatisation, dans tous les secteurs: le système de crédit, les productions stratégiques, le système de recherche et les services. Nous avons besoin d'un modèle économique axé sur le bien-être public, et l'immense accumulation de capital par quelques-uns doit être stoppée. Pour le plus grand nombre, pas seulement pour quelques-uns! (« For the many, not just for the few! »).

Le financement de l'augmentation des dépenses sociales et l'investissement dans la transformation de l'industrie nécessitent une politique de justice fiscale: nous exigeons un nouveau modèle de collecte des impôts qui taxe les grandes sources de capital et de richesse, sur la base des critères de progressivité fiscale, et qui met fin aux paradis fiscaux à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Une taxe sur les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et sur NATU (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber) est nécessaire.

La crise fournit des raisons suffisantes pour remettre en question notre modèle socio-économique et changer radicalement la politique. Un profond changement est nécessaire, parce

que nous sommes confrontés à d'énormes défis écologiques tels que le changement climatique, qui a de graves conséquences sociales. Pour la Gauche, le lien entre les exigences écologiques et les besoins sociaux est crucial. Il faut une transition verte de l'industrie. Cependant, nous sommes aussi dans l'obligation de protéger les travailleurs et les salariés affectés par ce processus.

Le concept de « transition juste » que promeut la Confédération Syndicale Internationale (CSI) combine la transition écologique et la protection sociale. Une nouvelle politique industrielle intégrant des concepts d'énergie et de mobilité innovants est nécessaire. Nous avons besoin d'un plan de reconversion environnementale et sociale de l'économie qui garantisse le plein et bon emploi et protège les droits de chacun, en commençant par l'égalité des sexes. Dans une perspective de gauche, une nouvelle politique industrielle doit inclure la participation directe des travailleurs et, de ce fait, aller de pair avec la démocratie économique.

Démocratie

Le PGE considère que la crise Covid-19 peut menacer les démocraties et le risque qu'une action irresponsable conduise à l'émergence de l'extrême droite et à sa rhétorique de non-solidarité totale. Contre les tentatives de profiter de la situation d'urgence pour limiter ou suspendre nos droits, le PGE défend la démocratie et ses institutions. Par exemple, les parlements devraient rester en fonction et non être suspendus, comme c'était le cas en Hongrie.

Nous savons que des mesures très strictes sont nécessaires pour contenir la pandémie. Mais nous devons être vigilants et faire en sorte que les restrictions de liberté jugées nécessaires pour arrêter la progression de la pandémie restent des mesures exceptionnelles.

Le PGE rejette également fermement toute tentative d'utilisation abusive de la pandémie du coronavirus pour faire de la démagogie xénophobe ou nationaliste.

Désarmement et paix

L'engagement inconditionnel en faveur de la paix et du désarmement est l'un des éléments essentiels de la politique de gauche. Sans paix, il n'y a pas d'avenir pour l'humanité.

L'urgence du coronavirus doit être considérée comme une occasion de remettre le désarmement et la paix au centre de l'élaboration des politiques. Les dépenses militaires doivent être considérablement réduites au profit des soins de santé et de la satisfaction des besoins sociaux. Il est temps de prendre l'initiative d'une nouvelle politique de détente.

La manœuvre de guerre « Defender » a été stoppée par l'épidémie de coronavirus, mais elle n'a pas été complètement annulée. Par conséquent, nous devons poursuivre et intensifier notre résistance contre ces dangereux exercices militaires. L'OTAN n'est pas une organisation défendant les intérêts des Européens. Avec ses activités agressives, c'est une organisation dangereuse. L'OTAN doit être dissoute au profit d'un nouveau système de sécurité collective, qui inclue également la Russie.

Nous ne sommes pas d'accord avec les plans de l'UE et de l'OTAN visant à renforcer les structures militaires (en particulier la PESCO) pour pouvoir faire face à la deuxième vague d'infection du Covid-19 ou à d'autres pandémies. C'est une direction dangereuse : la solidarité européenne ne s'exprime pas par des moyens militaires mais par le renforcement des structures civiles communes.

Solidarité européenne et internationale

Nous avons besoin d'une sortie sociale de la crise qui dépasse le modèle actuel d'intégration européenne. Notre objectif est une sortie sociale de la crise. Pour ce faire, toute proposition doit englober plusieurs volets :

- La nouvelle intégration internationale de l'Europe devra diversifier ses relations

internationales avec des relations commerciales équitables fondées sur le bénéfice mutuel et non sur la concurrence pour le profit.

- Nous soutenons la promotion d'un processus de coopération paneuropéen incluant la Russie.
- Le développement d'un modèle d'États socialement avancés caractérisé par une solidarité et une coopération «horizontales», avec un programme de reconstruction productif et durable visant à atteindre la souveraineté alimentaire à travers un plus grand soutien et de l'innovation pour l'agriculture.
- Le soutien à l'OMS, notamment sur le plan financier, pour jouer un rôle plus efficace dans de telles crises.
- La défense de l'ONU menacée par l'administration des Etats-Unis dans l'intérêt du multilatéralisme.
- Ce n'est pas seulement une tâche pour l'Europe mais pour le monde entier. Les pays du Sud ont besoin d'un soutien financier pour protéger leurs populations et améliorer leurs systèmes de santé.
- Nous devons nous assurer que les réfugié(e)s et les migrant(e)s sont traités conformément au droit international et européen, que leurs droits humains et civiques sont définitivement respectés et que leurs vies ne sont pas non plus menacées par des détentions illégales, des

refoulements, des expulsions cachées aux yeux du public, ou par des manques de soins de santé, d'hébergements inadéquats, de conditions de vie inacceptables, de réactions racistes et xénophobes, d'exploitations, de discours de haine ou d'actes de violence. Nous devons nous concentrer sur leurs bonnes éducations, sur des opportunités de travail décentes et égaux, sur leurs épanouissements personnels et leurs intégrations sociales.

- Initier une réponse humanitaire à la situation de millions d'êtres humains dans le monde qui doivent quitter leur foyer pour échapper à la misère, à la faim, aux maladies et à la guerre et qui verront désormais leur situation s'aggraver.
- Le monde doit rester uni et la clé pour surmonter la crise est la solidarité internationale. Il est particulièrement nécessaire de renforcer la solidarité avec les peuples du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, qui courent un plus grand risque d'être gravement touchés par la pandémie du Covid-19. Le blocus contre Cuba et les sanctions américaines contre 53 pays, dont le Venezuela, devraient être levés.
- Nous soulignons un nouvel accent mis sur les principes culturels et fondés sur des valeurs qui permettent le plein développement de l'être humain dans une société égalitaire et écologiquement protégée.

Coronavirus, travailleurs et précarité: Les défis d'une sortie fondée sur le renforcement du travail¹

*Adoración Guamán, Guillermo Murcia López,
and José Miguel Sánchez Ocaña*

Travail, précarité et mondialisation : la réalité pré-corona

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a célébré son premier siècle d'existence en 2019, en adoptant la Déclaration sur l'Avenir du Travail². Le texte souligne la "transformation radicale" du marché du travail causée par "les innovations technologiques, les changements démographiques, le changement environnemental et climatique, et la mondialisation". Les critiques ne manquent pas sur ce diagnostic qui, s'il est toujours vrai pour une partie des travailleurs de la planète, ne permet pas de saisir les principaux problèmes auxquels l'autre partie de la population active mondiale est confrontée chaque jour, engluée dans la précarité et la pauvreté³.

En fait, l'OIT a reconnu presque simultanément, dans son rapport 2020 sur les perspectives sociales et d'emploi dans le monde, que la pauvreté et les inégalités ne cessent de s'étendre, l'emploi et la réglementation du travail étant incapables de les résoudre. Au-delà des défis posés par l'intelligence artificielle et d'autres scénarios d'avenir, l'OIT a admis que pour une bonne partie des 3,3 milliards de personnes qui travaillent dans le monde, avoir un emploi ne signifie pas la fin de la pauvreté⁴.

Ces études confirment que les marchés du travail ne répartissent pas correctement les

bénéfices de la croissance économique, ce qui soulève la question de la dignité des populations étudiées. Ainsi, le lien entre travail et pauvreté, qui avait été rompu pour les majorités sociales des économies centrales au cours des décennies dorées de l'État social, est revenu sous le couvert du mot "précarité".

Le terme désormais omniprésent de "précarité" a été tellement utilisé qu'il est souvent difficile à définir, même pour les chercheurs et les théoriciens spécialisés dans ce domaine⁵. Il a été identifié, entre autres, comme une incertitude quant à la continuité ou à la stabilité d'un emploi⁶; un moyen pour les employeurs de transférer leurs risques d'entreprise aux travailleurs⁷; ou un phénomène dans lequel les travailleurs acceptent des risques mais ne reçoivent que des avantages⁸, limités. Izabela Florczak a défini ce terme comme "à la fois connu et non identifié"⁹, tandis qu'Alberti, Bessa, Hardy, Trappmann et Umney l'ont qualifié de "nébuleux"¹⁰.

Quelle que soit la manière dont on l'entend, il ne faut pas oublier que la grande récession de 2008 a permis d'affiner les politiques fondées sur la dévaluation interne, l'approfondissement de l'accumulation par dépossession, le transfert rapide des revenus du travail vers le capital, la dilapidation de décennies de conquête des droits sociaux et d'expansion des services publics, et la rupture de l'ancien pacte capital-travail. L'ancien travailleur "standard", avec un contrat permanent à temps plein, avec une couverture sociale complète et un salaire le

protégeant de la pauvreté, est devenu une rareté sur le marché du travail, ce qui a amené certains à se demander s'il s'agissait vraiment à un moment donné d'une fiction "standard"¹¹ (Van der Linden, 2017, p. 197-200).

L'extension de la précarité, qui est devenue une caractéristique contemporaine des marchés du travail, a eu une origine plurielle, qui peut être retracée tant au niveau supranational et étatique que du point de vue de l'action institutionnelle et des rapports de force entre les sujets représentant les intérêts du capital et du travail. D'une part, en réalité, les différents modèles de travail définis dans les normes nationales ont été fortement influencés par les politiques commerciales et d'investissement, car il est toujours indéniable que la "politique du travail" du Fonds Monétaire International et d'autres institutions financières internationales a pénétré dans le droit du travail de nombreux pays, bouleversant la sphère réglementaire du travail à partir des années 50, avec un élan accru depuis les années 80, et à travers les différents "Consensus"¹² de Washington et de Bruxelles. En outre, la tendance est à l'augmentation des violations des droits du travail dans les traités commerciaux et d'investissement et à l'introduction continue de nouveaux mécanismes tels que la coopération réglementaire, qui ouvre une énorme porte à la *Lex mercatoria* ("marchand de droit") dans le domaine des droits sociaux¹³.

D'autre part, l'augmentation de la puissance économique des sociétés transnationales (STN) et le développement de leurs grandes chaînes¹⁴ de valeur mondiales ont également contribué à ce scénario de travail. Les pratiques de décentralisation et de territorialisation ont affecté la division internationale du travail, forçant la concurrence réglementaire entre les États et déclenchant une course vers le bas, un dumping social fonctionnel, l'opacité et l'impunité des activités des STN, et affectant négativement la création d'emplois décents en limitant la capacité de surveiller et de contrôler le respect des réglementations du travail, entraînant ainsi une baisse des normes du travail¹⁵. Le scénario pré-Covid de l'offensive de *Lex mercatoria* contre le travail est encore plus complexe si l'on considère en outre les conclusions de l'analyse

d'Oxfam sur l'inégalité¹⁶, les taux d'esclavage moderne¹⁷, ou les crimes impunis de diverses sociétés transnationales contre les droits de l'homme et les droits naturels¹⁸.

Au niveau national, les réformes sans fin ont été présentées comme des solutions à une crise économique mondiale "causée" par les droits acquis par les travailleurs dans le pacte social d'après-guerre. La réalité des travailleurs appauvris occupant des emplois "atypiques" s'est imposée et le travail a cessé d'être synonyme d'émancipation et de dignité, devenant une condition dépourvue de droits. Cette réalité déjà fortement dégradée de la classe ouvrière a été aggravée par l'offensive permanente - caractéristique des politiques néolibérales depuis sa naissance au Chili - contre les collectifs de travailleurs. Des facteurs tels que le discrédit permanent dans les médias, les réformes de la négociation collective, la criminalisation du droit de grève ou la reconfiguration de la division internationale du travail et la propagation des chaînes de valeur mondiales ont entraîné une perte accélérée du pouvoir des syndicats et donc de leur capacité à négocier et à agir en tant que contre-pouvoir, au niveau national et international.

La "sortie de crise" de 2008 dans le monde du travail n'a été qu'un mirage, du moins en termes qualitatifs et d'un point de vue global. Il est vrai, comme le souligne le rapport de l'OIT intitulé "Perspectives mondiales de l'emploi et de la société : tendances 2020", qu'avant l'apparition de la Covid-19, la reprise en termes quantitatifs de l'emploi au niveau mondial après la Grande Récession s'est produite dans certains pays développés, en particulier dans les économies britannique et américaine, qui ont connu une augmentation notable de leur taux d'emploi. Toutefois, cette reprise quantitative ne s'est pas traduite par une reprise qualitative et, comme indiqué plus haut, l'OIT elle-même a souligné le fait que avoir un emploi très souvent ne garantissait plus des conditions de travail décentes ni un revenu adéquat.

Un des exemples paradigmatiques de cette reprise faible et extrêmement inégale des effets de la Grande Récession est le cas de l'Espagne, qui souffre éternellement des déficiences

structurelles de son modèle de travail, avec la plus grande probabilité, de 2006 à 2015, que les nouveaux emplois créés soient caractérisés par l'emploi temporaire, le travail de nuit, les bas salaires et surtout le travail à temps partiel involontaire¹⁹.

Dans la soi-disant "reprise", ceux qui avaient traditionnellement bénéficié des moments de sortie de crise économique (les jeunes, les travailleurs à faibles revenus ou à faible niveau d'éducation) n'ont vu aucune amélioration, ce qui les a transformés en sujets hyper-vulnérables dans le scénario marqué par la Covid-19²⁰. Avant d'aborder les impacts spécifiques de la syndémie provoquée par la coronavirus, il convient de souligner que le paysage du travail prenait un tournant particulièrement intéressant dans certains pays, comme l'Espagne, précisément dans les mois précédant la propagation du virus. La formation d'un gouvernement de coalition en 2019, pour la première fois dans l'histoire de l'Espagne post-dictature, composé d'un parti social-démocrate traditionnel et d'un parti de gauche (Unidas Podemos), a marqué un glissement progressif vers des politiques de protection sociale et une volonté manifeste de reconstruire le pacte social avec ses garanties de travail décent. En fait, en matière de travail, les objectifs du gouvernement étaient clairs : l'abrogation de la réforme du travail de 2012 - une mesure phare du néolibéralisme - qui a commencé par l'élimination des licenciements dus aux nombreux congés maladie, et surtout, l'élaboration d'un statut du travail qui répondrait aux besoins d'un nouveau modèle social du travail pour le XXI^e siècle.

Comme nous le montrerons, la présence d'Unidas Podemos au sein du gouvernement a été décisive pour l'adoption des mesures néo-keynésiennes clés abordant les effets sociaux de cette crise de manière diamétralement opposée à celles mises en œuvre pendant la Grande Récession.

L'impact de la syndémie sur le monde du travail : quand il pleut, il pleut à verse

Ainsi, la Covid-19 est apparu dans une réalité déjà marquée par la précarité dans certains secteurs et avec des économies fortement dépendantes du commerce, des investissements étrangers et du travail effectué dans des conditions misérables.

La Covid-19 a également mis en évidence la superficialité de la présomption d'un besoin de plus en plus réduit de main-d'œuvre humaine, avec la transformation du lieu de travail qui en résulte. L'une des principales mesures utilisées par les médias pour décrire la gravité de la crise sanitaire pendant la première et la deuxième vague de la Covid-19 a été le nombre de lits d'hôpitaux occupés. Mais ce que cette métonymie véhicule, ce n'est pas seulement un calcul de l'utilisation des infrastructures, y compris les lits physiques eux-mêmes, mais une préoccupation concernant la pénurie de travailleurs de la santé et de travailleurs auxiliaires dans les hôpitaux, qui sont absolument nécessaires pour faire face à la pandémie et dont les efforts et l'exposition ont été reconnus par des applaudissements quotidiens d balcons des maisons pendant les confinements. Le travail humain et les travailleurs, loin d'être obsolètes ou voués à disparaître du fait de la montée imparable de la robotisation ou d'une transformation absolue de la main-d'œuvre, ont été réaffirmés au cours de cette crise sanitaire comme une pièce maîtresse absolument essentielle du fonctionnement social.

Il n'est pas surprenant que la syndémie de la coronavirus, qui a jeté son ombre sur l'année 2020 et l'année en cours, laisse derrière lui un bilan manifestement lourd dans le domaine de la santé mais aussi dans le domaine économique /le domaine du travail, affectant sérieusement les revenus et donc les capacités des citoyens à vivre dignement. Les données actuelles sur la main-d'œuvre fortement touchée indiquent un impact global et sans précédent sur l'emploi. Selon l'analyse²¹, de l'OIT de janvier 2021, au

deuxième trimestre 2020, une réduction du temps de travail d'environ 18,2 % (soit l'équivalent de 525 millions d'emplois à temps plein) a été atteinte. Ces prévisions sont plus importantes pour les pays à revenu intermédiaire inférieur, où le pourcentage d'heures perdues a atteint 23,3 % (240 millions d'emplois équivalents en temps plein) ; pour le même trimestre (tel qu'estimé en septembre 2020 mais révisé à 29,9 % dans les estimations de janvier 2021 de l'OIT), les prévisions pour la fin de l'année se sont aggravées à mesure que la propagation du virus et sa gestion ont évolué.

Par secteurs, les plus touchés sont les services de restauration et d'hébergement, les industries manufacturières, le commerce de gros et de détail, les activités immobilières et les activités administratives et commerciales. Ces secteurs emploient 1,25 milliard de personnes dans le monde, soit près de 38 % de la main-d'œuvre mondiale. Ce sont des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, avec des taux élevés d'emplois/salaires précaires et d'informalité. En d'autres termes, il s'agit de travailleurs qui ne peuvent faire face à une baisse drastique de leurs revenus sans tomber dans des difficultés existentielles. En particulier, les personnes ayant des relations de travail informelles, environ 2 milliards selon l'OIT et la plupart d'entre elles dans les pays émergents et en développement, courent un grave danger de devoir choisir entre être infectées ou assurer la subsistance de leur famille.

Ainsi, le scénario pré-corona était déjà particulièrement grave pour les travailleurs les plus vulnérables du monde et la crise de la coronavirus les a particulièrement touché. Cela est dû à plusieurs facteurs qui se combinent traditionnellement dans les économies périphériques mais qui ont commencé à se propager aux économies centrales : l'existence d'un secteur informel plus important et d'un secteur public plus restreint, les difficultés du télétravail et le peu de ressources (ou de fonds) que les gouvernements allouent aux mesures de compensation des revenus.

Les données concernant les économies centrales sont tout aussi alarmantes. Les études publiées indiquent une augmentation prévisible

du chômage aux États-Unis et au Royaume-Uni, qui a déjà touché les groupes les plus vulnérables tels que les jeunes travailleurs, les travailleurs moins instruits et les minorités ethniques²². En particulier, le Royaume-Uni a connu une augmentation relativement faible du taux de chômage au cours de la première vague, peut-être grâce au lancement du Job Retention Scheme, un programme par lequel le gouvernement britannique a versé jusqu'à 80 % des salaires aux travailleurs incapables de poursuivre leur activité professionnelle en raison de la pandémie, ainsi qu'à l'amélioration des prestations sociales pour les chômeurs²³. Le manque de travailleurs actifs était également perceptible, entre autres, dans les secteurs de la santé, des supermarchés et des services de livraison²⁴.

Un phénomène similaire a été observé en Australie, où le nombre d'heures travaillées a diminué de 9,5 % d'avril à mai, avec un effet de "rebond" de 3,6 points de pourcentage de mai à juin, contrairement aux récessions précédentes où la diminution des heures avait été plus progressive ; le rebond peut être attribué à la réponse du gouvernement australien à la crise, et en particulier à son programme de subventions JobKeeper pour les entreprises particulièrement touchées afin d'éviter les licenciements²⁵. Au Canada, la Covid-19 a entraîné une diminution de 32 % des heures hebdomadaires travaillées pour les travailleurs âgés de 20 à 64 ans et une baisse de 15 % du taux d'emploi²⁶.

Dans le cas de l'Espagne, la Covid-19 a eu un impact sérieux sur le travail, même en dépit d'instruments tels que le règlement sur l'emploi temporaire (ERTE²⁷), que nous aborderons ci-dessous. Comme le soutient²⁸, la syndémie a des effets particulièrement négatifs sur les groupes vulnérables tels que les jeunes ou les nouveaux arrivants sur les listes de chômage, les travailleurs sans emploi n'ayant pas droit à ces prestations, ou ceux qui en bénéficient de manière limitée, et les travailleurs de plus de 45 ans. D'autres prévisions de l'impact économique de la pandémie ont souligné le poids inégal de l'industrie dans les différentes communautés²⁹, autonomes, anticipant un effet plus important dans les secteurs plus dépendants de l'hôtellerie

et de la restauration mais aussi où la fabrication de véhicules avait un poids important en raison de la fermeture d'usines de production et de l'effet de report des autres secteurs³⁰. Un rapport du syndicat UGT qui a recueilli des données jusqu'au mois de mai a confirmé que ce sont les secteurs des activités de loisirs ainsi que la construction, l'hôtellerie et les activités administratives et services auxiliaires qui ont connu la plus grande variation négative des prestations de sécurité sociale entre mars et avril, avec un effet de rebondissement notable d'avril à mai dans le secteur de la construction et, dans une mesure nettement moindre, dans le secteur de l'hôtellerie³¹.

Une étude réalisée par Salas Nicás, Llorens Serrano, Navarro i Giné et Moncada i Lluís présente un intérêt particulier³². Elle est basée sur une enquête réalisée entre avril et mai qui nous permet de nous concentrer sur les effets de la pandémie, non seulement en ce qui concerne le niveau d'emploi mais aussi en termes de différentes variables et groupes de travailleurs. À partir des données fournies par cette étude, nous attirons l'attention sur les points suivants : 37,8 % des personnes interrogées sont allées travailler comme d'habitude pendant l'état d'urgence, et 13,1 % peuvent être calculées comme l'ayant fait avec des symptômes ; en outre, la proportion de ceux qui sont allés travailler avec des symptômes est plus élevée lorsque leur salaire ne couvrait pas leurs besoins de base (18,2 %). Outre les secteurs de la santé, la plupart des personnes touchées travaillaient dans des épiceries ou des supermarchés, des entreprises de construction, d'assainissement ou de livraison à domicile.

En outre, les personnes qui sont allées travailler sans les mesures de protection nécessaires représentent plus de 70 % des personnes qui travaillent et se trouvent dans les mêmes secteurs. Le télétravail n'était possible que pour 30,1% des travailleurs. La perte d'emploi parmi les personnes interrogées atteint 5,7%, principalement en raison de licenciements mais aussi du non-renouvellement de contrats. Les hommes sont légèrement plus touchés que les femmes, tout comme les travailleurs ouvriers par rapport aux travailleurs non manuels, mais

la différence s'observe surtout dans la manière dont cette destruction est ressentie chez les jeunes travailleurs, 17% des personnes de moins de 25 ans ayant perdu leur emploi. Le mécanisme ERTE a été appliqué à plus d'un travailleur sur quatre interrogés, tant en mode de suspension qu'en réduction du temps de travail.

Dès le début de la pandémie, l'OIT, avec l'analyse de l'impact que nous avons mise en évidence, et d'autres organisations internationales ont averti que la gravité des données sur l'impact social dépendrait largement des décisions politiques adoptées par les différents gouvernements. L'approche de la crise adoptée par le gouvernement espagnol, le ministère du travail et d'autres départements impliqués tels que le ministère de la sécurité sociale ou la deuxième vice-présidence du gouvernement³³, est un exemple de réponse publique avec une approche sociale.

Réactions institutionnelles: de l'ajustement néolibéral à une réponse publique à orientation sociale.

L'Espagne a déclaré l'état d'urgence avec le décret royal 463/2020 du 14 mars 2020³⁴.

Les premières mesures sur le lieu de travail ont été mises en pratique deux jours avant la déclaration officielle de l'état d'urgence. La loi RD 7/2020, du 12 mars³⁵, garantit des prestations d'invalidité temporaire dues à des accidents du travail aux personnes soumises à des périodes d'isolement, soit pour cause d'infection, soit pour cause de quarantaine. Dès la déclaration de l'état d'urgence, le gouvernement a adopté diverses mesures pour amortir les effets économiques de la crise sanitaire sur les salariés et les indépendants, les entreprises, etc.

Une avalanche de mesures gouvernementales a été adoptée concernant la suspension des contrats de travail et la réduction du temps de travail en raison de la cessation d'activité, mais aussi dans de nombreux autres domaines, mises en œuvre à partir du Décret Royal - Loi

8/2020, du 17 mars³⁶ promulguant des mesures extraordinaires et urgentes pour faire face à l'impact économique et social de la Covid-19. Bien que ces mesures n'impliquent pas d'intervention directe de l'État et des entités publiques dans l'économie, il existe quelques exceptions telles que la réglementation des prix des équipements de protection. Et plutôt qu'une intervention économique directe, les mesures arbitrent les mécanismes de flexibilité des entreprises et leur contrepartie sous forme de protection sociale au travail. Il est significatif que pratiquement toutes ces mesures ont été négociées et convenues dans le cadre d'un accord social entre le ministère du travail et les syndicats et organisations patronales les plus représentatifs.

Nous analyserons brièvement ci-dessous les mesures de flexibilité et de protection sociale qui sont devenues plus importantes pour la préservation et le maintien du niveau de l'emploi, tout en définissant les prestations sociales et en protégeant la santé des personnes. Tout d'abord, les mesures liées au télétravail et à la flexibilisation du temps de travail : La loi du 17 mars contenait une série de mesures visant à maintenir l'activité professionnelle combinée à des mesures sanitaires et de santé. Compte tenu de la nécessité de prévenir les mouvements de population, elle a été adoptée comme première option en termes de mesures d'urgence, établissant la possibilité de télétravail et l'obligation de rendre le temps de travail plus flexible ainsi que la nécessité de maintenir la coresponsabilité dans les soins.

La deuxième série de mesures est la Législation³⁷, sur le Travail Temporaire, qui permet la suspension du contrat de travail ou la réduction de la journée de travail. La loi du 17 mars a adapté un mécanisme existant dans le système juridique, l'ERTE, afin de "garantir que l'activité commerciale et les relations de travail reprennent normalement après des situations de santé exceptionnelles".

Avec le télétravail, ce type de dispositif, qui permet la suspension du contrat de travail et la réduction du temps de travail, est devenu le principal rempart du maintien de l'emploi dans bon nombre de pays de l'Union européenne.

Après deux mois de blocage, un salarié sur quatre dans l'Union européenne a été touché par une mesure de suspension ERTE ou similaire. Ce type de dispositif a été étendu au plus grand nombre de personnes en France et en Italie, tant en valeur absolue qu'en valeur relative. Si la nécessité en est indiscutable, il faut également tenir compte de l'endettement public que ce type de mesures entraîne et des difficultés à verser effectivement les prestations, comme cela a été fait en Espagne et en Italie. En fait, le débat sur l'extension des ERTE s'est poursuivi, compte tenu de la deuxième vague de la pandémie et de l'anticipation de nouvelles vagues. Ces mécanismes sont nécessaires, mais il semble également évident qu'ils ne sont ni suffisants ni la seule solution pour maintenir le monde des affaires à flot, qui a besoin de la mise en œuvre d'autres mesures de soutien, de stimulation et de régénération.

L'adoption et la couverture par des mécanismes similaires à ERTE dans d'autres pays varient considérablement, et nous allons donc expliquer brièvement la réalité espagnole afin qu'elle puisse être utilisée comme exemple. L'une des caractéristiques de ce mécanisme qui permet la suspension des contrats ou la réduction temporaire de la journée de travail est la procédure de décision "express" qui implique l'autorité du travail, les syndicats ou les représentants des travailleurs et les entreprises. Cette représentation collective dans l'adoption des mesures a été particulièrement caractéristique en France et en Italie³⁸.

La décision établit la possibilité de suspendre ou de réduire le temps de travail pour cause de force majeure ou pour des raisons économiques, techniques, organisationnelles ou de production liées au coronavirus. Bien qu'au départ la distinction entre ERTE pour force majeure et ERTE pour des raisons économiques, techniques, organisationnelles et productives, toutes deux découlant de la crise sanitaire, ait semblé importante, la vérité est que ses conséquences ont été davantage supportées par l'entreprise que par les travailleurs. En outre, il faut garder à l'esprit qu'environ 90% des décisions promulguées lors du premier état d'urgence décrété le 14 mars avaient une

cause de force majeure avérée. Les ERTE dues à la “force majeure” affectent l’entreprise et ses employés. En ce qui concerne les premiers, trois caractéristiques méritent d’être mentionnées. En premier lieu, elles permettent la suspension ou la réduction du temps de travail tout en exonérant les entreprises du paiement des cotisations de sécurité sociale des entreprises à la direction du Trésor. En second lieu, et précisément en raison de l’avantage économique qu’elles apportent, ces ERTE comportent un engagement de l’entreprise à maintenir l’emploi pendant 6 mois³⁹. Enfin, les procédures de formalisation de la décision sont assouplies et rationalisées, tant par la réduction des délais que par la suppression générale des rapports de contrôle de l’inspection du travail.

Du côté des travailleurs, un mécanisme a été activé qui leur permettra de recevoir des allocations de chômage, qu’ils remplissent ou non les conditions habituelles pour y accéder (par exemple, la période de cotisation) et sans “consommer” leur cotisation⁴⁰. Il est important de se concentrer sur la partie du salaire que les salariés perdent dans cette situation causée par la Covid-19, puisque les allocations de chômage ne couvrent que 70% de la base réglementaire pour laquelle ils cotisaient. La vérité est que cette perte de revenu est une caractéristique commune des mécanismes juridiques présents dans le droit comparé, et que si des pays comme les Pays-Bas et le Danemark prévoient des prestations s’élevant à 100 % du salaire, des pays comme la France, l’Espagne ou l’Italie envisagent une réduction - dans le meilleur des cas, la disposition fixe les prestations à 80 % de l’assiette, comme en Italie.

Avec le retour au travail des travailleurs dont le contrat a été suspendu, des gouvernements comme celui de l’Italie ont jugé opportun d’autoriser des réductions des cotisations de sécurité sociale, ce qui a permis de réduire les cotisations jusqu’à 30% entre le 1er octobre et le 31 décembre 2020 pour les entreprises du sud de l’Italie. Cette mesure visait à encourager la création d’emplois dans les régions du pays où le taux de chômage est le plus élevé et le niveau d’industrialisation le plus bas.

Outre les ERTE dues à la force majeure,

sont apparues les ERTE ayant des causes économiques, techniques, organisationnelles ou productives (ETOP), dites causes de nature objective. Elles ont constitué 10% de tous les ERTE déclarés.

Le troisième groupe de mesures est une garantie contre les licenciements et la résiliation des contrats. Le gouvernement espagnol a essayé d’articuler des mécanismes pour mettre fin à la résiliation des contrats. Parmi les plus importants figurent la clause de sauvegarde de l’emploi⁴¹, l’interdiction de licenciement⁴², l’interruption de la durée des contrats temporaires ou la prolongation de certains contrats à durée déterminée tels que les contrats de recherche. Ces mesures ont été introduites après deux semaines d’état d’urgence et, bien que leur validité devait aller jusqu’au 30 juin 2020, leurs effets resteront en place jusqu’au 31 janvier 2021.

Quatrièmement, et c’est extrêmement important, le gouvernement a approuvé une série de mesures pour la protection spécifique des personnes en situation de difficultés économiques et sociales⁴³.

Il s’agit notamment des mesures suivantes : suspension des procédures d’expulsion, prolongation des baux locatifs, moratoires sur les loyers, garanties d’approvisionnement, soutien aux travailleurs indépendants et aux petites et moyennes entreprises. Le règlement contient deux mesures particulièrement importantes en matière de travail, sous la forme de deux allocations extraordinaires pour les travailleurs domestiques familiaux et pour les situations de résiliation de contrats temporaires. La disposition phare de cette quatrième catégorie est sans aucun doute la mesure relative au revenu minimum nécessaire approuvée par le gouvernement le 29 mai dernier, dans le but direct de garantir un niveau de revenu aux personnes en situation difficile faute de ressources économiques suffisantes pour couvrir leurs besoins fondamentaux. Ce revenu vital minimum est de 5.538 euros par an, ce qui équivaut à 416,5 euros par mois et n’est garanti que tant que les ressources restent insuffisantes. Il ne s’agit donc pas d’un revenu de base universel, comme le demandaient

de nombreux groupes sociaux, mais cela n'a jamais été l'intention du gouvernement. D'autre part, cette nouvelle prestation n'est pas suffisante pour satisfaire les besoins humains, étant bien inférieure au salaire minimum fixé à un montant mensuel de 950 euros par le décret royal 231/ du 4 février 2020 .

Conclusions

L'incertitude générée par l'apparition et l'évolution inattendues de la Covid-19 rend impossible de prévoir avec certitude ses effets sociaux et économiques dans un avenir proche. Néanmoins, les données examinées jusqu'à présent montrent que ses pires effets ont été supportés par des personnes qui se trouvaient déjà dans des situations plus non protégées et donc particulièrement vulnérables aux effets de la pandémie : les jeunes travailleurs, ceux qui ont moins d'éducation et de revenus, ceux qui exercent des professions manuelles et dans les secteurs du nettoyage, du commerce de détail et de l'alimentation, de la santé et de la livraison à domicile. Il est important de donner la priorité aux groupes de travailleurs qui ont été plus exposés à la pandémie en raison de conditions de travail médiocres et non protégées. Les mesures publiques doivent se concentrer sur ces groupes même si leurs cas ne sont pas publiés dans les médias ; ce sont eux qui sont les plus touchés par la situation et qui continueront probablement à l'être. Comme ils sont ainsi exposés, prendre soin de leur santé revient à prendre soin de la santé du reste de la population.

Les mesures socio-économiques urgentes adoptées par de nombreux gouvernements de l'UE, y compris celui de l'Espagne, pour faire face à la crise provoquée par la pandémie ont été d'un caractère social évident. Nous mettons en évidence trois caractéristiques fondamentales de ces politiques sociales. Tout d'abord, elles consistent en des politiques du travail qui donnent de la flexibilité aux entreprises, tout en créant des mécanismes qui garantissent légalement leur bon usage afin d'éviter les fraudes, les abus et les licenciements massifs, mais aussi de préserver l'emploi, etc. Tout

cela a contribué à contenir, dans une plus ou moins grande mesure, la destruction d'emplois, bien que la précipitation même des réponses gouvernementales ait été en partie au détriment des progrès de la protection des travailleurs par le droit du travail. Deuxièmement, les prestations sociales ont été déployées de manière ambitieuse, offrant un bon degré de couverture mais pas assez pour protéger les personnes dans certaines situations spécifiques de vulnérabilité. Et troisièmement, les gouvernements ont opté, en général, pour des procédures juridiques classiques basées sur la négociation et l'établissement de pactes entre le gouvernement, les employeurs et le syndicat, ce qui les a amenés à négliger les outils plus interventionnistes.

Les prévisions pour l'avenir sont difficiles à l'heure actuelle, compte tenu de la diversité des politiques réglementaires et du travail, conditionnées par les réalités locales, menées par les gouvernements et les institutions. Cela aura certainement un effet sur les futures majorités sociales à court et moyen terme, mais les conséquences de cette pandémie sur le travail doivent également être évaluées en fonction de l'imagination sociale et des changements de "bon sens" dans la perception du travail. En fait, il est déjà possible de dire qu'au cours de ces mois, le concept de travail a largement récupéré une partie de son ancienne valeur fondamentale.

Ainsi, les différentes réalités sont devenues particulièrement visibles et palpables. Pendant des décennies, elles ont été mises en évidence par les mouvements sociaux et les syndicats : l'importance des soins de santé et du personnel de santé, l'importance des soins et des soignants ; la précarité des emplois salariés dans le secteur des soins et l'invisibilité du travail de soins non rémunéré ; le manque de travailleurs dans des secteurs fondamentaux pour la vie, comme l'agriculture lorsque l'entrée des immigrants est bloquée ; la faible offre de biens de consommation de base (tels que les fournitures médicales) alors que les maillons des chaînes de production mondiales sont coupés ; la nécessité d'une intervention forte des gouvernements dans l'économie pour soutenir le travail et

les structures de production, ce qui n'a pas signifié un chèque en blanc pour annuler les pertes des entreprises mais, en général, a exigé des entreprises qu'elles agissent de manière responsable ; la prise de conscience de la terrible situation des personnes dont la vie est liée aux chaînes de production mondiales des entreprises transnationales ; la preuve de la crise climatique et de l'urgence écologique à laquelle nous sommes confrontés, générant une plus grande prise de conscience du lien direct entre celles-ci et les activités de production quotidiennes ; et ainsi de suite.

Indépendamment de l'orientation politique des gouvernements et de leurs politiques d'endiguement et de gestion, les réalités mentionnées ci-dessus ont permis de commencer à mettre l'accent sur les réformes du travail fondées sur la dignité, de reconstruire le travail comme un droit respectueux de la vie, de la dignité humaine et des droits de la nature. De plus, les critiques antérieures sur les défauts de l'État social d'après-guerre doivent maintenant être reprises pour proposer une alternative qui ne répète pas ces défauts et qui soit en même temps une option viable pour le bien-être de la majorité sociale et de nos générations futures. En ce sens, il est essentiel de mettre sur la table certains principes tels que la défense de la reconnaissance, de la dignité et de la coresponsabilité dans le travail de soins, en éliminant la division du travail basée sur le genre ; le respect des droits de la nature et la lutte contre l'extractivisme socio-environnemental, en particulier dans les pays du Sud ; l'importance du dialogue social comme outil de consensus et la nécessité de l'étendre à tous les maillons des chaînes de valeur mondiales ; l'urgence de rendre les STN directement responsables des conditions de travail existant dans tous leurs maillons ; l'éradication de l'esclavage moderne, y compris la surexploitation de la main-d'œuvre agricole par la main-d'œuvre étrangère dans les économies centrales ; et bien d'autres choses encore.

En ce moment, le droit au travail, qui n'a jamais été révolutionnaire mais essentiel, a retrouvé la centralité qu'il avait perdue pendant les années du Consensus de Bruxelles.

1. Cet article a été publié pour la première fois dans l'annuaire *Transform!* (Walter Baier, Eric Canepa, Haris Golemis, Ed.) Merlin, 2021.

2. Conférence internationale du travail, Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail, adoptée par la Conférence lors de sa cent huitième session, Genève, 21 juin 2019.

3. La Déclaration a été précédée par le rapport de la Commission mondiale sur l'avenir du travail, Genève : 2019, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---cabinet/documents/publication/wcms_662410.pdf.

4. Le rapport souligne que plus de 470 millions de personnes dans le monde n'ont pas un accès adéquat à un travail rémunéré ou se voient refuser la possibilité de travailler le nombre d'heures qu'elles souhaitent. OIT, *Perspectives sociales et de l'emploi dans le monde - Tendances 2020*, Genève : 2020, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_734455.pdf, p. 12.

5. Martin Olsthoorn, "Measuring Precarious Employment : A Proposal for Two Indicators of Precarious Employment Based on Set-Theory and Tested with Dutch Labor Market-Data", *Social Indicators Research* 119,1 (2014), 421-441.

6. Joseph Choonara, *Insécurité, travail précaire et marchés du travail*, Cham : Springer International Publishing, 2019, <https://doi.org/10.1007/978-3-030-13330-6>.

7. OIT, *Du travail précaire au travail décent : Document final du Symposium des travailleurs sur les politiques et réglementations visant à lutter contre l'emploi précaire*, Genève : 2012, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---actrav/documents/meetingdocument/wcms_179787.pdf ; Fernando Rocha Sánchez, "Atrapados en el tiempo : notas introductorias sobre temporalidad y precariedad del empleo en España", dans Adoración Guamán Hernández et Vanessa Cordero Gordillo (eds), *Temporalidad y precariedad del trabajo asalariado : ¿el fin de la estabilidad laboral ?* Albacete : Bomarzo, 2013, pp. 21-34.

8. Kevin Hewison, "Precarious Work", in Stephen Edgell, Heidi Gottfried, and Edward Granter (eds), *Sage Handbook of the Sociology of Work and Employment*, London : Sage, 2016, 1-72 ; Arne L. Kalleberg and Kevin Hewison, "Precarious work and the challenge for Asia". *American Behavioral Scientist*, 57,3 (2013), 271-288 ; Christine Monnier, "Precarious Labor", in Vicki Smith (ed.), *Sociology of Work : An Encyclopedia*, Londres : Sage, 2013, pp. 704-705.

9. Izabela Florczak, "Precarious Employment V. Atypical Employment in the EU", in Jerzy Wrątny et Agata Ludera-Ruszel (eds.), *New Forms of Employment : Current Problems and Future Challenges*, Wiesbaden : Springer, 2020, pp. 203-14, https://doi.org/10.1007/978-3-658-28511-1_12.

10. Gabriella Alberti, Ioulia Bessa, Kate Hardy, Vera Trappmann et Charles Umney, "Foreward", Against

and Beyond Precarity : Work in Insecure Times, *numéro spécial de Work, Employment and Society*, 32,3 (2018), 447-457, <https://doi.org/10.1177/0950017018762088>.

11. Marcel Van der Linden, *Travailleurs du monde. Essais vers une histoire mondiale du travail*. Brill, 2010.

12. Adoración Guamán, *The Corporate Architecture of Impunity : Lex Mercatoria, market authoritarianism and popular resistance*, *State of Power 2020*, TNI, <https://www.tni.org/en/stateofpower2020>, p. 38.

13. Adoración Guamán, "Cláusulas laborales en los acuerdos de libre comercio de nueva generación : una especial referencia al contenido laboral del TPP, CETA y TTIP", *Estudios financieros. Revista de trabajo y seguridad social : Comentarios, casos prácticos : recursos humanos* 398 (2016).

14. *Selon les données de la CNUCED, les 100 premières entreprises multinationales du monde ont, en moyenne, plus de 500 filiales dans plus de 50 pays. La structure de propriété comporte 7 niveaux hiérarchiques (les liens de propriété avec les filiales peuvent traverser jusqu'à 6 frontières), 20 sociétés de portefeuille avec des filiales dans plusieurs juridictions, et près de 70 entités dans des centres d'investissement offshore*. CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2016 : Investir Nationality - Policy Challenges*, https://unctad.org/system/files/official-document/wir2016_en.pdf.

15. Guamán, "The Corporate Architecture of Impunity" ; Rapport de la commission sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales : Résolution et conclusions soumises pour adoption par la Conférence, Genève, 2016, https://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/previous-sessions/105/reports/provisional-records/WCMS_489115/lang--en/index.htm.

16. Oxfam, *Time to care : Le travail de soins non rémunéré et sous-rémunéré et la crise mondiale de l'inégalité*, 2020, <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620928/bp-time-to-care-inequality-200120-en.pdf>.

17. *On estime que 40,3 millions de personnes ont été victimes de l'esclavage moderne en 2016. Ce chiffre comprend 24,9 millions de personnes soumises au travail forcé et 15,4 millions au mariage forcé. Sur les 24,9 millions de personnes prises au piège du travail forcé, 16 millions sont exploitées dans le secteur privé, comme le travail domestique, la construction ou l'agriculture, 4,8 millions sont victimes d'exploitation sexuelle forcée et 4 millions sont dans une situation de travail forcé imposée par l'État*. OIT, *Estimations globales de l'esclavage moderne : Travail forcé et mariage forcé*, Genève : 2017, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/--dcomm/documents/publication/wcms_575479.pdf.

18. Adoración Guamán et Gabriel González, *Empresas Transnacionales y Derechos Humanos*, Albacete : Bomarzo, 2018.

19. Carmelo García Pérez, Mercedes Prieto Alaiz et Hipolito J. Simón Pérez, "Multidimensional measurement of precarious employment using hedonic weights : Evidence from Spain", *Journal of Business Research* 113 (2020), 348-359, ici 354-55.

20. David N. F. Bell et David G. Blanchflower, "US and UK Labour Markets Before and During the Covid-19 Crash", *National Institute Economic Review* 252 (2020), R52--R69.

21. *ILO Monitor : Covid-19 et le monde du travail, septième édition, 25 janvier 2021 - estimations et analyses actualisées*, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_767028.pdf; voir aussi la sixième édition, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_755910.pdf.

22. Bell et Blanchflower, "US and UK Labour Markets".

23. Ken Mayhew et Paul Anand, "Covid-19 and the UK Labour Market", *Oxford Review of Economic Policy* 36 (2020), Supplement 1, 215-224.

24. Monica Costa Dias, Robert Joyce, Fabien Postel-Vinay et Xiaowei Xu, "The Challenges for Labour Market Policy During the Covid-19 Pandemic", *Fiscal Studies* 41,2 (2020), 371-382.

25. Jeff Borland et Andrew Charlton, "The Australian Labour Market and the Early Impact of Covid-19 : An Assessment", *Australian Economic Review* 53,3 (2020), 297-324

26. Thomas Lemieux, Kevin Milligan, Tammy Schirle et Mikal Skuterud, "Initial Impacts of the Covid-19 Pandemic on the Canadian Labour Market", *Canadian Public Policy*, 46,S1 (2020), 55-65.

27. Bell et Blanchflower, "US and UK Labour Markets".

28. Raquel Llorente Heras, "Impacto del Covid-19 en el mercado de trabajo : un análisis de los colectivos vulnerables", *Documentos de Trabajo (IAES, Instituto Universitario de Análisis Económico y Social)* 2 (2020), 1-29.

29. Francisco Pérez et Joaquín Maudos, *Impacto económico del coronavirus en el PIB y el empleo de la economía española y valenciana*. Valence : Instituto Valenciano de Investigaciones Económicas, 2020.

30. Elvira Prades Illanes et Patrocinio Tello Casas, "Heterogeneity in the economic impact of Covid-19 across regions and countries in the euro area", *Economic Bulletin/Banco de España [Articles]* 2 (2020).

31. UGT, *Impact du coronavirus sur l'emploi en Espagne*, 2020, <https://servicioestudiosugt.com/impacto-del-coronavirus-sobre-el-empleo-en-espana/>.

32. Sergio Salas-Nicás, Clara Llorens Serrano, Albert Navarro Giné, et Salvador Moncada i Lluís, *Condiciones de trabajo, inseguridad y salud en el contexto del Covid-19 : estudio de la población asalariada de la encuesta COTS*, Barcelona : POWAH-Universitat Autònoma de Barcelona ; Instituto Sindical de Trabajo, Ambiente y Salud (ISTAS-CCOO), 2020.

33. *La directrice du ministère du travail (Yolanda Díaz) et le deuxième vice-président (Pablo Iglesias) sont tous deux membres de Unidas Podemos*.

34. <https://www.boe.es/boe/dias/2020/03/14/pdfs/BOE-A-2020-3692.pdf>.

35. <https://www.boe.es/boe/dias/2020/03/13/pdfs/BOE-A-2020-3580.pdf>.

36. <https://www.boe.es/buscar/pdf/2020/BOE-A-2020->

3824-consolidado.pdf.

37. Première disposition transitoire. Limitation à l'application aux procédures de réglementation de l'emploi, <https://www.boe.es/buscar/pdf/2020/BOE-A-2020-3824-consolidado.pdf>.

38. Tatiana Sachs, Adalberto Perulli, Adoración Guamán, José Miguel Sánchez, Judith Borckmann, Lukasz Pisarczyk et Roberto Fragale Filho, "Regards comparés sur le droit social à l'épreuve du Covid-19", *Revue de droit du travail* 4 (2020), 273-274.

39. Cette exemption ne représente que 75 % de la contribution de l'employeur lorsque l'entreprise compte moins de 50 travailleurs, selon l'article. 24 du RD ley 8/2020.

40. Ce n'est pas quelque chose de nouveau. Zapatero a tenté cela alors qu'il croyait encore, en 2009, à une gestion alternative de la crise avec le décret-loi royal 2/2009. Son rôle était de maintenir et de créer des emplois. La mesure consistait à remplacer les allocations de chômage déjà consommées (limites de 120 et 90 jours) pour les travailleurs dont le contrat de travail était suspendu ou le temps de travail réduit avec une résiliation ultérieure du contrat de travail ; ou s'il y avait deux suspensions du contrat de travail et/ou une réduction du temps de travail ; tout cela était traité dans le cadre de l'ERES (licenciement collectif) approprié, de l'ERTES, de la décision judiciaire du litige, ou de la résiliation individuelle du contrat de travail pour des raisons objectives. Mais la mesure a été limitée dans le temps à la crise immédiate, s'étendant jusqu'au 31 décembre 2011 dans le cas des licenciements autorisés par voie administrative ou judiciaire, et jusqu'au 31 octobre 2009 dans le cas des mesures de suspension approuvées (avec les mêmes conditions).

41. La loi RD 8/2020, dans sa sixième DA, connue sous le nom de clause de sauvegarde de l'emploi, prévoyait des mesures extraordinaires sur le lieu de travail qui étaient liées à l'engagement de l'entreprise à maintenir l'emploi pendant une période de six mois à compter de la date de reprise de l'activité.

42. Malgré la création des ERTE, les syndicats ont commencé à dénoncer l'adoption de licenciements dès le début des restrictions de mobilité et de la suspension des activités. Afin d'éviter que les entreprises n'aient recours aux licenciements, ils ont autorisé les ERTE comme mécanisme de suspension contractuelle ou de réduction du temps de travail, comme le prévoit l'art. 2 de la loi RD 9/2020 approuvée le 27 mars, interdisait l'utilisation de ces causes pour justifier une résiliation contractuelle ; cependant, les effets de cette interdiction ont été visibles dès l'entrée en vigueur de la loi RD et donc ceux qui avaient été licenciés jusqu'à cette date étaient hors de sa

protection. Il s'agit d'une mesure que le gouvernement italien a déjà adoptée à la mi-mars, en interdisant les licenciements pour raisons objectives pendant 60 jours, quel que soit le nombre de travailleurs de l'entreprise ou les personnes concernées, prolongeant maintenant la mesure jusqu'en mars 2021. En Espagne, elle a également été prolongée jusqu'à présent.

43. Décret-loi royal 11/2020, du 31 mars. Cette règle prévoit que pour établir l'existence d'une vulnérabilité économique en raison de la situation d'urgence créée par le Covid-19, le locataire doit être simultanément au chômage, ou recevoir l'ERTE, ou avoir un horaire de travail réduit en raison de la prestation de soins, et, si la personne est un employeur, lorsqu'elle se trouve dans des circonstances qui impliquent également une perte substantielle de revenus. Il existe une deuxième condition : le revenu locatif, plus les dépenses et fournitures de base - frais de chauffage, d'électricité, de téléphone et de logement - doit être supérieur ou égal à 35 % du revenu net perçu par tous les membres de la cellule familiale. Il s'agit de conditions également appliquées, adaptées à chaque circonstance, aux moratoires hypothécaires et au crédit non hypothécaire, accréditation dérivée des contrats de crédit sans garantie hypothécaire (art.16 RDL 11/2020).

Adoración Guamán est professeur de droit à l'Université de Valence. Coordinateur du groupe de travail CLACSO «Lex Mercatoria, Droits de l'Homme et Démocratie». Elle collabore activement avec différents mouvements sociaux et syndicats.

Guillermo Murcia López est l'auteur d'articles et de traductions sur la politique et l'économie dans divers médias. Actuellement, il étudie la précarité de l'emploi, la transformation du travail et les réformes de la législation du travail espagnole.

José Miguel Sánchez Ocaña a travaillé comme chercheur à l'Université de Valence. Actuellement, ses études portent sur les aspects liés au travail des contrats du secteur public avec des entreprises privées.

Capitalism's Deadly Threat

**Joanna Bourke
Luciana Castellina
Fabian Fajnwaks
John Bellamy Foster
Ursula Huws
Maria Karamessini
Kateřina Konečná
Birgit Mahnkopf
Sandro Mezzadra**

2021
transform!
europe



**Edited by
Walter Baier, Eric Canepa
and Haris Golemis**

transform!

Capitalism's Deadly Threat



MERLIN

2021

*Heinz Bierbaum, Paolo Ferrero, Walter Baier,
Marc Botenga, Vincent Boulet, Eva Brenner,
François D'Agostino, Ángel de la Cruz,
Felicity Dowling, Bernard Duterme, Esquerra
Unida i Alternativa, Tolly Kulczycki, Birgit
Mahnkopf, Amelia Martínez-Lobo, Andrea
Peniche, Catarina Martins, Mirko Messner,
Judit Morva, Riccardo Petrella, Vijay Prashad,
Enrique Santiago, Liisa Taskinen, Marilisa
Xenogiannakopoulou, Gheorghiuță Zbăganu,
Adoración Guamán, Guillermo Murcia López,
José Miguel Sánchez Ocaña*